

# adf

A F R I C A

D E F E N S E

F O C U S

## UNE NOUVELLE ÈRE EN SOMALIE

L'AMISOM et les Forces somaliennes  
s'unissent pour réprimer al-Shebab

PLUS

La réhabilitation des radicaux  
Mettre fin au financement terroriste

RENDEZ-NOUS VISITE SUR LE SITE : [ADF-MAGAZINE.COM](http://ADF-MAGAZINE.COM)

# articles

## 8 L'AMISOM entraîne la Somalie vers la sécurité

La force africaine multinationale de sécurité continue de gagner du terrain sur les terroristes d'al-Shebab.

## 14 « Calme mais fragile »

Le général de brigade Sam Okiding de l'Ouganda estime que les conditions à Mogadiscio se sont améliorées, même si la menace des EEI persiste.

## 18 Al-Shebab Inc.

Le groupe terroriste revendique une idéologie fondée sur la haine tout en gérant ses activités comme une entreprise.

## 24 La lutte contre l'extrémisme importé

L'introduction de l'idéologie salafiste en Afrique de l'Est a conduit à la disparition de la tradition ancestrale de coexistence pacifique entre les groupes religieux.

## 32 Une armée, une nation

Il est essentiel de développer les Forces armées nationales somaliennes pour débarrasser le pays d'al-Shebab — et le temps presse.

## 38 Les jeux militaires constituent « la quintessence de l'amitié »

L'événement annuel de la Communauté d'Afrique de l'Est est devenu une source d'orgueil national et de vantardise parmi les pays participants.

## 42 Une solution existe

Un programme de réhabilitation offre aux combattants un moyen de quitter al-Shebab.

## 48 Le Mali s'organise pour bloquer les cellules terroristes

Le pays collabore avec ses voisins et les organismes internationaux pour museler les extrémistes et mettre fin au recrutement.

## 52 Comment raconter une histoire plus convaincante

Les forces de l'Union africaine doivent utiliser des récits de riposte pour opposer les messages de recrutement d'al-Shebab.





# rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

30 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum  
est à présent disponible  
en ligne.**

Veillez nous rendre visite sur le site  
[adf-magazine.com](http://adf-magazine.com)

48



## **EN COUVERTURE :**

Un soldat éthiopien de la Mission de l'Union africaine en Somalie monte la garde dans la région d'Hiiraan de ce pays après un combat avec les extrémistes d'al-Shebab.

AMISOM

**A**ffaibli mais dangereux. C'est la situation actuelle du groupe extrémiste al-Shebab. Alors que le groupe contrôlait jadis plus de la moitié du territoire somalien, représentant une population d'environ 5 millions de personnes, il ne tient plus que 10 pour cent du pays aujourd'hui, et par le biais de membres qui sont désormais en fuite.

La Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et les Forces armées nationales somaliennes ont mené bien des combats au prix de nombreux sacrifices pour repousser le groupe de ses places fortes. Les principaux sites qui permettaient à al-Shebab de gagner de l'argent, notamment le port de Kismaayo et le marché de Bakaara à Mogadiscio, sont à nouveau sous le contrôle du gouvernement. La vie dans la capitale est redevenue normale jusqu'à un certain point.

Ce n'est certes pas le moment de baisser la garde face à cette menace. Au fur et à mesure qu'al-Shebab renonce à maintenir le contrôle sur les territoires, le groupe a désormais recours à des attaques asymétriques contre des cibles vulnérables et extorque de l'argent en établissant des barrages routiers et en menaçant les voyageurs. En outre, d'autres groupes extrémistes cherchent à profiter de tout vide laissé par al-Shebab. L'EI. tente de prendre pied dans le pays. Les forces de l'AMISOM reconnaissent qu'il est essentiel non seulement de libérer le territoire mais aussi de le sécuriser par le biais d'une présence militaire cohérente.

Le démantèlement d'al-Shebab nécessitera un effort multidimensionnel qui devra inclure les forces armées somaliennes, les partenaires internationaux, le gouvernement démocratiquement élu, les groupes de la société civile, les chefs traditionnels et d'autres encore. La reconstruction des Forces armées nationales somaliennes est une priorité absolue. Le pays estime qu'une force armée professionnelle d'environ 28.000 soldats est nécessaire, et que ceux-ci doivent être bien entraînés pour établir à nouveau un rapport de confiance avec la population. La Somalie et ses partenaires internationaux doivent aussi éliminer le soutien financier d'al-Shebab en bloquant l'accès aux profits que le groupe tire de la contrebande du charbon, du sucre et du khat. Enfin, les chefs civils et religieux de la Somalie doivent s'efforcer d'opposer l'idéologie toxique qui a infecté l'esprit des militants radicaux d'al-Shebab. Une partie de ces efforts doit être axée sur la réhabilitation et la réintégration des anciens combattants d'al-Shebab qui acceptent de renoncer à la violence.

C'est une lourde tâche, mais la Somalie enregistre déjà les premières récompenses de la paix. Après plus de 20 années de guerre, le panorama urbain de Mogadiscio est aujourd'hui parsemé de chantiers de construction, attestant du véritable boom immobilier en cours. L'optimisme est partout. La population somalienne, lasse de la guerre, voit désormais le potentiel et la promesse de la paix : il incombe aux forces de sécurité et aux dirigeants élus du pays, ainsi qu'à leurs partenaires internationaux, d'en faire une réalité.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Des officiers de police nouvellement diplômés de l'Administration intérimaire du sud-ouest se tiennent au garde à vous lors de la remise des diplômes à Baidoa en Somalie. ILYAS AHMED/AMISOM



## Le démantèlement d'al-Shebab

Volume 10, 1e trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES  
ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

### POUR NOUS CONTACTER

U.S. AFRICA COMMAND  
Attn: J3/Africa Defense Forum  
Unit 29951  
APO-AE 09751 U.S.A.  
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS  
U.S. AFRICA COMMAND  
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE  
FORUM  
GEB 3315, ZIMMER 53  
PLIENINGER STRASSE 289  
70567 STUTTGART  
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

# La Somalie écrit un nouveau chapitre de son histoire



**Hassan Sheikh Mohamud,** président de la République fédérale de Somalie, s'exprime lors du 28<sup>ème</sup> Sommet extraordinaire des chefs d'état et de gouvernement de l'Autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD) à Mogadiscio, en Somalie, le 13 septembre 2016. Il s'agit du premier sommet organisé en Somalie depuis la fondation de l'IGAD en 1986. Ses commentaires ont subi des modifications pour les adapter à ce format.

**Aujourd'hui est une journée réellement historique pour la Somalie, sa population résiliente, ses voisins fraternels et ses partenaires estimés. Et à vous tous, je dis ceci : la Somalie et les Somaliens ont tourné la page et écrivent aujourd'hui un nouveau chapitre de leur histoire. Ce chapitre est caractérisé par l'espoir, la gouvernance solidaire et le développement dans toutes ses formes. La Somalie est fière d'être un état membre fondateur de l'IGAD ; le fait de pouvoir enfin accueillir notre premier Sommet de chefs d'état et de gouvernement en Somalie est donc une source de grande fierté pour nous.**



Avec le soutien de ses frères africains, la Somalie est engagée avec succès dans la lutte contre le terrorisme international.

Je dis « international » parce qu'aucun pays n'est immunisé contre la terreur aujourd'hui, qu'elle provienne d'al-Shebab, d'al-Qaïda, de l'EI, de Boko Haram ou d'autres mouvances. Le terrorisme est un mal sans objectif et sans frontières qui ne pourra être vaincu que par un partenariat international de tous les secteurs.

Au cours des quatre dernières années, les Forces armées nationales somaliennes et l'AMISOM [Mission de l'Union africaine en Somalie] ont repris le contrôle de communes et de villes cruciales. Aujourd'hui, al-Shebab contrôle moins de 10 pour cent du territoire dans ce pays. Un nombre important de leaders clés du groupe ont été tués au cours des derniers mois, d'autres ont déserté, et son idéologie violente est réellement dédaignée par le peuple somalien. Les Forces armées nationales somaliennes et l'AMISOM ont prouvé qu'al-Shebab est vulnérable et divisé, et qu'il peut être vaincu par une action militaire coordonnée.

Dans ce but, il est de mon devoir, en tant que chef d'état, de déclarer que la Somalie et son peuple sont endettés envers les services de sécurité somaliens et leurs frères africains de l'AMISOM, qui ont fait le

sacrifice ultime pour sauvegarder et restaurer la paix et la stabilité en Somalie. Ils sont tous gravés dans notre cœur et ils ne seront jamais oubliés. Le souvenir de leur sacrifice inspirera certainement le progrès et stimulera le développement régional et la prospérité pour la région de l'IGAD, pour le continent africain et pour le monde entier.

Grâce au succès des opérations conjointes des Forces armées nationales somaliennes et de l'AMI-SOM, al-Shebab se tourne maintenant vers des tactiques de guerre asymétrique conduite par de petites unités pour mener des attaques terroristes à



**Hassan Sheikh Mohamud, Président de la Somalie, au centre, est assis avec Uhuru Kenyatta, Président du Kenya, à gauche, et Haile Mariam Dessalegn, Premier ministre de l'Éthiopie lors du Sommet de l'Autorité intergouvernementale sur le développement à Mogadiscio, en Somalie.** REUTERS

plus grand impact contre diverses cibles vulnérables en Somalie et, de plus en plus, dans les pays voisins. En réponse, je voudrais suggérer qu'il conviendrait de développer des politiques sécuritaires et législatives communes, qui nous permettraient de répondre à ces menaces à l'unisson, par des interventions rapides.

Grâce à ses partenaires et aux efforts conséquents de tous, notamment des Somaliens eux-mêmes, la Somalie a pris le virage de la stabilité et du progrès. Aujourd'hui, les magasins sont ouverts, les écoles sont pleines et nos marchés sont bien fréquentés par les commerçants et les clients.

L'espoir, la confiance et le progrès sont au cœur du nouveau récit de la Somalie et de son peuple. Pour nous, il est désormais impossible de revenir en arrière, mais seulement d'aller de l'avant ensemble, en partenariat avec la région et le reste du monde.



# L'ENGOUEMENT POUR LES POKÉMON

*agite Lagos* AGENCE FRANCE-PRESSE

Le jeu mobile populaire *Pokémon Go* de Nintendo est peut-être idéal dans les quartiers arborés et les parcs publics, mais à Lagos, au Nigeria, nombreux sont les résidents qui bravent le chaos de cette grande ville animée pour y jouer.

« Ici, c'est comme *Mad Max* », déclare Timi Ajiboye, un développeur de logiciels âgé de 23 ans. « Il faut être alerte, sinon quelqu'un sera blessé. »

« Parfois, il est dangereux de sortir votre téléphone », ajoute Tade, le petit frère de M. Ajiboye. « Si vous le faites, les voleurs s'abattent sur vous comme des mouches. » Pourtant, le Nigeria présente des avantages pour les joueurs.

« Il y a beaucoup de Pokémon rares ici parce que le pays est marginal », déclare l'étudiant en génie électrique de 19 ans de l'Université de Lagos. « Heureusement pour moi, je vis ici. »

Basé sur le jeu de cartes japonais populaire, *Pokémon Go* utilise la fonction GPS des téléphones portables pour permettre aux joueurs de chercher, de capturer et de former les créatures numériques qu'ils trouvent dans des lieux du monde réel. Le campus de la vaste Université de Lagos offre une couverture de réseau mobile assez large et une sécurité relative, transformant rapidement le site en terrain fertile pour les « entraîneurs » en herbe de Pokémon.

Néanmoins, les problèmes de réception entravent souvent la progression des joueurs.

« Je suis sur EDGE [réseau de téléphone portable] », grogne Tobi Akinnubi, étudiant en génie chimique de 19 ans, en marchant dans le campus. « On ne peut rien faire. »

Bientôt la réception s'améliore et Timi s'arrête précipitamment sur le trottoir et se concentre sur

le milieu d'une rue animée à quatre voies, pleine de minibus jaunes débordant d'étudiants, qui klaxonnent à tout va.

Là où d'autres voient une haie, Timi voit un trésor et il zigzague au milieu de la circulation vers le terre-plein central, penché sur son téléphone. Quelques secondes plus tard, il lève les mains au-dessus de la tête en signe de victoire : il vient d'attraper un Goldeen poissonneux et un Raticate aux dents en avant.



Esther Mustapha, à gauche, et Oyinbecks Olajide jouent à *Pokémon Go* à l'Université de Lagos au Nigeria.

AFP/GETTY IMAGES

Il s'agit sans doute tout simplement de problèmes de croissance car l'industrie des télécommunications du Nigeria est florissante, les smartphones deviennent moins chers et les services de données sont en pleine expansion.

Cependant, les inquiétudes liées à l'insécurité signifient que les Nigériens devront renoncer à beaucoup de Pokémon rares dans les zones à forte criminalité. Les enjeux sont tout simplement trop élevés, déclare Olajide, étudiant de français de 20 ans.

« Ils vous voleront, et voleront vos Pokémon ! »

L'Académie du Ghana encourage

# LES RÊVES

de CONNAISSANCES et de FOOTBALL

AGENCE FRANCE-PRESSE

Patience Kum traverse à grands pas le terrain d'entraînement de l'Académie Right to Dream (RtD), centre d'excellence du football niché dans la campagne ghanéenne, et accueille les visiteurs avec une poignée de main assurée.

La jeune fille de 14 ans a réussi à convaincre sa mère qu'elle irait à cette école, à 100 kilomètres à l'est de la capitale, Accra, parce qu'on y enseigne plus que le football.

« Ma mère ne voulait pas que j'aille à l'académie parce qu'on pense que les jeunes

même pas parler en public », déclare-t-elle.

« Bien sûr, je voudrais jouer pour les Black Stars [l'équipe nationale du Ghana] mais les filles ne gagnent pas assez en jouant au football pour que je puisse subvenir aux besoins de ma famille. ... Je rêve de devenir comptable. »

Les garçons finissent leur séance d'entraînement alors que le soleil se couche derrière les collines surplombant le fleuve Volta. Pour eux, le football c'est le chemin de la richesse et ils visent un contrat avec un club européen.

L'académie, fondée en 2000 par Tom Vernon, président du club danois FC Nordsjaelland, est réputée dans toute l'Afrique et au-delà. Mais les études passent avant la célébrité : elles constituent une alternative essentielle en cas de



RIGHT TO DREAM ACADEMY

filles ne jouent pas au foot, mais les enseignants lui ont expliqué que RtD représente une excellente opportunité d'obtenir une bonne éducation », déclare-t-elle.

À RtD, chacun des 93 élèves âgés de 9 à 15 ans s'entraîne au sport et se consacre à ses études. Patience vient d'une famille pauvre de pêcheurs et a attiré l'attention du pensionnat grâce à ses aptitudes pour le football. D'après elle, il n'y a pas que ses tirs au but qui ont évolué au cours des trois dernières années.

« Avant, je ne pouvais

blessure ou si les joueurs échouent sur le terrain.

« Les joueurs ghanéens se retrouvent coincés en Europe ou en Asie ou ailleurs », déclare Ibrahim Sannie Daara, porte-parole de la Fédération du Ghana de football, qui compte plus de 40.000 joueurs titulaires dans ses registres.

« Beaucoup de jeunes africains ont des histoires tragiques ; ils sont victimes d'abus, parce que le continent ne possède pas les structures et les opportunités appropriées pour qu'ils réalisent leur potentiel », ajoute le directeur de RtD James Meller.



COSME DOSSA

DÉCOUVERTE PAR SA FAMILLE :  
LA CHRONIQUE D'UN PHOTOGRAPHE

## retracant l'histoire du Bénin

AGENCE FRANCE-PRESSE

L

es termites avaient commencé à grignoter les boîtes couvertes de poussière qui contenaient le travail de toute une vie du photographe Cosme Dossa, dans sa maison familiale à Porto-Novo, capitale du Bénin. Malgré cela, les 15.000 négatifs découverts à l'intérieur étaient bien conservés dans leurs étuis de protection.

À la grande joie de la famille du photographe, les boîtes contenaient un trésor : plus de 600 photos de mariages, d'enterrements, de remises de diplôme et de scènes de la vie quotidienne, prises entre les derniers jours du pouvoir colonial et les premiers jours de l'indépendance.

« Nous n'avions aucune idée que ces photos seraient intéressantes et contribueraient à l'histoire et au patrimoine du pays », déclare Jean-Claude, un des fils de M. Dossa, qui vit toujours dans la maison familiale. L'œuvre de son père constitue à présent la base d'un projet d'archives qui vise à préserver l'histoire de ce pays d'Afrique de l'Ouest pour les générations futures.

L'homme chargé du projet s'appelle Franck Ogou, historien-archiviste passionné à l'École du patrimoine africain (EPA), dans la capitale où les photos sont archivées. « L'archivage n'est pas pris au sérieux dans notre pays », se plaint-il. « Il disparaît, et si les archives disparaissent, une partie de l'histoire du Bénin disparaît aussi. »

Cosme Dossa, qui avait appris la photographie grâce à un cours par correspondance, est décédé en 2003 ; pendant plus de 10 ans, ses œuvres, réalisées tout au long de sa vie, ramassaient la poussière dans son studio. De son vivant, il avait parcouru le Bénin en faisant des portraits et en photographiant la vie quotidienne. Le pays est devenu indépendant de la France en 1960. Il était le photographe officiel d'Hubert Maga, premier président du Bénin après l'indépendance.

« Nous devons sauvegarder notre héritage pour que les générations futures aient une idée de l'histoire de notre peuple », déclare M. Ogou. Dans le cadre de ce projet, cette vaste collection a été numérisée pour un site web qui s'adresse principalement aux chercheurs ([www.photoafricaine.org](http://www.photoafricaine.org)) avant d'être envoyée aux archives nationales du Bénin.



Un homme montrant un appareil photo de grand format appartenant au studio du photographe défunt Cosme Dossa à Porto-Novo au Bénin. AFP/GETTY IMAGES

# L'AMISOM

## entraîne la Somalie vers la sécurité



La force africaine multinationale de sécurité continue de gagner du terrain sur les terroristes d'al-Shebab

PERSONNEL D'ADF

Bardera en Somalie est une ville renommée pour sa production agricole. Le climat y est propice aux cultures pérennes de sorgho, de maïs, d'oignons, de haricots et de fruits tels que les bananes, les pastèques, les oranges et les papayes. Le nom de la ville signifie « grand palmier », arbre dont on retrouve de nombreux exemplaires le long des rives du fleuve Jubba qui serpente à travers la région.

Pendant huit ans, la ville fut également connue comme l'un des principaux bastions du groupe militant al-Shebab. Jusqu'en juillet 2015, ces militants liés à al-Qaïda ont constitué leur base opérationnelle à Bardera et dans la ville voisine de Dinsoor. Les militants finançaient le terrorisme en percevant des impôts auprès des agriculteurs de Bardera, en contrôlant la production alimentaire et en exigeant un péage au passage d'un pont, selon le Magazine de l'AMISOM. « Initialement, lorsque nous



Un homme vend des couteaux au marché de Bardera, en Somalie. La ville a été libérée par l'AMISOM et les forces somaliennes en 2015, permettant ainsi la reprise des activités commerciales.

ABDI DAKANE/AMISOM

sommes arrivés, les habitants étaient un peu inquiets à cause de la longue domination d'al-Shebab ; seulement 50 % d'entre eux nous acceptaient,

mais par la suite ils ont pu constater les avantages liés à notre arrivée », déclare le colonel Abdirashid, commandant de bataillon de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) à Bardera, au magazine fin 2015.

« En ce moment, la ville est en pleine activité. Nous avons un marché animé offrant de nombreuses activités, nous avons un marché à bétail et nous voyons de petites entreprises commerciales se monter. Peut-être pour la première fois depuis huit ans, les habitants ont accès à

**1er JUILLET 1960**

La Somalie devient indépendante.

**27 JANVIER 1991**

Le président Mohamed Siad Barre est renversé et s'enfuit du pays ; la violence entre les clans cause des milliers de morts et de blessés.

**1er JUIN 2004**

Onze tribunaux de la charia s'unissent pour créer l'Union des tribunaux islamiques (UTI).

**1er OCTOBRE 2004**

Abdulahi Yusuf est élu président du Gouvernement fédéral de transition (GFT) de la Somalie, formé en exil à Nairobi, au Kenya.

**1er JUIN 2006**

Les militants d'al-Shebab et l'UTI capturent Mogadiscio après un affrontement avec les seigneurs de la guerre somaliens.

**20 JUILLET 2006**

Les troupes éthiopiennes envahissent la Somalie et capturent Mogadiscio en décembre.

Un soldat éthiopien servant dans la Mission de l'Union africaine en Somalie monte la garde dans le village de Halgan, dans la région de Hiiraan, le 10 juin 2016, suite à un combat dans lequel 140 militants ont été tués.

AMISOM



Des soldats servant dans la Mission de l'Union africaine en Somalie patrouillent à l'extérieur d'une mosquée pendant les prières d'Aïd el-Fitr à Mogadiscio, capitale de la Somalie, le 17 juillet 2015.

AMISOM



la télévision et la radio, ce qui n'était pas possible quand al-Shebab contrôlait la région. »

Le succès de l'AMISOM à Bardera s'est reproduit à de nombreuses reprises en Somalie, la force ayant libéré une ville après l'autre de concert avec les Forces armées nationales somaliennes. La tâche n'a pas été aisée pour autant. Les succès de l'AMISOM arrivent après plusieurs décennies de violence, d'anarchie et de manque de gouvernance en Somalie. Malgré une diminution de la portée et de l'influence d'al-Shebab, le groupe demeure un adversaire mortel. Beaucoup reste à faire alors que l'AMISOM et le Gouvernement fédéral de transition (GFT) s'efforcent de créer des institutions gouvernementales et une force somalienne de sécurité aptes à assurer le maintien de l'ordre à l'avenir.

### UN PASSÉ ANARCHIQUE

Après la chute du président de longue date Mohamed Siad Barre en 1991, la Somalie sombre dans le chaos pendant plusieurs décennies. En l'absence d'un réel gouvernement central, les chefs de guerre rivaux luttent pour asseoir leur autorité et conquérir du terrain.

Ce vide sécuritaire permet à un groupe de tribunaux islamiques d'instaurer une forme d'ordre à la suite de nombreuses années d'anarchie et de paralysie

politique. Selon un article de Chatham House, ces tribunaux constituaient « une réponse à la nécessité de disposer de certains moyens pour faire prévaloir l'état de droit, plutôt qu'un impératif islamiste ». Les clans recrutent alors des milices locales pour faire appliquer les décisions des tribunaux, surtout dans les districts de Mogadiscio, la capitale.

Bientôt, ces tribunaux commencent à proliférer au-delà de Mogadiscio, dans la ville portuaire de Marka et dans la région de Shabeellaha Hoose. Selon la BBC, onze tribunaux à Mogadiscio jugent les délits mineurs, les vols et les meurtres. Ils supervisent également les mariages. L'Union des tribunaux islamiques (UTI) finit par affronter le GFT lorsque le nouveau gouvernement occupe la capitale fin 2006 avec les troupes éthiopiennes.

Des membres de la frange radicale de l'UTI créent une faction séparatiste en 2006 et fondent alors une force militaire brutale appelée al-Shebab, ou « jeunesse ». Al-Shebab consolide son territoire et renforce son influence, notamment dans le sud de la Somalie, y compris dans les ports de Kismaayo et Brava. Le groupe est alors en mesure d'importer des armes et des combattants, et de gagner de l'argent grâce à la vente du sucre et du charbon. L'arrivée d'al-Shebab place la Somalie à l'épicentre de l'extrémisme en Afrique de l'Est.

#### 19 JANVIER 2007

Le Conseil de la paix et de la sécurité de l'Union africaine crée la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et le GFT entre à Mogadiscio.

#### MARS 2007

L'Ouganda devient la première nation africaine à déployer ses soldats en Somalie dans le cadre de l'AMISOM.

#### DÉCEMBRE 2007

Le Burundi devient la deuxième nation africaine à déployer des soldats en Somalie dans le cadre de l'AMISOM.

#### JANVIER 2009

L'Éthiopie achève son retrait de la Somalie.

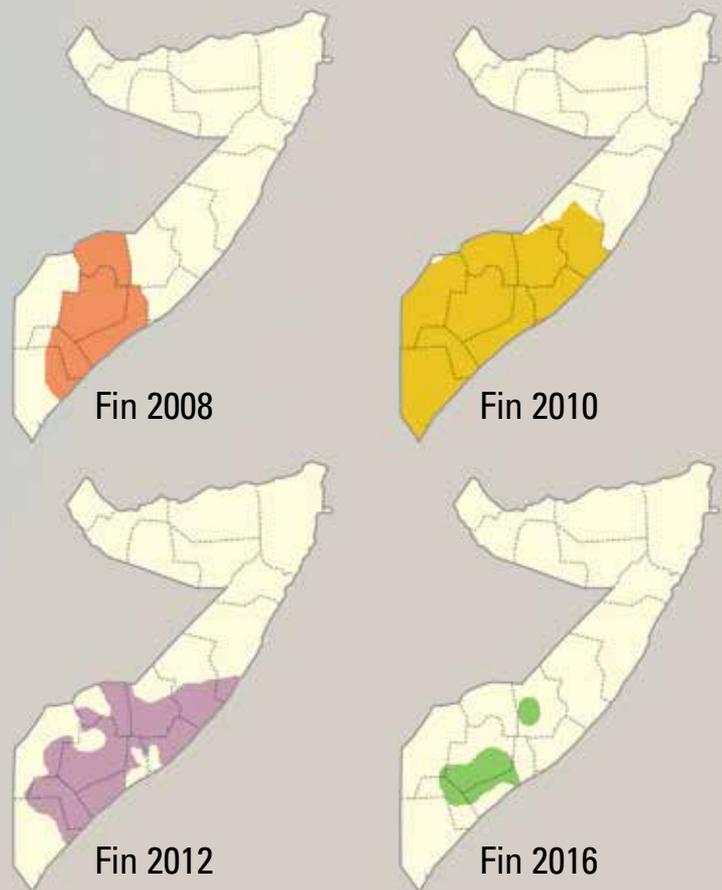
#### FÉVRIER 2010

Al-Shebab accepte de s'allier avec al-Qaïda. Leur fusion officielle est annoncée deux ans plus tard.

# Liberté de mouvement d'al-Shebab

Le contrôle du sud de la Somalie par al-Shebab a atteint son étendue maximale en 2010, mais les chercheurs déclarent que les attaques asymétriques du groupe en dehors du pays, qui ont causé le décès des civils, ont érodé son soutien. En 2016, al-Shebab avait la liberté de mouvement dans une petite portion du pays.

2008-2016



■ ■ Zones de mouvement  
■ ■ d'al-Shebab

Source : Rand Corp.  
ILLUSTRATION ADF

AFP/GETTY IMAGES



AFP/GETTY IMAGES



## 11 JUILLET 2010

La première attaque terroriste d'al-Shebab en dehors de la Somalie tue 76 personnes et blesse des douzaines d'autres dans deux lieux de Kampala, dans l'Ouganda, pendant la projection en plein air de la finale de la Coupe du monde de football.

## 7 AOÛT 2011

Les forces de l'AMISOM libèrent Mogadiscio du contrôle d'al-Shebab.

## 16 OCTOBRE 2011

Des forces du Kenya pénètrent dans le sud de la Somalie pour lancer l'opération Linda Nchi, offensive coordonnée des forces kényanes et somaliennes ; le nom veut dire « Protéger le pays ».

## DÉCEMBRE 2011

Les forces éthiopiennes capturent la ville stratégique de Beledweyne, puis Baidoa en février 2012.

## 20 DÉCEMBRE 2011

Djibouti envoie ses premiers soldats en Somalie dans le cadre de l'AMISOM, les 100 premiers de plus de 900.

## LA MISSION EN SOMALIE

En janvier 2007, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine crée l'AMISOM afin de protéger le nouveau gouvernement de transition et d'assurer la sécurité. La mission débute avec environ 1.500 soldats ougandais à Mogadiscio ; plus tard, elle est élargie pour devenir une force multidimensionnelle de 18.000 personnes. Ultérieurement, les effectifs mandatés atteignent environ 22.000 personnes en uniforme.

L'AMISOM n'est pas une mission de maintien de la paix ordinaire, selon Bronwyn E. Bruton de l'Atlantic Council et Paul D. Williams de l'Université George Washington, auteurs de « La contre-insurrection en Somalie : enseignements tirés de la Mission de l'Union africaine en Somalie, 2007-2013 ». L'AMISOM « est engagée dans diverses activités, y compris la protection des VIP, les opérations de guerre, la lutte anti-insurrectionnelle et l'appui à l'aide humanitaire dans une ville — et plus tard dans toute une région — déchirée par la guerre et les conflits politiques ».

Vers la fin de 2007 et le début de 2008, les troupes ougandaises sont renforcées par des soldats provenant du Burundi, tandis que d'autres arrivent de Djibouti, de l'Éthiopie, du Kenya et de la Sierra Leone dans la foulée. Les opérations des troupes de l'AMISOM « interviennent en parallèle mais distinctement de » celles des soldats éthiopiens qui étaient entrés en Somalie en 2006 pour combattre l'UTI, et ce jusqu'à leur retrait en 2009, selon Bruton et Williams. L'AMISOM est chargée de la protection des membres clés du GFT, du palais présidentiel, des aéroports et des ports maritimes.

## LE VENT TOURNE

Dans sa lutte contre les forces du GFT et de l'AMISOM, al-Shebab a recours à la guerre asymétrique qui s'appuie

sur des tireurs embusqués, des engins explosifs improvisés (EEI) et des attentats suicides. Bruton et Williams relatent que c'est l'emploi de ces techniques de guerre en dehors de la Somalie qui entraîne un changement de vent pour les extrémistes. Vers la mi-2010, al-Shebab fait exploser des bombes dans deux lieux publics de Kampala, en Ouganda, alors que la population assiste à la Coupe du monde de football. Ces attentats font plus de 70 victimes mais, malgré cela, l'Ouganda et le Burundi envoient des soldats en renfort à Mogadiscio.

« Le deuxième tournant majeur est l'échec de la grande offensive lancée par al-Shebab contre le GFT et l'AMISOM pendant ramadan en 2010 », selon Bruton et Williams.

« Le plan consistait à isoler environ 40 pour cent des forces de l'AMISOM déployées dans la zone de Villa Somalia. ... Cependant, après deux semaines de combats intenses, les forces d'al-Shebab avaient subi une série de pertes importantes, de 500 à 700 morts et environ 2.000 blessés selon les estimations du service de renseignements de l'AMISOM. »

Au fil du temps, les forces de l'AMISOM agissent en parallèle avec — et finissent par absorber — une partie des soldats déployés par l'Éthiopie et le Kenya qui étaient intervenus indépendamment de la mission de l'UA.

Lorsque les effectifs des forces combinées atteignent environ 22.000 personnes, l'AMISOM commence à enregistrer des succès en série avec la libération de plusieurs villes et la reconquête du territoire contrôlé par al-Shebab.

## LE CHEMIN QUI RESTE À PARCOURIR

À la fin de 2016, beaucoup de travail reste à faire. Bien qu'affaibli, al-Shebab est toujours en mesure de réaliser des attaques dévastatrices, tant en Somalie qu'ailleurs. Malgré le fait qu'il ait été repoussé de la plupart des villes importantes, le groupe continue de commettre des attaques meurtrières avec des engins explosifs improvisés (EEI).



AFP/GETTY IMAGES



Hassan Sheikh Mohamud a été élu président de la Somalie en septembre 2012.

AFP/GETTY IMAGES

### 22 FÉVRIER 2012

Les forces kényanes sont officiellement intégrées dans l'AMISOM après l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.

### 1er AOÛT 2012

L'Assemblée nationale constituante à Mogadiscio adopte la Constitution provisoire de la République fédérale de Somalie.

### 20 AOÛT 2012

Le premier parlement de la Somalie depuis plus de 20 ans est assermenté après une transition de huit ans.

### 27 AOÛT 2012

Des soldats de l'armée nationale somalienne et de l'AMISOM repoussent al-Shebab hors de Marka, troisième port du sud de la Somalie.

### 26 SEPTEMBRE 2012

Les forces de l'AMISOM et de la Somalie avancent sur la ville portuaire de Kismaayo et en chassent al-Shebab dans l'opération Sledge Hammer.

# Pays contributeurs de l'AMISOM

La Mission de l'Union africaine en Somalie est autorisée à avoir au maximum 22.126 personnes en uniforme. Voici la répartition du personnel pour chaque pays :

## FORCES ARMÉES



### L'UGANDA

L'Ouganda a été le premier pays à déployer des soldats en mars 2007, et la Force de défense du peuple ougandais (UPDF) constitue toujours le plus grand contingent de l'AMISOM. Elle a plus de 6.200 soldats déployés dans le Secteur 1 qui inclut les régions de Banaadir et de Shabeellaha Hoose.



### Le BURUNDI

La Force de défense nationale du Burundi a rejoint l'AMISOM en décembre 2007. Le Burundi a basé plus de 5.400 soldats à Baidoa et ils sont chargés du Secteur 3, constitué des régions de Bay, Bakool et Gedo. Des soldats burundais servent aussi avec les forces de l'UPDF dans le Secteur 1.



### DJIBOUTI

En décembre 2011, Djibouti est devenu le troisième pays à envoyer des soldats. Djibouti a déployé 960 soldats qui sont basés à Beledweyne, site du quartier général du Secteur 4, lequel comporte les régions de Hiiraan et Galguduud.



### La SIERRA LEONE

La Sierra Leone a envoyé un contingent de 850 soldats à l'AMISOM en avril 2013, mais ces forces sont depuis lors rentrées chez elles. Lorsqu'elles étaient en Somalie, elles

servaient dans la ville portuaire de Kismaayo dans le Secteur 2. Les Forces de défense nationale éthiopiennes ont remplacé les forces de la Sierra Leone à Kismaayo.



### Le KENYA

Les soldats des Forces de défense du Kenya (KDF) sont entrés unilatéralement en Somalie pour poursuivre al-Shebab après une série d'incidents frontaliers. Peu après, les KDF ont convenu de se joindre à l'AMISOM et leurs soldats ont été officiellement intégrés en février 2012. Le Kenya a plus de 3.664 soldats dans le Secteur 2, qui est constitué des régions de Jubbada Hoose et Jubbada Dhexe, avec un quartier général à Kismaayo.



### L'ÉTHIOPIE

L'Éthiopie a été le sixième pays à rejoindre la mission. En 2014, les Forces de défense nationale éthiopiennes ont ajouté près de 4.400 soldats en uniforme à l'AMISOM dans le Secteur 3. Les forces du Burundi et de l'Ouganda se sont rendues dans des zones de Shabeellaha Hoose et Shabeellaha Dhexe, ce qui a permis de créer le Secteur 5 dans Shabeellaha Dhexe.



Sources chronologiques : AMISOM, BBC, Council on Foreign Relations, The Long War Journal, Projet des menaces critiques de l'AEI, *Foreign Policy*, « La contre-insurrection en Somalie : enseignements tirés de la mission de l'Union africaine en Somalie, 2007-2013 », Rand Corp., Al-Jazeera

#### 3 AVRIL 2013

La Sierra Leone devient le cinquième pays qui envoie des soldats à l'AMISOM : 850 soldats sont déployés dans le sud de la Somalie pour lutter aux côtés des forces kényanes.

#### 21 SEPTEMBRE 2013

Des tireurs d'al-Shebab attaquent le centre commercial Westgate de Nairobi, au Kenya. 67 personnes sont tuées et plus de 175 personnes sont blessées.

#### 22 JANVIER 2014

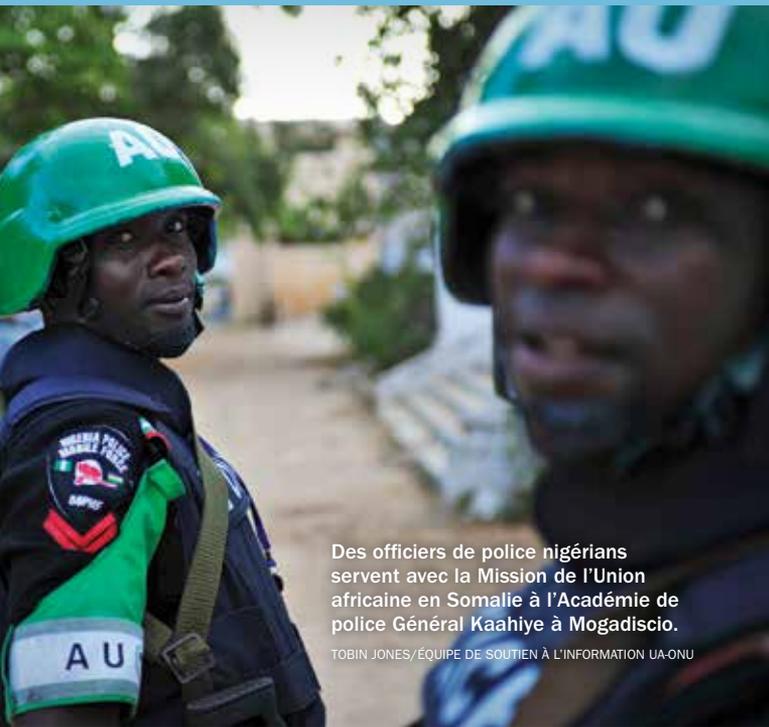
L'AMISOM accueille 4.395 soldats des Forces de défense nationale éthiopiennes, sixième contingent national à rejoindre la mission.

#### MARS 2014

Les forces de l'AMISOM et de la Somalie lancent l'opération EAGLE qui libère 10 villes, y compris les villes des régions de Bay, Bakool et Gedo.

#### 29 AOÛT 2014

L'AMISOM lance l'opération Océan Indien, sa deuxième opération offensive majeure de 2014, qui permettra finalement de capturer plusieurs villes côtières stratégiques.



Des officiers de police nigériens servent avec la Mission de l'Union africaine en Somalie à l'Académie de police Général Kaahiye à Mogadiscio.

TOBIN JONES/ÉQUIPE DE SOUTIEN À L'INFORMATION UA-ONU

## POLICE

Les officiers de police de l'AMISOM « forment, encadrent, supervisent et conseillent les Forces de police somaliennes (SPF) » pour assurer qu'elles constituent un organisme de sécurité crédible.

Le Nigeria et l'Ouganda ont chacun une « unité de police constituée » de 140 policiers qui servent sous l'AMISOM, et le Ghana, le Kenya, le Nigeria, la Sierra Leone et l'Ouganda ont chacun un certain nombre de policiers affectés.



REUTERS

D'ailleurs, selon Voice of America (VOA), à la mi-octobre le Groupe de recherche Sahan avait déjà répertorié 225 attaques, faisant potentiellement de 2016 la pire année en ce qui concerne les attaques à l'EEI en Somalie.

En août 2016, VOA signale le décès de 22 personnes lors d'explosions dans deux hôtels de Mogadiscio. Plus tard, un général somalien et ses gardes du corps sont tués dans un attentat à la voiture piégée.

« Les EEI constituent la plus grande menace de cette opération de lutte contre l'insurrection et le terrorisme », déclare à VOA le major-général Nabikus Lakara, commandant adjoint des forces de l'AMISOM. « Al-Shebab a été capable de mettre à profit son expertise en matière d'EEI pour obtenir des effets extrêmement dévastateurs. »

Al-Shebab a aussi démontré sa volonté et sa capacité de frapper en dehors de la Somalie. Récemment, des militants armés ont fait des ravages au Kenya, dans le centre commercial Westgate et à l'université de Garissa. Le 6 octobre 2016, les militants d'al-Shebab tuent également six personnes sur un chantier de travaux publics dans le Comté de Mandera.

Malgré tout, la Somalie a enregistré des progrès remarquables au cours des dernières années, selon l'ambassadeur Francisco Caetano Madeira, chef civil de l'AMISOM. Dans *The Africa Report*, M. Madeira relate que Mogadiscio déborde d'activités nouvelles et que les sociétés internationales commencent à s'en rendre compte. Néanmoins, selon ce dernier le moment n'est pas encore venu de réduire les investissements de la communauté internationale en matière de sécurité en Somalie.

« Grâce à la bravoure des troupes de l'AMISOM et des SNA [forces armées nationales somaliennes], outre les investissements financiers considérables, ces victoires et d'autres ont largement changé le paysage sécuritaire de la Somalie, permettant la création et la mise en place opérationnelle d'institutions gouvernementales dans toutes les régions du pays », écrit-il.

En amont des élections nationales somaliennes de 2016, M. Madeira déclare que la communauté internationale doit rester ferme. « Nous devons continuer à soutenir le travail crucial de l'AMISOM et nous engager pour l'avenir de la Somalie — pour le bien de l'humanité, pour l'interaction libre et pacifique dans la région de l'Afrique de l'Est, et surtout pour le peuple somalien. » □

### 5 OCTOBRE 2014

Les soldats de l'AMISOM et de l'Armée somalienne libèrent la ville portuaire de Brava, « capitale de la terreur » d'al-Shebab à partir de laquelle le groupe importait des armes et des combattants et exportait du charbon pour financer ses opérations.

### 22 MARS 2015

Des soldats de l'Armée nationale somalienne et de l'AMISOM libèrent l'île de Kuday à Kismaayo, dernier bastion d'al-Shebab dans la région et base opérationnelle et logistique cruciale utilisée pour lancer des attaques dans le sud de la Somalie.

### 19 JUILLET 2015

Les forces de l'AMISOM et de la Somalie lancent l'opération Jubba Corridor pour débusquer al-Shebab des régions rurales de Bay et Gedo.

### 25 OCTOBRE 2016

Les soldats de l'AMISOM repoussent à Beledweyne une attaque de leur camp par les militants d'al-Shebab, qui avaient fait exploser un véhicule près de la barrière et qui étaient entrés de force. Tous les 10 militants sont tués. Deux soldats de l'AMISOM sont morts.



OMAR ABDISALAN/AMISOM

# « CALME mais FRAGILE »

Le général de brigade Sam Okiding de l'Ouganda estime que les conditions à Mogadiscio se sont améliorées, même si la menace des EEI persiste

PERSONNEL D'ADF

*Le général de brigade Sam Okiding de l'UPDF (Uganda People's Defence Force, Force de défense du peuple ougandais) a servi comme commandant du contingent ougandais de l'AMISOM (mission de l'Union africaine en Somalie) et comme commandant du secteur 1 de l'AMISOM, dont les quartiers se trouvent dans la capitale, Mogadiscio, de novembre 2015 à novembre 2016. Le secteur 1 inclut les régions de Banaadir et de Shabeellaha Hoose. Le général de brigade Okiding a parlé de son expérience et de ses observations lors d'un entretien téléphonique avec l'ADF en octobre 2016, alors que son mandat avec l'AMISOM touchait à sa fin. Ses propos ont subi des modifications pour les adapter à ce format.*

**ADF :** Quelle était la situation sur le terrain dans le secteur 1 lorsque vous avez assumé le commandement en 2015 ?

**OKIDING :** J'étais ici en 2012, puis lorsque j'ai assumé le poste de commandant du contingent en 2015, la situation était différente. Je peux vous dire que beaucoup de choses ont changé de façon positive. En 2012, ils se battaient toute la journée. Cependant, depuis mon retour en 2015 et jusqu'à ce jour, la situation est relativement calme. Néanmoins, d'autres conditions se sont mises en place. La situation est calme mais fragile — tout à fait imprévisible. Al-Shebab est très mobile, leur maîtrise des EEI [engins explosifs improvisés] a évolué et c'est maintenant leur arme préférée. Mais lorsque nous comparons les deux situations, les choses sont calmes ; la situation s'améliore.

**ADF :** Lorsque vous avez assumé le commandement du secteur 1, quelle était initialement votre première priorité ?

**OKIDING :** Ma priorité initiale concernait la protection de la force. Lorsque je suis arrivé, il y a eu trois incidents à peu près au cours desquels al-Shebab a attaqué les positions de l'AMISOM. Puis, un ou deux mois plus tard, ils nous ont pris par surprise dans la région de Gedo et ils ont attaqué l'AMISOM. Auparavant, les lignes de l'ennemi étaient déterminées, mais après un certain temps ils ont eu recours à l'insurrection, sans ligne de front ni arrière. Ce sont les gens que vous rencontrez chaque jour. J'ai donc dû étudier l'ennemi. J'ai découvert qu'ils agissent selon trois principes. Le premier c'est qu'ils obtiennent d'excellents renseignements puisqu'ils sont indigènes. Le deuxième c'est la surprise. Le troisième, bien sûr, c'est la

vitesse. Lorsque nous examinons toutes les défenses attaquées par al-Shebab, ils appliquent ces principes. J'ai donc décidé d'établir mes plans à l'encontre de ces principes.

**ADF :** *Sans divulguer les détails opérationnels, pouvez-vous parler un peu plus de la façon dont vous avez poursuivi cette priorité ?*

**OKIDING :** Al-Shebab utilise aujourd'hui des EEIV ; ce sont des engins explosifs improvisés sur véhicule. En somme, ce sont des véhicules chargés d'explosifs. Ils ont utilisé ces véhicules dans toutes les attaques contre nos défenses. Nous avons fortifié notre défense en créant ce que nous appelons des fossés blindés [pour empêcher l'avancée des véhicules blindés]. Un fossé blindé constitue en réalité une arme contre les blindés, même les chars. Donc nous avons attrapé les véhicules. C'est une première approche. Puis, nous avons bien sûr modifié notre style de vie. C'est le deuxième point. J'ai dit aux soldats de



Un soldat de l'AMISOM photographie les débris d'un engin explosif improvisé sur véhicule au sud de Mogadiscio en 2015. Les voitures piégées sont maintenant une tactique préférée d'al-Shebab.

ne jamais dormir ni se reposer pendant la nuit. Nos soldats se reposent maintenant pendant la journée. Et ils commencent leurs activités normales pendant la nuit. Il est donc impossible de les surprendre. Voilà, nous avons mis en place ces deux stratégies et nous observons des résultats positifs.

**ADF :** *Étant donné que vous êtes en poste à Mogadiscio, comment décrivez-vous la vie quotidienne aujourd'hui dans la capitale somalienne ?*

**OKIDING :** La situation est calme ici. Beaucoup de choses ont changé. En 2007, la situation était extrêmement hostile — nous le savons tous. Mais aujourd'hui, il y a beaucoup de gratte-ciel qui se construisent, les gens vont en mer pour pêcher, le commerce est en plein essor dans toute la ville, les navires accostent [l'un] après l'autre. En fait, [l'aéroport international Aden Adde] est l'un des aéroports les plus actifs de l'Afrique. C'est parce que

l'intervalle de temps entre les décollages et les atterrissages est au plus de 10 minutes. Donc cela foisonne d'activité. Malgré les cas isolés d'assassinat, d'EEIV et autres, cette ville est normale, comme toute autre ville africaine. Les gens sont occupés, les gens travaillent et la vie est redevenue normale.

**ADF :** *Quel a été selon vous votre plus grand succès pendant votre mandat de commandant du premier secteur ? De quoi êtes-vous le plus fier ?*

**OKIDING :** Je suis très fier du fait que la situation a changé. Je suis aussi fier d'avoir assumé un poste très important. En ce moment, nous supervisons les élections, et la Somalie organise des élections générales : pour le parlement et l'élection présidentielle. C'est la première chose. La deuxième, c'est que nous avons aussi accueilli l'IGAD. [La Somalie a accueilli le 13 septembre 2016 à Mogadiscio le 28ème Sommet des chefs d'état et de gouvernement de l'Autorité intergouvernementale sur le développement]. Les chefs d'état étaient présents et ils sont repartis convaincus que l'AMISOM faisait un travail tout à fait louable, puisque nous supervisons la sécurité. Et la chose dont je suis le plus fier, c'est d'avoir promis à mes supérieurs, à mes chefs politiques, au moment d'assumer mes fonctions qu'al-Shebab ne s'emparerait d'aucune de mes défenses. Et je pense que Dieu me soutient dans cette entreprise. Parce que j'ai parlé aux soldats ; ils ont beaucoup lu, ils sont prêts et ils combleront les fossés, et je suis sûr que cela se fera. Et c'est ce qui me rend très heureux et très fier.

**ADF :** *Selon votre estimation, quelle est la force actuelle d'al-Shebab en Somalie et dans la sous-région de l'Afrique de l'Est ?*

**OKIDING :** Je me tromperais si je vous donnais des chiffres réels, mais les gens disent qu'ils sont au nombre de 3.000 à 5.000. Cependant, nous ne pouvons pas nous fier à ces chiffres. Ce que je peux vous dire, à part cela, c'est qu'on observe une augmentation des combattants étrangers venant du Yémen, de la Syrie et d'autres pays.

**ADF :** *En 2010, l'Ouganda fut victime des attentats à la bombe d'al-Shebab lors des rencontres de la Coupe du monde de football à Kampala. Pensez-vous avoir acquis une perspective grâce à votre commandement du secteur 1 qui vous permettra de soutenir l'UPDF, les forces de police ougandaises et les autres agences ougandaises dans la lutte et la prévention des attaques d'al-Shebab sur le sol ougandais ?*

**OKIDING :** Ma réponse est « Oui ». Premièrement, nos effectifs ont acquis de l'expérience. L'Ouganda déploie ses forces armées, celles de l'UPDF, ainsi que les forces de police ougandaises. L'armée et la police sont toutes les deux déployées en Somalie. Nous avons aussi beaucoup appris sur la façon de combattre al-Shebab. Deuxièmement, c'est précisément la raison pour laquelle nous sommes venus en Somalie. Je vous ai dit qu'il s'agissait d'une guerre idéologique. C'est vrai, en 2010 ils étaient à Kampala, ils sont venus pour tuer les habitants de Kampala. Donc cet enjeu est mondial. Ce n'est pas un



Le général de brigade Sam Okiding, deuxième à partir de la droite, visite le centre de formation Jazeera à Mogadiscio en Somalie, en compagnie du major-général Mohammedesha Zeyinu, au centre, ancien commandant par intérim de la force, en décembre 2015.

problème de la Somalie ; c'est un problème qui nous concerne tous. C'est pourquoi les pays africains sont ici, les pays européens sont ici, les Américains sont ici. Donc nous avons aussi gagné une certaine expérience en les combat-

tant ; que ce soit en Somalie ou chez nous, je crois que nous sommes mieux placés pour le faire.

**ADF :** On dit que, finalement, le mandat de l'AMISOM va se terminer. Selon certains rapports, l'Ouganda, premier pays contributeur à l'AMISOM avec le plus grand contingent de soldats, aurait indiqué que son retrait est prévu en 2017. Que doit-il se produire pour assurer que les institutions gouvernementales en place soient suffisantes pour assurer la survie de la Somalie sans l'AMISOM ?

**OKIDING :** Je vous rappelle qu'en ce moment, nous n'agissons pas en vertu du chapitre 6 du maintien de la paix. Nous agissons en vertu du chapitre 7 de l'imposition de la paix. Après 2018, il est probable que les Nations unies viendront assumer le rôle du maintien de la paix en Somalie. À ce moment-là, il est probable que les SNA [forces armées nationales somaliennes] auront acquis des compétences. Il y aura donc deux organismes chargés de la sécurité : l'un sera les Nations unies et l'autre sera les forces armées nationales somaliennes, plus d'autres agences de sécurité. Mais pour nous, c'est la voie qui selon nous sera suivie. Lorsque l'AMISOM réduira ses opérations, l'ONU et les SNA intensifieront les leurs. C'est ce que nous pensons.

**ADF :** Les forces de l'AMISOM que vous commandez dans le secteur 1 ont-elles joué un rôle pour former les forces armées nationales somaliennes et, dans l'affirmative, quels ont été les progrès des SNA ? Quelle est leur capacité actuelle et que nécessiteront-elles pour pouvoir prendre la relève des responsabilités de sécurité dans le pays ?

**OKIDING :** Oui, nous avons assuré le mentorat des SNA. Les forces armées et les forces de police de l'AMISOM ont assuré le mentorat des forces armées et des forces de police somaliennes. Nous l'avons fait en ce qui concerne la formation et les opérations. Nous travaillons côte à côte. Nous avons dû relever des défis, mais ceux-ci ne sont plus situés au niveau des soldats individuels. Vous devriez savoir que la Somalie est toujours sujette à un embargo sur les armes. Mais il s'agit de décisions politiques. En ce qui me concerne, les SNA sont sur la bonne voie. Si tout se passe bien, je pense qu'en 2018 elles seront en mesure de faire face.

**ADF :** Souhaitez-vous ajouter quoi que ce soit d'autre ?

**OKIDING :** Le défi le plus difficile à relever dans notre démantèlement d'al-Shebab ... c'est qu'ils ont recours à l'utilisation des EEI. Et comme vous le savez, il y a plusieurs catégories d'EEI. Il y a ceux que vous pouvez contrôler et ceux que vous ne pouvez pas contrôler, notamment ceux qui utilisent des plaques de pression. Les plaques de pression nous donnent quelques migraines, bien que nous fassions de notre mieux. C'est donc ce à quoi ils ont recours maintenant ; ils essaient de rendre les routes impassables, mais nous sommes toujours présents. C'est donc l'aspect le plus difficile que nous affrontons actuellement. Mais à part cela, je ne vois aucun problème ; nous sommes bien soutenus, tout va bien, la population est de notre côté. □



ILLUSTRATION D'ADF

# Al-Shebab

INC.

## LE GROUPE TERRORISTE REVENDIQUE UNE IDÉOLOGIE FONDÉE SUR LA HAINE TOUT EN GÉRANT SES ACTIVITÉS COMME UNE ENTREPRISE

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR REUTERS

**L**es agriculteurs, les bergers et les commerçants qui vivent dans les zones de la Somalie contrôlées par al-Shebab en sont venus à redouter certaines visites. Celles-ci ont lieu en général pendant la fête islamique d'Aïd el-Fitr : il s'agit de « percepteurs d'impôts » lourdement armés et agressifs. Ces percepteurs prétendent que les entrepreneurs sont redevables de la zakât, une sorte d'aumône destinée à aider les pauvres, par obligation religieuse. S'ils osent remettre en question l'autorité religieuse des hommes armés à percevoir des impôts, ils risquent d'être tués. Quoi qu'il en soit, cet argent n'est pas destiné à aider les pauvres, mais plutôt à financer le terrorisme.

« Si nous leur disons que nous avons déjà versé notre zakât directement à ceux qui le méritent, ils ne l'acceptent pas », déclare Isaac Osman dans la ville de Buur Hakaba en 2012. « Au contraire, ils nous imposent de lourdes amendes et prennent le double de la somme sous la menace des armes. »

2011 marque l'apogée d'al-Shebab alors que le groupe domine près de la moitié de la Somalie et profite de ce territoire qu'il transforme en distributeur de billets. Le groupe encaisse annuellement entre 70 et 100 millions de dollars grâce à des entreprises largement diversifiées selon les rapports des Nations unies.

Aujourd'hui, le groupe ne contrôle plus que 10 pour cent du pays et sa capacité d'extorquer des revenus est limitée. Le groupe reste néanmoins dangereux, car il s'appuie sur un petit cercle de combattants endurcis qui n'ont besoin que de quelques explosifs bon marché pour infliger des dégâts importants. La planification et l'exécution de l'attaque mortelle du centre commercial Westgate

de Nairobi n'a coûté que 100.000 dollars par exemple.

« Le territoire sous leur contrôle s'est rétréci, donc leurs dépenses opérationnelles ont diminué » déclare à *ADF* Tom Keatinge, directeur du Centre d'études sur le crime financier et la sécurité au RUSI (Royal United Services Institute, Institut royal des services unis). « Et je pense que ce type de situation présente un danger lorsqu'ils réalisent qu'ils ne peuvent plus simplement agir à grande échelle, comme ils le faisaient auparavant, et donc leur modèle commence à se transformer d'un proto-état en groupe insurrectionnel dangereux. »

Selon une étude conduite par M. Keatinge, le groupe terroriste adopte quatre méthodes pour produire des revenus : la taxation et l'extorsion, le commerce et la contrebande, le soutien provenant de la diaspora, appelé hawala, et d'autres aides externes. Le gouvernement somalien et les forces de l'Union africaine s'efforcent de limiter l'accès du groupe aux revenus en reprenant le contrôle des territoires et en bloquant l'accès aux ports d'où celui-ci pourrait exporter des marchandises. La communauté internationale contribue à cet effort en rendant plus difficile les mouvements de capitaux illicites, en arrêtant les donateurs principaux et en interdisant les exportations illégales.

Le groupe a néanmoins démontré son adaptabilité. À la stupéfaction générale, al-Shebab reprend rapidement le contrôle de trois villes somaliennes après le départ des soldats éthiopiens en octobre 2016. Plus tard pendant le même mois, il fait détoner une voiture piégée dans une base de l'Union africaine dans la ville de Beledweyne.

« Ce sont des combats de guérilla à peu de frais et ils utilisent très efficacement les moyens dont ils disposent.

Des porteurs transportent des sacs de sucre et de farine depuis un cargo au port de Mogadiscio en Somalie. Le groupe terroriste al-Shebab pratiquait la contrebande du sucre vers le Kenya pour financer ses attaques.



Cela veut dire que l'insurrection pourrait durer pendant plusieurs années », déclare Stig Hansen, associé du centre Belfer de l'université Harvard et auteur du livre « Al-Shebab en Somalie ». « Il est crucial d'assurer la sécurité dans les villages des campagnes où ils taxent les gens. Tant que ce n'est pas fait, al-Shebab continuera à fonctionner. »

## LES TAXES ET L'EXTORSION

L'exploitation du territoire et l'extorsion d'argent auprès des habitants des zones occupées sont des approches caractéristiques adoptées par les groupes terroristes. Al-Shebab est allé plus loin en institutionnalisant ce processus. Le groupe a créé un ministère des Finances appelé Maktabatu Maaliya et a recueilli une grande quantité d'information sur l'activité économique dans le territoire sous son contrôle. Ce ministère était en général dirigé par un Somalien ayant fait des études supérieures ou ayant vécu un certain temps à l'étranger. Ibrahim Afghani, l'un de ces chefs notoires, contrôlait le ministère jusqu'à ce qu'il soit discrédité et finalement assassiné en 2013.

Par le biais de ce ministère, al-Shebab a pu mettre en place une taxe de vente sur les transactions commerciales et un impôt foncier pour les agriculteurs, en prélevant agressivement une zakât de 2,5 pour cent. Par endroits, les commerçants étaient forcés de verser un « droit de protection » pour que leurs biens ne soient pas volés. Au marché de Bakaara à Mogadiscio, par exemple, les commerçants devaient payer une taxe de transport pour l'expédition des articles et une mensualité de protection allant de 50 à 250 dollars.

« Ce qu'al-Shebab a bien su faire, c'est la collecte rigoureuse des taxes et le ramassage de tout l'argent de l'économie somalienne », déclare le site d'actualités en ligne Somalia Report. « Il est certain qu'al-Shebab a

collecté les taxes avec beaucoup plus de diligence et de succès que le [gouvernement somalien]. »

Dans la ville portuaire de Kismaayo, le groupe prélevait des taxes sur les biens qui entraient dans le port et qui en sortaient. Les navires payaient 2.000 dollars et les boutres 1.000 dollars pour y accoster.

Afin de bloquer ces sources de revenu pour al-Shebab, il est crucial de reconquérir le territoire et de fournir une sécurité cohérente après la libération de ce dernier. Les forces de l'AMISOM (African Union Mission in Somalia, mission de l'Union africaine en Somalie) ont reconquis le marché de Bakaara en 2011 et le port de Kismaayo en 2012.

Ces taxations continuent néanmoins d'exister. Après avoir perdu le contrôle du port, al-Shebab a conservé des postes de contrôle sur la route entre Kismaayo et une ville plus au nord appelée Djibil. Ceci permet au groupe de prélever des taxes sur les camions qui y entrent ou en sortent. De même, il a saisi l'opportunité d'établir des postes de contrôle dans certaines zones théoriquement contrôlées par l'état et de harceler les villageois pour que ceux-ci versent des droits de protection.

« Ils ne sont pas en mesure d'affronter l'AMISOM en terrain découvert mais ils peuvent par contre établir un poste de contrôle et bien en profiter jusqu'à ce que l'AMISOM arrive », déclare M. Hansen.

M. Hansen indique aussi que, tant que l'AMISOM et les forces armées nationales somaliennes n'ont pas de présence constante dans toutes les régions du pays, les villageois et les commerçants sont forcés de payer des taxes à al-Shebab par peur pour leur vie. « Les habitants des villages savent que les soldats de l'AMISOM sont ici un jour ou deux par semaine, mais lorsqu'ils partent al-Shebab revient, et il est donc préférable de payer al-Shebab pour survivre », déclare-t-il.



Des commerçants vendent le khat dans un marché de Mogadishu en Somalie. La plante narcotique était vendue en contrebande par le groupe terroriste al-Shebab.



## LE HAWALA

On estime que 14 pour cent des Somaliens vivent hors de la Somalie, et le pays dépend lourdement des envois de fonds de la diaspora en Europe et en Amérique du Nord pour fonctionner. Selon une étude de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, les Somaliens vivant à l'étranger renvoient au moins 1,2 milliard de dollars par an au pays. Ce chiffre représente environ le cinquième du produit national brut du pays. Ces sommes sont principalement transmises par l'intermédiaire d'un réseau informel dénommé hawala. Le réseau repose sur un système fondé sur la confiance, dans lequel les clients versent de l'argent à un agent local ; un autre agent transfère par la suite cette somme au destinataire en Somalie, moyennant une commission.

C'est un moyen tout à fait positif pour les Somaliens vivant à l'étranger d'aider les membres de leur famille en Somalie en leur envoyant les sommes dont ils ont besoin pour survivre. Même à l'heure la plus sombre de la guerre civile en Somalie, qui a duré plus de 20 ans, le système du hawala a continué à fonctionner.

Lorsqu'al-Shebab est désigné par les Etats-Unis comme organisme terroriste étranger en 2008, des poursuites sont engagées contre les personnes qui envoyaient de l'argent au groupe. Les réseaux du hawala étaient sous enquête et certains comptes bancaires liés au système ont été clôturés. Certains Somaliens se sont alors plaints qu'ils étaient faussement accusés d'envoyer de l'argent à des terroristes.

Il est aujourd'hui plus difficile pour al-Shebab d'obtenir de l'argent directement par le hawala, mais le groupe a mis en place d'autres méthodes. On sait que le groupe a utilisé des coursiers individuels pour passer de l'argent en contrebande à travers les frontières du pays. Pour les transports de moins de 10.000 dollars en devises, il n'y a

rien à déclarer sur les vols internationaux. En outre, rien n'empêche le groupe de taxer les réseaux du hawala et les agents qui se trouvent dans les zones du pays sous leur contrôle.

« Les gens peuvent être bien intentionnés et envoyer de l'argent à leur famille, mais si l'agent de paiement extorque des sommes à cette famille lorsqu'elle récupère ces fonds, on ne peut pas faire grand-chose », déclare Keatinge.

## LES DONATEURS AUX POCHE PLEINES

Al-Shebab s'est officiellement associé à al-Qaïda en 2012 et reçoit depuis lors l'aide du réseau financier terroriste. Les groupes terroristes soutiennent un concept appelé *tajheez al-ghazi* auprès de personnes fortunées qui sont favorables à leur cause. Selon M. Keatinge, il s'agit d'une forme de parrainage qui « permet à ceux qui ne peuvent pas, ou ne veulent pas, se joindre au djihad, quelle qu'en soit la raison, d'obtenir les honneurs et la récompense divine associés au djihad par procuration ». Oussama ben Laden avait encouragé ce réseau de riches donateurs en l'appelant la « Chaîne d'or ». L'homme d'affaires qatari Umayr Al-Nuaymi aurait contribué 250.000 dollars au groupe, selon le ministère du trésor des États-Unis.

En octobre 2016, deux femmes ont été reconnues coupables par un tribunal fédéral américain d'avoir fait partie du « Groupe des quinze », donateurs internationaux qui collectaient de l'argent en ligne pour porter assistance à al-Shebab.

Mais les donateurs fortunés n'ouvrent guère plus leur porte-monnaie à al-Shebab ; ils préfèrent d'autres organisations terroristes comme l'EI. « Au fond, il est plus probable que l'argent djihadiste soit expédié vers la Syrie désormais », déclare M. Keatinge. « Il existe une sorte de concurrence pour l'argent djihadiste, et je ne suis pas certain qu'al-Shebab soit en tête de liste. »



Des commerçants somaliens préparent le charbon à l'export près du port de Kismaayo en 2013.

Des employés servent les clients au bureau de transfert de fonds Dahabshiil à Mogadiscio, en Somalie. Al-Shebab utilisait des systèmes de transfert de fonds officiels et informels pour financer ses attaques.

## LA CONTREBANDE

La Somalie est l'un des pays les plus secs au monde et le peu de couvert végétal existant est des plus précieux. Cependant, depuis bien des années al-Shebab abat les acacias du pays, brûle le bois et le transforme en charbon pour l'exporter vers les états du Golfe où il est apprécié et se vend pour 8 à 10 dollars le sac. L'ONU estime qu'en 2012 al-Shebab a gagné 25 millions de dollars par an grâce au commerce du charbon de bois.

Le groupe exportait le charbon depuis Kismaayo dans le cadre d'un système lucratif consistant à imposer une taxe de production, une taxe de transport et divers droits aux postes de contrôle, gagnant ainsi de l'argent à chaque étape du cycle de production. À la libération de Kismaayo, al-Shebab avait amassé 4 millions de sacs de charbon d'une valeur approximative de 60 millions de dollars.

« Pour al-Shebab, le commerce du charbon est similaire au commerce du pavot pour les Talibans », indiquait UN Dispatch en 2012. « C'est leur principale source de revenus. »

Le groupe profite de nombreuses initiatives de contrebande, y compris les véhicules, le sucre et les feuilles de khat, un narcotique. Le sucre est en général importé des pays du Golfe, puis il est passé en contrebande à la frontière pour être vendu au Kenya.

Puisque l'AMISOM et les forces armées nationales somaliennes ont rendu plus difficile l'opération des réseaux nationaux de contrebande et ont limité l'accès d'al-Shebab aux ports, les experts déclarent qu'il est impératif de faire pression sur les états du Golfe pour réduire la demande pour ces marchandises. L'ONU a interdit l'importation de charbon originaire de la Somalie à destination des pays membres. Cette interdiction n'a pas bloqué le commerce pour autant, aussi le Conseil

de sécurité des Nations unies a adopté une résolution permettant aux navires de la marine circulant dans les eaux au large de la Somalie d'inspecter tout vaisseau soupçonné de transporter du charbon.

Al-Shebab « contrôle toujours un certain nombre de grandes voies d'accès par lesquelles le khat et le charbon sont transportés. Donc, même s'ils ne touchent pas d'argent dans le port, ils le font à l'intérieur des terres », déclare M. Keatinge. « Il s'agit de savoir quelle est l'étendue de ce commerce. À quel point est-ce que les Émirats (Émirats arabes unis) y font obstacle ? »

Alors que la Somalie s'efforce de mettre un point final à plus de deux décennies de guerre civile et d'insurrection brutale, le gouvernement et les forces de sécurité naissantes assument leur rôle. En février 2016, le pays a adopté une loi contre le financement du terrorisme visant à renforcer et à nettoyer le secteur financier du pays. En septembre 2016, la Somalie a promulgué une mesure visant à assurer que ses soldats soient payés dans les délais fixés, ce qui est crucial pour réduire une corruption qui reste favorable à al-Shebab.

« Al-Shebab a été privé de ses filières étrangères d'approvisionnement, et la libre circulation des combattants étrangers qui fournissaient auparavant au groupe une formation et un savoir-faire pour la construction des engins explosifs a été entravée », a déclaré à *Newsweek* le président Hassan Sheikh Mohamud. « Et d'une manière plus significative, al-Shebab a perdu le combat idéologique. Leurs massacres continuels et sans discernement ont exposé leur comportement non islamique oblique et immoral. L'ensemble de la population qui était sujette à leurs menaces et leurs extorsions ne s'est pas seulement éloignée d'eux : maintenant, elle se sent délivrée de la peur. » □



Un étudiant lit le Coran dans une école islamique de Zanzibar pendant ramadan. REUTERS

# L A L U T T E C O N T R E

# **L'EXTRÉMISME IMPORTÉ**

L'introduction de l'idéologie salafiste en Afrique de l'Est a conduit à la disparition de la tradition ancestrale de coexistence pacifique entre les groupes religieux

PAR ABDISAID M. ALI

*Abdisaid M. Ali est le conseiller politique régional pour le bureau du représentant spécial de l'Union européenne pour la Corne de l'Afrique. Ses opinions ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle de l'Union européenne. Cet article a été publié initialement par le Centre d'études stratégiques pour l'Afrique (CESA), et a subi des modifications en fonction du format.*



Le risque posé par l'extrémisme islamiste se concentre fréquemment sur la Somalie et al-Shebab. Mais les adhérents des versions extrémistes de l'islam sont maintenant répandus dans toute l'Afrique de l'Est. De ce fait, les tensions au sein des communautés musulmanes et entre certains groupes islamistes et la société au sens large ont augmenté.

L'origine de ces tensions est en grande partie liée à la diffusion de l'idéologie salafiste provenant de l'étranger, et notamment des états du Golfe. Porté par le boom pétrolier mondial et l'intention de propager la version wahhabite ultraconservatrice de l'islam dans l'ensemble du monde musulman, le financement des mosquées, des médersas et des centres musulmans pour les jeunes et pour la culture s'intensifie dans la région au cours des années 80 et 90. Les jeunes d'Afrique de l'Est voient alors de plus amples opportunités de faire leurs études dans le monde arabe. De retour chez eux, ils ont rapporté une interprétation plus rigide et plus exclusive de l'islam. La portée croissante de la télévision arabe par satellite a renforcé cette interprétation et l'a adaptée à une plus vaste audience.

Il en résulte l'émergence d'une frange de plus en plus agressive de l'islam en Afrique de l'Est. Le nombre de

mosquées salafistes a augmenté rapidement, ayant pour conséquence une fermeture au dialogue franc sur les principes de l'islam. L'intolérance croissante a encouragé une plus forte polarisation religieuse.

Avec le temps, ces tensions se sont transformées en violences. Les attaques par des militants islamistes contre les civils en Afrique de l'Est (en dehors de la Somalie) ont augmenté, de quelques-unes en 2010 à environ 20 par an depuis lors. La grande majorité de celles-ci se produisent au Kenya.

Les liens entre la région et le mouvement djihadiste mondial semblent aussi se renforcer. La violence croissante des extrémistes islamistes a provoqué une réaction vigoureuse de la part des acteurs de la sécurité en Afrique de l'Est. Ces opérations sont parfois menées sans discernement avec pour résultat potentiel un soutien croissant aux groupes islamistes violents.

En bref, l'idéologie extrémiste islamiste s'est propagée dans l'ensemble des communautés d'Afrique de l'Est, accompagnée d'une augmentation de la polarisation sociale et de la violence. D'autre part, une aggravation de la situation n'est pas impossible. La région a une tradition ancestrale d'harmonie interreligieuse. Il est vital pour les états et les citoyens d'Afrique de l'Est de bien comprendre les facteurs externes et internes qui encouragent ces idéologies extrémistes, afin d'interrompre le processus de radicalisation avant que celui-ci ne se cristallise au sein des communautés locales, menant à plus de violence.

## L'ÉVOLUTION DE L'ISLAM EN AFRIQUE DE L'EST

Les Musulmans vivent en Afrique de l'Est depuis des générations. Les échanges commerciaux et culturels entre l'Afrique de l'Est et le monde arabe datent de plusieurs siècles. Les Musulmans constitueraient de 10 à 15 pour cent de la population du Kenya et de l'Ouganda, et de 35 à 40 pour cent de celle de la Tanzanie.

Il n'y a jamais eu de communauté islamique homogène en Afrique de l'Est. La plupart des Musulmans d'Afrique de l'Est suivent les interprétations sunnites de l'islam, bien qu'il existe aussi des communautés chiïtes et des membres de la secte des ahmadis. Le soufisme, souvent décrit comme une interprétation « mystique » de l'islam incorporant la vénération des saints, est également courant. Certaines communautés musulmanes ont intégré les pratiques et les rituels des croyances africaines traditionnelles. Malgré ces différences, les communautés religieuses de la région coexistent pacifiquement depuis toujours.

Au cours des dernières décennies, cette situation a évolué pour certaines communautés du fait de l'influence croissante de l'idéologie salafiste. Un nombre limité mais néanmoins croissant de Musulmans a adopté une interprétation plus exclusive de la religion, modifiant ainsi les relations entretenues avec d'autres Musulmans, les personnes de croyances différentes, et l'état.

L'éducation constitue l'une des voies de ce changement. N'ayant que peu d'opportunités d'éducation, les familles musulmanes des zones marginalisées s'en remettent aux médersas ou écoles islamiques. Au cours des dernières décennies, ces médersas ont bénéficié de filières de financement croissantes provenant des pays arabes. Par ce processus, les élèves sont donc régulièrement exposés à l'identité culturelle et religieuse de leurs parrains.

Cela s'accompagne également d'une amélioration des opportunités d'études supérieures. Bien que les diplômés occidentaux d'études supérieures continuent à être considérés plus prestigieux, les pays de l'Ouest ont verrouillé l'immigration depuis les attentats du World Trade Center en 2001. Pendant ce temps, les bourses accordées dans le monde arabe sont en augmentation et on observe une accélération de cette tendance depuis 2010.

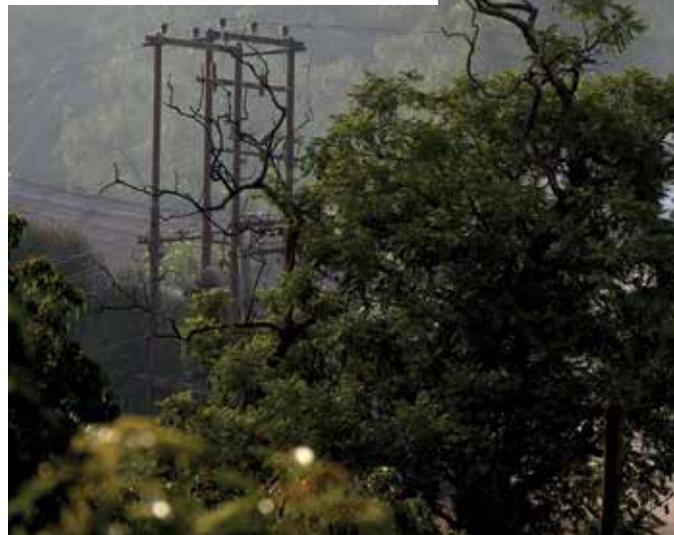
L'augmentation du nombre et de la portée géographique des stations de télévision arabes par satellite à la fin du siècle dernier et pendant les années 2000 a permis de transmettre les normes culturelles arabes à une plus vaste audience en Afrique de l'Est. Cela a contribué à une interprétation plus conservatrice de l'islam.

La force de ces idées se mesure par l'étendue de la popularité et de l'influence des religieux extrémistes musulmans. Le salafisme, qui se situait en marge de l'islam en Afrique de l'Est dans les années 90, est devenu courant aujourd'hui.

En Tanzanie, les extrémistes religieux défient maintenant agressivement l'autorité des organisations islamiques plus modérées et encouragent les manifestations et les affrontements avec les organismes publics.



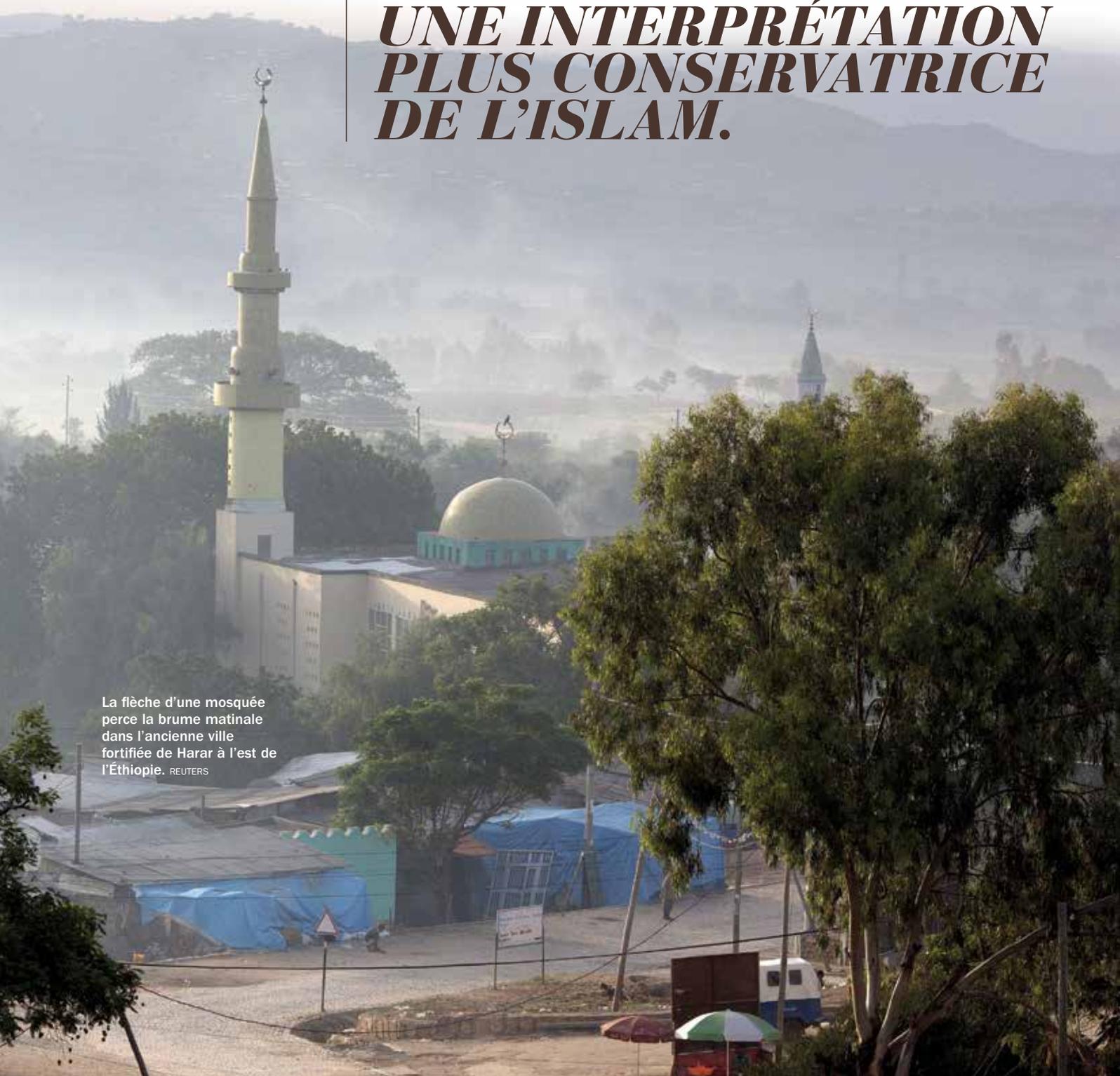
Un officier de police kényan enroule un drapeau de l'État islamique à la suite du raid de deux mosquées à Mombasa en 2014. Les forces de sécurité kényanes ont arrêté plus de 200 personnes et saisi des armes. AFP/GETTY IMAGES



L'expansion des stations de télévision arabes par satellite à la fin du siècle dernier et pendant les années 2000 a permis de transmettre les normes culturelles arabes à une plus vaste audience en Afrique de l'Est.

***CELA A CONTRIBUÉ À  
UNE INTERPRÉTATION  
PLUS CONSERVATRICE  
DE L'ISLAM.***

La flèche d'une mosquée perce la brume matinale dans l'ancienne ville fortifiée de Harar à l'est de l'Éthiopie. REUTERS



## LES INFLUENCES EXTERNES

L'influence exercée par des groupes islamistes bénéficiant de financements conséquents et provenant d'Arabie saoudite, du Qatar et d'autres états du Golfe riches en pétrole constitue l'un des facteurs majeurs de la tendance vers une interprétation plus militante de l'islam. Le wahhabisme est une interprétation extrêmement conservatrice du Coran. La plupart des aspects de l'éducation moderne sont interdits, des codes vestimentaires stricts sont imposés, les anciennes traditions concernant les relations sociales sont préconisées, et les droits humains, notamment ceux des femmes, sont méprisés. Beaucoup de prédicateurs wahhabites ne tolèrent aucun point de vue divergeant.

Les groupes musulmans d'Afrique de l'Est parrainés depuis l'étranger existent depuis le milieu du 20<sup>ème</sup> siècle, mais ils se sont développés considérablement depuis les années 70, selon le journaliste Ioannis Gatsiounis basé en Afrique de l'Est. Ce soutien financier étranger est distribué de façon diversifiée : il vise les centres sociaux, les médersas, les établissements d'enseignement du deuxième et du troisième cycle, et les programmes humanitaires et sociaux.

Certaines activités soutenues par ces groupes islamiques étrangers sont méritoires. Ceux-ci ont parrainé les soins médicaux et fourni de l'aide pendant les désastres naturels. Toutefois, un grand nombre de ces groupes intègrent le prosélytisme dans leurs activités ou exigent que les participants se plient à des coutumes conservatrices strictes pour pouvoir accéder aux fonds et aux avantages, selon Chanfi Ahmed de l'université Humboldt.

La valeur stratégique des établissements d'enseignement pour façonner les croyances des jeunes est évidente. Certaines de ces écoles assurent un bon niveau d'enseignement en mathématiques, en sciences et en d'autres matières, mais elles inculquent en même temps une interprétation rigide de l'islam qui exclut toutes les autres et qui met l'accent sur la da'wa, ou prosélytisme plus poussé de ce type d'islam.

L'influence croissante de cet islam extrémiste en Afrique de l'Est s'est principalement limitée à des quartiers, des villes ou des régions spécifiques. Ces efforts ont toutefois été cumulés et conjugués, conduisant un plus grand nombre de groupes de la région à entreprendre graduellement des missions plus agressives et conflictuelles.

## LES REVENDICATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Bien que l'idéologie islamiste extrémiste qui s'établit en Afrique de l'Est soit importée d'ailleurs, il existe des facteurs aggravants qui jouent un rôle dans la façon dont l'idéologie trouve un écho. La marginalisation socio-économique nourrit la crédibilité et la propagation des récits extrémistes. En Afrique de l'Est, les perceptions concernant un statut socio-économique inégal et certaines actions peu judicieuses des états ont poussé les Musulmans vers des positions plus conservatrices et ont permis aux discours axés sur le « nous contre eux » de capter l'attention.

En réalité, certaines des revendications des Musulmans d'Afrique de l'Est sont légitimes. Le taux de chômage

des jeunes dans les provinces de la côte et du nord-est du Kenya, qui sont à majorité musulmanes, est de 40 à 50 pour cent au-dessus de la moyenne nationale selon le Programme des Nations unies pour le développement. Les taux de rétention et de participation dans les écoles primaires et secondaires ont tendance à être plus faibles dans les pays musulmans. Des tendances similaires peuvent être constatées en Tanzanie. Le taux de chômage des jeunes sur l'île à très forte majorité musulmane de Zanzibar a été environ 17 pour cent au cours des dernières années, soit près de deux fois la moyenne nationale de 9 pour cent, selon *Tanzania Daily News* et le gouvernement tanzanien.

Les allégations selon lesquelles les opportunités économiques, éducatives et autres sont intentionnellement refusées aux Musulmans par rapport à leurs compatriotes non musulmans sont devenues fréquentes dans les communautés musulmanes de la région, qu'elles soient modérées ou extrémistes. Pour beaucoup de Musulmans, notamment les jeunes, de telles inégalités justifient les messages de division des centres islamiques, des médersas et des mosquées intégristes.

## LES ACTIONS GOUVERNEMENTALES QUI FAVORISENT L'ALIÉNATION

Les états de l'Afrique de l'Est ont récemment poursuivi en justice divers leaders musulmans pour essayer d'isoler les personnes soupçonnées d'extrémisme. Malheureusement, nombre de ces efforts judiciaires ont échoué, ce qui a encore plus renforcé le sentiment d'être injustement persécuté par l'état.

Certains leaders musulmans importants du Kenya et de la Tanzanie ont également été détenus sans inculpation par les forces de l'ordre. D'autres ont été mystérieusement assassinés. Les allusions à l'existence d'escadrons de la mort parrainés par la police et ciblant les chefs musulmans radicaux sont monnaie courante depuis bien des années.

Le manque de transparence allié aux arrestations aléatoires, aux pratiques de cautions et à des poursuites judiciaires ont incité la méfiance chez beaucoup de Musulmans par rapport aux chefs politiques et aux institutions d'état. Cela s'ajoute au sentiment qu'ils ont été économiquement marginalisés, et beaucoup d'entre eux sont de plus en plus réticents à s'adresser aux structures de gouvernance existantes pour redresser les injustices ressenties. De ce fait, les discours islamistes extrémistes et d'exclusion semblent plus convaincants.

## INVERSER LA PROPAGATION DE L'EXTRÉMISME

Le développement de l'extrémisme islamiste en Afrique de l'Est est dû à des facteurs externes et internes. Par conséquent, une structure permettant de corriger cette menace exige des actions sur les deux plans.

**Contrecarrer les influences externes et mettre l'accent sur les traditions nationales de tolérance :** les gouvernements et les groupes de la société civile doivent contrecarrer les récits d'exclusion déstabilisateurs en mettant l'accent sur la tradition ancestrale de diversité et de tolérance religieuse

La violence croissante des extrémistes islamistes a provoqué une réaction vigoureuse de la part des acteurs de la sécurité en Afrique de l'Est. Ces opérations sont parfois menées sans discernement.

## ***LEUR RÉSULTAT POTENTIEL POURRAIT ÊTRE UN SOUTIEN CROISSANT AUX GROUPES ISLAMISTES VIOLENTS.***

de la région. Ceci nécessite un engagement authentique et patient au nom des chefs politiques, ainsi que des efforts indirects pour soutenir un dialogue interreligieux plus abondant qui offre des avantages tangibles aux participants.

Dans le cadre du renforcement des traditions indigènes de tolérance, les gouvernements devront régler la question du financement provenant d'entités islamiques intégristes étrangères. Cela implique l'adoption de moyens transparents et cohérents pour contrôler les sources de financement, la rhétorique sectaire et l'enseignement militant des groupes religieux. Les groupes qui encouragent la violence ou la confrontation ouverte doivent être interdits et poursuivis en justice. En outre, le financement des services sociaux doit être séparé du prosélytisme. Toutefois, il faut éviter la criminalisation d'office des groupes islamistes conservateurs parce qu'il est probable que cela renforcera le soutien pour les mouvements violents.

**Améliorer l'inclusion politique des communautés musulmanes :** les chefs politiques doivent reconnaître que les plaintes des Musulmans concernant la marginalisation sont légitimes. Cela doit suffire à envoyer un message important aux citoyens musulmans, et pourrait encourager un sentiment de confiance dans la coopération et la réforme. Ces chefs doivent aussi renforcer leur engagement envers les communautés musulmanes.

**Prévoir des investissements économiques et**

**institutionnels axés sur les citoyens :** les inégalités socio-économiques doivent être affrontées pour réduire au minimum les revendications légitimes. Les programmes doivent cibler l'inégalité de l'enseignement, des salaires et des opportunités, que sa cause fondamentale soit réellement la discrimination religieuse ou un signe de dynamique régionale, urbaine ou rurale. Ces programmes pourraient viser à stimuler l'emploi dans les zones à majorité musulmane.

Il serait également utile de prévoir le renforcement et la clarification des codes de propriété et des droits fonciers. Ce renforcement des droits fonciers peut contribuer à calmer les tensions religieuses et à permettre le développement et l'engagement politique d'une classe moyenne musulmane prospère.

L'éducation est aussi un facteur clé. Les régions d'Afrique de l'Est à majorité musulmane sont à la traîne en ce qui concerne le nombre et la qualité des écoles et le rapport enseignant/élèves. Même de petites améliorations rapides des installations dans ces régions pourraient susciter une bonne volonté politique. À plus long terme, davantage de jeunes musulmans doivent recevoir des bourses pour contrecarrer les effets des influences idéologiques externes.

**Établir des procédures équitables :** les états doivent aussi se rendre compte que la perception est un élément clé dans la lutte contre une idéologie radicale. Les personnes qui encouragent les autres à la violence sont certainement une menace pour la stabilité. Cependant, si le public pense que les procédures légales ne sont pas appliquées, les actions de la police sont susceptibles de renforcer encore plus le soutien fourni aux radicaux et à leurs messages. Le respect de la loi renforce sa valeur dans les pensées (et les actions) des membres de ces communautés marginalisées.

Les états doivent donc éviter les actions légales à grande échelle qui sont susceptibles d'échouer devant les tribunaux. Ils doivent plutôt se concentrer sur l'amélioration des procédures de mise en application des lois, de la collecte des preuves et du développement des capacités d'instruction.

Il s'agit également de mettre fin aux actions policières extrajudiciaires. L'état doit plutôt favoriser des investigations transparentes et crédibles conduites par des experts indépendants pour évaluer les allégations selon lesquelles certains chefs islamiques auraient été tués par des personnes liées à l'état ou au leadership politique.

Ces efforts ne doivent pas se concentrer sur des personnes spécifiques qui peuvent aller et venir, sans égard pour la portée plus vaste de leurs points de vue. Ils doivent plutôt délégitimer l'idéologie de l'extrémisme violent proprement dite. □



David Samba, à gauche,  
et Onomo Mugabi  
s'entraînent au club  
de boxe La Tête Haute  
de Muhammad Ali à  
Kinshasa, en République  
démocratique du Congo.

AFP/GETTY IMAGES



# L'ESPRIT DE « RUMBLE »

## SE PERPÉTUE DANS UNE ÉCOLE DE BOXE DU CONGO

PERSONNEL D'ADF

David Samba et Onomo Mugabi revêtent des casques protecteurs et enfilent de gros gants rembourrés pour s'entraîner au shadow boxing dans le sillage de l'un des plus grands boxeurs du monde. Les deux jeunes garçons sont des étudiants du club de boxe appelé La Tête Haute de Muhammad Ali.

Ils projettent les bras en avant pour frapper l'air de leurs poings, et se déplacent sur leurs jambes pour esquiver des coups imaginaires. Ce faisant, ils entretiennent un état d'esprit né il y a 42 ans lors d'une douce nuit, dans un lieu qui était alors connu sous le nom de Zaïre.

L'entraînement offert par le club de boxe au stade Tata Raphaël de Kinshasa en République démocratique du Congo est ouvert aux garçons comme aux filles. Il s'agit du lieu même où Muhammad Ali a combattu George Foreman, champion du monde en titre des poids lourds, le 30 octobre 1974. Au cours de ce combat qui est dénommé « The Rumble in the Jungle », M. Ali étonne le monde entier et conquiert le cœur des spectateurs congo-

lais en faisant tomber M. Foreman, qui est largement favori, à la 2ème minute et 58ème seconde du 8ème round.

Beaucoup de congolais idolâtrèrent toujours le boxeur américain décédé le 3 juin 2016 à l'âge de 74 ans. Modestine Munga, membre du club âgée de 22 ans, a gagné une médaille d'argent lors d'un match international au Cameroun en 2013. Elle considère que M. Ali est un modèle, même si le match historique a eu lieu bien des années avant sa naissance. « Je suis comme sa petite-fille », déclare Mme Munga à l'agence de presse allemande Deutsche Welle quelques jours après la mort de M. Ali. « Grâce à nos entraîneurs, j'ai beaucoup appris sur lui. Je sais qu'il est le plus grand boxeur du monde et je rêve de devenir aussi grande que lui. »

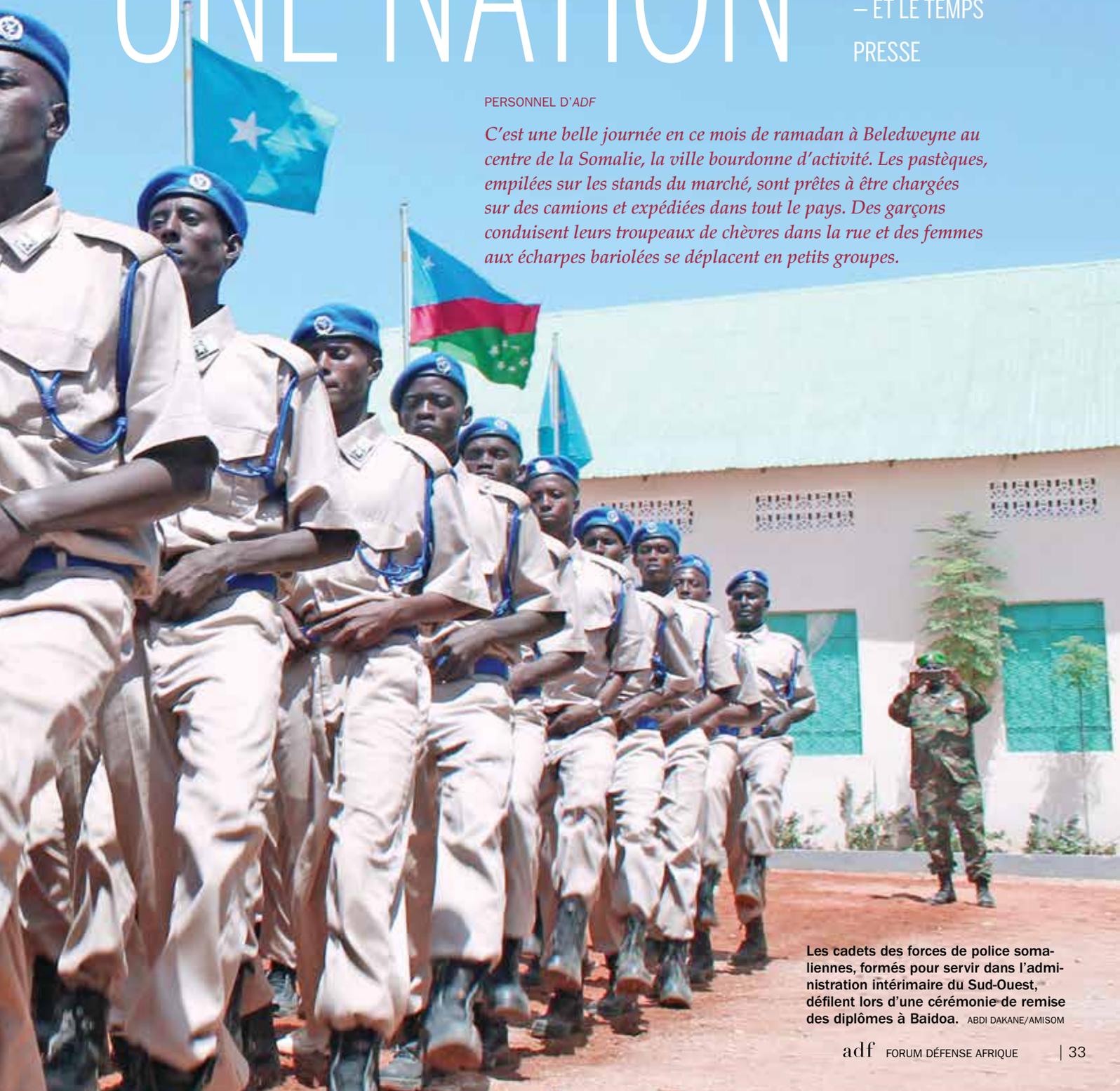


# UNE ARMÉE, UNE NATION

IL EST ESSENTIEL  
DE DÉVELOPPER  
LES FORCES ARMÉES  
SOMALIENNES POUR  
DÉBARRASSER LE  
PAYS D'AL-SHEBAB  
— ET LE TEMPS  
PRESSE

PERSONNEL D'ADF

*C'est une belle journée en ce mois de ramadan à Beledweyne au centre de la Somalie, la ville bourdonne d'activité. Les pastèques, empilées sur les stands du marché, sont prêtes à être chargées sur des camions et expédiées dans tout le pays. Des garçons conduisent leurs troupeaux de chèvres dans la rue et des femmes aux écharpes bariolées se déplacent en petits groupes.*



Les cadets des forces de police somaliennes, formés pour servir dans l'administration intérimaire du Sud-Ouest, défilent lors d'une cérémonie de remise des diplômes à Baidoa. ABDI DAKANE/AMISOM

Au milieu de tout cela, un fusil à l'épaule et coiffé d'un béret rouge, se trouve le brigadier Ahmed Farah Abdulle, membre des forces armées somaliennes (SNA). Il figurait déjà dans un documentaire des Nations unies alors qu'il n'avait que 25 ans. Il commande trois unités dans la région et se déplace aisément parmi les commerçants lors de sa ronde en posant la même question : « xalada ka waran » soit « Comment allez-vous ? »

« S'ils ont des problèmes, nous prenons leur plainte en charge », déclare-t-il. « Tout ce qui est bon pour eux est bon pour nous. »

En observant cette scène paisible, il est difficile de croire que la ville était contrôlée par al-Shebab seulement trois ans auparavant. La peur y régnait et les personnes soupçonnées de déloyauté ont été exécutées sur la place centrale, y compris deux adolescentes. Les soldats des SNA sont déterminés à tourner la page sur ce point noir de l'histoire.

« Je veux aider tous les Somaliens qui ont besoin d'assistance », déclare M. Abdulle. « J'ai commencé comme soldat du gouvernement, puis à force d'avancer, on finit par monter en grade. J'ai donc atteint un grade élevé. A l'avenir, je veux voir l'unité avec un gouvernement qui fonctionne pour tous les Somaliens. »

Le pouvoir somalien sait que l'avenir du pays dépend de sa capacité à former plus de membres des SNA comme Abdulle afin de reproduire des scènes comme celle-ci à travers le pays. Cela comprend la sécurisation de certaines localités particulièrement dangereuses au sud-ouest du pays, où al-Shebab reste au pouvoir.

Le temps presse, car le gouvernement de l'Ouganda a annoncé le retrait de son contingent militaire, le plus important de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), au plus tard en décembre 2017, résultat de la frustration ressentie face à la lenteur des progrès enregistrés par les SNA. De même, l'Union africaine prévoit de retirer progressivement tous ses soldats à partir de 2018 et de mettre fin à sa mission en 2020. Les somaliens seront alors seuls responsables de leur sécurité nationale.

« L'AMISOM ne restera pas éternellement dans ce pays », déclare à *ADF* l'ancien ministre somalien de la Défense Abdulkahim Mohamoud Haji-Faqi. « Tôt ou tard, peut-être d'ici à deux ans s'il existe un réel engagement avec un soutien logistique concret de la part de la communauté internationale pour les SNA, l'AMISOM sera libre de quitter le pays et les SNA seront capables de prendre la relève. »

## UNE HISTOIRE TOURMENTÉE

La dernière véritable ébauche d'armée nationale en Somalie remonte à 1978, ou même auparavant. Pendant une grande partie des 22 années de dictature de Siad Barre, l'armée est fragmentée selon les divisions des clans et accablée par la corruption. Dès 1991, l'armée est dissoute et la nation divisée, au mains des chefs de guerre et des milices qui se disputent le contrôle régional.

À la suite de plusieurs efforts infructueux pour établir une force armée nationale, le Gouvernement fédéral de transition (GFT) de Somalie signe l'accord de Djibouti en 2008 avec une faction rivale dans le but de créer la force militaire actuelle. À la fin 2009, le GFT avait recruté et validé 2.904 soldats pour faire partie de cette nouvelle force de sécurité nationale. La mission de formation de l'Union européenne pour la Somalie débute donc en 2010 avec 400 recrues en formation en Ouganda. Cette mission est toujours en cours aujourd'hui, bien que les formations aient maintenant lieu à Mogadiscio.

Depuis lors, quelques indicateurs attestent de l'évolution favorable de cette mission. Pendant l'été 2011, les forces somaliennes luttent aux côtés de l'AMISOM dans la bataille de Mogadiscio pour reprendre la capitale, y compris le marché principal, des mains d'al-Shebab. En 2012, les SNA créent six brigades stationnées près de Mogadiscio, dont deux sont formées par la mission de formation de l'Union européenne. La même année, l'opération Sledge Hammer rassemble les SNA et les forces de l'AMISOM pour repousser al-Shebab de la ville portuaire de Kismaayo, sa base stratégique la plus importante. En mars 2014, la coalition lance l'opération Eagle qui conduit à la libération de 11 districts contrôlés par al-Shebab, puis l'opération Indian Ocean en août pour repousser al-Shebab du reste de ses places fortes côtières, y compris le port de Brava.

« Aujourd'hui, l'ennemi c'est al-Shebab, et d'ailleurs ce n'est pas seulement l'ennemi de la Somalie. Il s'agit d'un problème régional, d'un problème mondial », déclare M. Haji-Faqi. « Pour faire face à ce problème, la Somalie doit créer une force armée unifiée, compétente et responsable. »

Dans le cadre du concept des opérations de l'AMISOM, 10.900 soldats des SNA coopèrent avec les forces de l'UA. Mais des doutes persistent sur la préparation des SNA à contrôler toutes seules un territoire, et l'AMISOM est parfois forcée de dépendre des milices des clans, lesquelles ont souvent de meilleures ressources et bénéficient de

Les soldats des forces armées nationales somaliennes démontrent leur pratique du tir lors d'une cérémonie de remise des diplômes à Baidoa en Somalie.

SABIR OLAD/AMISOM



**« AUJOURD'HUI, L'ENNEMI C'EST AL-SHEBAB ET D'AILLEURS CE N'EST PAS SEULEMENT L'ENNEMI DE LA SOMALIE. IL S'AGIT D'UN PROBLÈME RÉGIONAL, D'UN PROBLÈME MONDIAL. POUR FAIRE FACE À CE PROBLÈME, LA SOMALIE DOIT CRÉER UNE FORCE ARMÉE UNIFIÉE, COMPÉTENTE ET RESPONSABLE. »**



– ABDULHAKIM MOHAMOUD HAJI-FAQI, ANCIEN MINISTRE SOMALIEN DE LA DÉFENSE



Les soldats des forces armées nationales somaliennes défilent lors d'une cérémonie marquant la fin d'un cours de formation avancée de 10 semaines mené par la mission de l'Union africaine en Somalie.

Au centre, l'ambassadeur Francisco Madeira, de la commission de l'Union africaine pour la Somalie participe aux cérémonies d'ouverture du centre de formation Jazeera à Mogadiscio en Somalie.



la confiance des communautés locales. Le manque de discipline et la corruption au sein des SNA ont entravé cette confiance. De nombreux récits font état de membres des SNA qui vendent leurs uniformes aux insurgés, qui abandonnent leurs positions et qui vont même jusqu'à collaborer avec al-Shebab.

Les commandants de l'AMISOM conviennent que la réussite de la mission dépend d'un réel effort conjoint.

« L'AMISOM n'est pas en mesure de tenir une ville et de poursuivre al-Shebab en même temps. ... Nous ne pouvons libérer ce pays qu'avec l'aide des SNA », déclare un officier de haut rang de l'AMISOM au *Journal RUSI*. « Pour ce faire, nous devons mieux nous efforcer de développer ... [leurs] capacités. »

M. Haji-Faqi déclare néanmoins que le mauvais moral des troupes des SNA constitue un frein au progrès, car selon lui, si celles-ci luttent aux côtés de l'AMISOM, elles n'ont accès qu'à des équipements inférieurs et reçoivent un salaire égal au dixième de celui des forces de l'AMISOM. « Les membres des SNA sont très courageux, ils acceptent de mourir pour leur pays et d'agir dans des circonstances très difficiles », déclare M. Haji-Faqi. « Ils sont non seulement aux côtés des soldats de l'AMISOM, ils avancent devant ces derniers. Mais ils manquent d'équipement approprié, de protection suffisante pour eux-mêmes, de soins médicaux à la hauteur. »

## LA FORMATION/L'ÉQUIPEMENT

Le pouvoir somalien a donc déterminé qu'il est nécessaire de créer une armée de 28.000 soldats professionnels, et une force de police de 12.000 membres.

Depuis des années, plusieurs acteurs externes ont participé à la formation des SNA. On compte parmi eux l'Union européenne, la Turquie, les Émirats arabes

unis, les États-Unis et une entreprise de sécurité privée, Bancroft Global. Bien que cette aide soit précieuse, le manque de cohérence constitue une difficulté.

En juin 2016, la Somalie ouvre le centre de formation Jazeera à Mogadiscio, muni de salles de classe et de paysages urbains simulés où les soldats peuvent être testés dans divers scénarios de guerre urbaine et asymétrique.

« Le nombre de soldats n'est pas important. Ce qui est réellement important, c'est le fait qu'ils soient des soldats bien disciplinés et professionnels auxquels les gens font confiance pour leur sécurité », déclare M. Haji-Faqi. « Les gens devraient accourir vers eux au lieu de fuir à leur approche. »

Fonder une armée à partir de rien est un processus extrêmement ardu. Selon une étude de 2016 menée en collaboration par l'expert somalien Abdirashid Hashi et Paul Williams de l'université George Washington, les besoins les plus pressants en matériel concernaient les véhicules blindés, les armes lourdes et l'équipement de communication. Elle met également en évidence des besoins en installations médicales et en ambulances, ainsi qu'en casernes plus confortables pour les soldats. Citant une estimation du gouvernement, les auteurs ont déclaré qu'il faudrait 85 millions de dollars simplement pour que les SNA puissent rattraper leur retard en équipement et en installations par rapport à ceux de l'AMISOM aux côtés desquels ils se battent.

La Somalie est toujours assujettie à un embargo partiel d'armes déclaré par l'ONU, qui interdit l'importation d'armes lourdes mais qui permet d'importer des armes légères pour les forces de sécurité.

## UNE FORCE UNIFIÉE

Pour qu'elles constituent une armée nationale véritable,



les SNA doivent être à l'image du pays qu'elles servent. En mars 2015, le gouvernement fédéral de la Somalie approuve un plan pour reconstruire les SNA, dénommé Plan Guulwade (victoire). Ce plan tient compte du fait que la population ne considère pas encore l'armée comme une force nationale. Des questions de préjugé persistent au niveau des clans.

« Le problème principal de la Somalie est le manque de confiance », déclare Stig Hansen, associé du centre Belfer à l'université Harvard et auteur du livre « Al-Shebab en Somalie ». « Il faut s'assurer que l'armée soit constituée de généraux et de soldats représentant tous les clans de la Somalie, pas seulement deux ou trois clans. Sinon, elle sera considérée comme une armée d'occupation dans beaucoup de ces états régionaux. »

Pour répondre à ce défi, le gouvernement a créé une commission nationale pour l'intégration des forces armées nationales somaliennes et une académie militaire où les cadets seront sélectionnés parmi tous les clans. En outre, la compagnie d'infanterie d'élite connue sous le nom de Danab (éclair) est prometteuse : elle n'accepte que des recrues sélectionnées en fonction du mérite et divers clans y sont largement représentés. Les unités de Danab ont d'ailleurs planifié et exécuté les raids qui ont supprimé certains des acteurs clés d'al-Shebab.

M. Haji-Faqi déclare que Danab, ainsi qu'une force de réaction rapide appelée Gaashaan (bouclier) formée par les États-Unis, sont de plus en plus respectés grâce à leurs interventions de lutte contre le terrorisme.

« Ils sont spécialement formés pour combattre et agir dans des circonstances difficiles », déclare-t-il. « Ils se rendent dans les zones des ennemis et les combattent. S'ils souhaitent les capturer ou les tuer, ils le font avec succès. Nous avons besoin de plus de soldats ayant suivi

une formation spécialisée pour combattre al-Shebab et le terrorisme. »

M. Hansen pense aussi que les « Darawish » ou forces régionales de sécurité, constituées dans chacun des états somaliens, sont également prometteuses. Il indique qu'elles ont réussi à gagner la confiance des communautés qu'elles soutiennent et qu'elles remportent des victoires contre al-Shebab. « Les chefs régionaux ont souvent peu confiance dans le gouvernement et les forces armées nationales somaliennes, aussi je pense qu'il doit exister une composante régionale de la solution sécuritaire », déclare M. Hansen. « Et je pense que les Darawish seront très importantes pour la solution finale. Elles sont implantées localement et sont mieux motivées pour assurer une protection au niveau local. »

Des progrès similaires sont également à noter en ce qui concerne le paiement régulier des salaires des troupes. Un système de paie automatisé pour les forces armées, créé en septembre 2016, rend l'armée plus attrayante pour les jeunes Somaliens en quête d'opportunités professionnelles et réduit le recours à la corruption.

Le président somalien Hassan Sheikh Mohamud pense que des SNA intégrées et professionnelles constituent un élément clé de l'unification du pays.

« Vous êtes au service d'une nation déchirée par la guerre civile pendant plus de deux décennies, et vous êtes chargés de la tâche essentielle d'en assurer réunification », a-t-il déclaré à la commission pour l'intégration des forces armées. « Je demande aux citoyens de bien vouloir oublier les journées sombres de notre histoire et de se pardonner mutuellement. Les héros parmi nous ne sont pas ceux qui se penchent encore sur le passé ; les vrais héros sont ceux qui s'efforcent d'assurer que les erreurs et le chaos d'antan ne se reproduisent plus dans notre pays. » □

---

LES JEUX MILITAIRES  
CONSTITUENT

« LA QUINTESSENCE  
DE L'AMITIÉ »

CET ÉVÈNEMENT ANNUEL DE LA COMMUNAUTÉ  
D'AFRIQUE DE L'EST EST DEVENU UNE  
SOURCE D'ORGUEIL ET DE VANTARDISE  
PARMI LES PAYS PARTICIPANTS.

---

Des participants défilent en brandissant le drapeau tanzanien à Kigali, au Rwanda, lors des Jeux militaires de la Communauté d'Afrique de l'Est.



PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR LES FORCES RWANDAISES DE DÉFENSE

*Plus de 500 participants se sont réunis à Kigali, au Rwanda, en août 2016 pour la 10ème rencontre des Jeux militaires de la Communauté d'Afrique de l'Est, avec le thème : « Un peuple, un destin ».*

Des athlètes militaires du Kenya, du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda ont participé aux jeux. Le Burundi avait prévu d'y participer mais il s'est retiré, ayant déclaré qu'il n'avait pas eu suffisamment de temps pour préparer ses équipes. Des Burundais brandissant leur drapeau national ont néanmoins assisté aux jeux pour montrer leur soutien.

Le général rwandais Patrick Nyamvumba a déclaré au nom du pays hôte que le but de ces jeux était de développer la camaraderie parmi les nations participantes. Les spectateurs pouvaient assister gratuitement à tous les événements.

« Cette coopération a déjà produit de bons résultats, non seulement au niveau sportif, mais aussi au niveau de la sécurité régionale, car une telle participation aide à construire la paix », a-t-il déclaré au *New Times* du Rwanda.

Les jeux, qui sont officiellement appelés Jeux militaires et événement culturel de la Communauté d'Afrique de l'Est, sont devenus une source d'orgueil national et de vantardise parmi les pays participants. À la veille des jeux de 2016, les autorités tanzaniennes ont tenu à présenter leur équipe avec le drapeau national à Dar es Salam peu avant cet événement d'une durée de deux semaines.

« Les équipes militaires doivent établir un standard que les autres suivront », a déclaré Issa Nassoro de la délégation tanzanienne au *Tanzania Daily News*. « Vous devez démontrer une aptitude technique pour apprendre les faiblesses de vos adversaires et les détruire.

« Nous ne pouvons pas nous contenter de nous tenir à la simple participation », a-t-il déclaré. « Nous devons jouer et gagner pour les Tanzaniens ; c'est pourquoi vous avez reçu le drapeau national. »

Il a précisé à son équipe que les athlètes doivent maintenir la discipline, suivre les règles du jeu et pratiquer l'esprit d'équipe et l'esprit sportif, « parce que les sports se concentrent sur l'amitié ».

Les quatre pays ont participé à des compétitions de football, d'handball, de netball féminin, de cross-country et de basket-ball. Le netball est semblable au basket-ball, mais avec sept joueurs de chaque côté au lieu de cinq. Le netball permet seulement les passes, pas les dribbles, et le but n'a pas de panneau.

Les jeux ne sont pas toujours les mêmes. Lors des jeux précédents, la boxe était souvent incluse alors que le basket-ball était exclu.

Le Kenya a remporté le plus de victoires, avec des médailles d'or en football, en handball, en cross-country masculin et en cross-country féminin. Le Rwanda a gagné



Les officiels remettent le drapeau de la Communauté d'Afrique de l'Est lors des cérémonies des 10ème jeux.



Les femmes participent à l'événement de cross-country des jeux à Kigali au Rwanda.

la médaille d'or en basket-ball et la Tanzanie a gagné la médaille d'or en netball. Pendant les jeux de 2015 à Kampala, en Ouganda, le Rwanda était le grand gagnant avec trois médailles d'or.

Au total, les équipes militaires kényanes ont remporté quatre médailles d'or, trois d'argent et trois de bronze. Le

# COUP D'ŒIL SUR LA COMMUNAUTÉ D'AFRIQUE DE L'EST

PERSONNEL D'ADF

**La Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) est une organisation intergouvernementale régionale qui inclut le Burundi, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda, avec son siège social à Arusha en Tanzanie. Le Soudan du Sud a officiellement rejoint le groupe en avril 2016 mais sa participation est pour le moment limitée. Le tout dernier pays du monde est toujours confronté à l'instabilité interne.**

**L'EAC concerne une population combinée de 132 millions de personnes et une superficie de 2,47 millions de kilomètres carrés. Elle a pour but d'élargir et d'intensifier la coopération entre les pays membres et les autres communautés économiques régionales du continent.**

**Le Traité d'établissement de la Communauté d'Afrique de l'Est a été signé le 30 novembre 1999 et a pris effet le 7 juillet 2000, après sa ratification par les trois états partenaires initiaux : le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Le Rwanda et le Burundi ont accepté le traité en juin 2007 et sont devenus membres titulaires le mois suivant.**

**Ses objectifs ont été axés sur la création d'une union douanière, d'un marché commun et d'une union monétaire. Comme but ultime, l'EAC souhaiterait établir une fédération politique des états d'Afrique de l'Est.**

Rwanda a pris la deuxième place et la Tanzanie a fini en troisième place dans le classement d'ensemble. Le Kenya a reçu des hommages individuels pour les meilleurs gardiens de but en handball et en football, et les meilleurs buteurs en handball et en basket-ball.

L'équipe kényane de football en particulier est soutenue au niveau national par ses supporters et s'appelle les Ulinzi Stars, ulinzi étant le mot swahili signifiant « protection ». L'équipe est composée d'athlètes de l'Armée de terre, de la Marine et de l'Armée de l'air du pays.

Le major-général kényan Samuel Nandwa a déclaré au *Star* du Kenya que les jeux donnaient aux athlètes des quatre pays l'occasion d'interagir et de partager leurs idées.

« L'événement a certainement contribué à promouvoir la solidarité et l'esprit de corps dans la Communauté d'Afrique de l'Est et parmi les forces de défense des états partenaires », a-t-il déclaré.

Les jeux sont accueillis en rotation par les pays participants depuis 2005, année où le premier événement a eu lieu à Kampala. Ils sont organisés en vertu du Protocole de l'EAC sur la coopération en matière de défense. Il encourage les visites et l'échange d'information entre les

pays membres, notamment les compétitions sportives et les échanges culturels parmi les forces armées des pays membres. Le lieu des prochains jeux doit être annoncé début 2017.

Les jeux de 2016 au Rwanda ont coïncidé avec le rallye Mountain Gorilla, grande course automobile d'endurance dont le départ a eu lieu au stade Amahoro de Kigali. Vingt-huit voitures du monde entier y ont participé.

Liberat Mfumukeko, secrétaire-général de la Communauté d'Afrique de l'Est, a déclaré que les jeux symbolisaient quelque chose de plus grand qu'une simple compétition athlétique.

« Il a une grande signification symbolique liée aux plus vastes objectifs et à la vision d'une Afrique de l'Est compétitive, prospère et unifiée », a-t-il déclaré, en ajoutant que « lorsque nos citoyens se réunissent pour assister à ces événements et constatent que nos forces de défense travaillent ensemble et sont engagées dans des activités amicales qui projettent la foi et la confiance mutuelles, cela ne peut qu'augmenter leur niveau de confiance dans le projet de la Communauté d'Afrique de l'Est, tant d'un point de vue économique que politique ». □



UNE SOLUTION  
EXISTE

ISTOCK



## UN PROGRAMME DE RÉHABILITATION OFFRE AUX COMBATTANTS LE MOYEN DE QUITTER AL-SHEBAB

PAR JACOB DOYLE ET BERENIKA STEFANSKA

Ahmed, fils de pêcheur, avait rejoint al-Shebab en 2006 pour gagner de l'argent et subvenir aux besoins de ses cinq enfants. Il dirigeait une équipe de réaction rapide pour le groupe terroriste et était exposé à des combats intenses. Mais il devint désenchanté de sa vie au sein d'al-Shebab. Les combattants, qui vivaient dans le désert somalien hostile, passaient parfois plusieurs jours sans nourriture et sans eau. La méfiance était universelle et il n'était pas question de partir.

« Je me rappelle bien d'un homme que mes collègues avaient arrêté car il était soi-disant un espion du gouvernement et un infidèle », déclare Ahmed, dont le nom a été changé pour le protéger. « Ils l'ont d'abord torturé pour le contraindre à confesser, mais n'ayant pas réussi, ils l'ont décapité. Au moment où ils le décapitaient, ce vieil homme récitait la chahada (profession de foi des Musulmans) jusqu'à ce qu'il meure. Ils l'ont tué sous prétexte qu'il était un espion et un infidèle, mais il récitait la chahada. Je ne pouvais pas protester, mais cet incident a vraiment affecté ma conscience. »

A mesure que la pression sur al-Shebab se faisait sentir et que les attaques des forces gouvernementales devenaient plus fréquentes, les chefs du groupe ont commencé à soupçonner Ahmed parce qu'il utilisait beaucoup son téléphone portable. « Mes supérieurs m'ont accusé d'avoir divulgué la position de ceux qui ont été tués », déclare-t-il. « À cause de ça, ils ont ordonné ma mise à mort. »

Ahmed a réussi à s'enfuir de son unité amoindrie et a parcouru alors 40 kilomètres jusqu'à Baidoa où il avait appris qu'il y existait un camp où il aurait de quoi manger et boire et où il serait à l'abri. En y arrivant, il a découvert les installations du Programme pour les combattants désengagés (PCD) et s'y est inscrit. Après avoir été soumis à un processus de contrôle minutieux, il a pu entamer un nouveau chapitre de sa vie.

## LE RETOUR À LA VIE NORMALE

Avec des centres à Beledweyne, Mogadiscio et Baidoa, et un quatrième prévu pour Kismaayo, le PCD cible les fantassins d'al-Shebab plutôt que ses chefs. Ces fantassins rejoignent en général al-Shebab parce qu'on leur a promis de l'argent, ou bien parce qu'ils ont tout simplement été kidnappés, souvent lorsqu'ils étaient mineurs, dans les camps pour personnes déplacées.

À ce jour, le programme dirigé par le gouvernement somalien et financé par des donations du Danemark, de l'Allemagne et des Émirats arabes unis, a permis de détourner d'al-Shebab environ 1.800 combattants, en leur permettant de suivre une réhabilitation et une formation, déclare Malik Abdalla, directeur du PCD.

« Lorsque vous tendez la main et réhabilitez les anciens combattants, vous sauvez des vies », déclare M. Abdalla. « On fait très attention aux efforts de lutte contre al-Shebab par des moyens militaires, mais pas suffisamment à la réhabilitation. Vous ne pouvez pas vaincre la violence seulement par la violence. Mais en

réhabilitant ceux qui étaient violents, vous pouvez les réinsérer pacifiquement dans le contexte plus large de la société. Je constate ces changements chaque jour. »

Une fois que les militants sont éloignés des champs de bataille et en détention, les acteurs du programme recueillent les données biométriques des déserteurs et les interrogent, explique Robert Kaneiss, ancien commando de la marine américaine et directeur de la sécurité pour le PCD. M. Kaneiss précise que les anciens militants ayant quitté un poste de chef ou détenteurs d'un passeport occidental sont en général aiguillés vers un programme séparé, de « haut niveau », avec des procédures différentes, et ils sont parfois emprisonnés.

« En moyenne, les participants sont âgés de 18 ou 19 ans », déclare M. Kaneiss. « Soixante-cinq à soixante-dix pour cent sont originaires de la Somalie, y ont été recrutés et y ont été actifs, mais ils ont décidé de s'enfuir et de se porter volontaires pour ce programme. Il existe un processus de vérification rigoureux pour les volontaires de bas niveau, soit



« VOUS NE POUVEZ PAS VAINCRE  
LA VIOLENCE SEULEMENT  
PAR LA VIOLENCE. MAIS EN  
RÉHABILITANT CEUX QUI ÉTAIENT  
VIOLENTS, VOUS POUVEZ LES  
RÉINSÉRER PACIFIQUEMENT DANS  
LE CONTEXTE PLUS LARGE DE  
LA SOCIÉTÉ. JE CONSTATE CES  
CHANGEMENTS CHAQUE JOUR. »

– MALIK ABDALLA,

DIRECTEUR DU PROGRAMME POUR LES COMBATTANTS DÉSENGAGÉS DE LA SOMALIE



Les déserteurs d'al-Shebab participent à une formation dans un centre du Programme pour les combattants désengagés près de Mogadiscio en Somalie.

ROBERT KANEISS/PROGRAMME POUR LES COMBATTANTS DÉSENGAGÉS

ceux qui arrivent seuls ou dont la venue est négociée par le gouvernement ; ils sont examinés par le service de renseignements de l'état, des vérifications d'antécédents sont effectuées sous la supervision de la NISA [National Intelligence and Security Agency, agence nationale des renseignements et de la sécurité] et de l'ONU. »

Dans le cadre de la formation, déclare M. Abdalla, ils apprennent un métier mais les instructeurs mettent davantage l'accent sur l'enseignement des valeurs positives.

« Ils apprennent à respecter les droits humains plus que le soudage, la menuiserie ou les autres métiers pratiques », déclare M. Abdalla. « Les aptitudes professionnelles sont bien sûr importantes et nous le soulignons. Nous ne voulons pas donner au monde des électriciens malfaisants. Nous avons donc engagé des experts internationaux sur les droits humains. Le cours sur les droits humains est obligatoire, tous les participants doivent le suivre. Ils apprennent à rejeter les mauvaises idéologies qu'al-Shebab leur a enseignées. C'est l'objet de la réhabilitation : changer leur point de vue. »

M. Kaneiss déclare que les diplômés du programme reçoivent une amnistie, selon les directives du gouvernement somalien présidé par Hassan Sheikh Mohamud. Un comité de fin d'études trie les élèves sur le volet pour déterminer lesquels sont prêts à recevoir leur diplôme et qualifiés pour la réintégration sociale, ajoute M. Kaneiss. « Les candidats au diplôme sont soumis à une entrevue. Si les candidats ont démontré une attitude positive et souhaitent travailler, s'ils

montrent et assurent de façon convaincante leur désengagement et leur séparation d'al-Shebab, du terrorisme, etc., ils sont alors prêts à réintégrer la société, à rejoindre leur famille et souvent leurs enfants s'ils en ont. »

### UNE SÉRIE DE DÉFECTIONS

Seth G. Jones, auteur principal de l'étude de la RAND Corporation sur al-Shebab intitulée « Counterterrorism and Insurgency in Somalia » (Lutte contre le terrorisme et l'insurrection en Somalie), déclare que le PCD est une composante importante de la lutte contre al-Shebab. « Ce type de programme est absolument essentiel », déclare M. Jones, « en particulier lorsque ces groupes sont affaiblis, car ses membres ont alors une alternative vers laquelle se diriger. »

L'efficacité du PCD est apparente pour M. Abdalla. Il explique que chaque défection est un « coup très dur » pour l'état d'esprit d'al-Shebab. En même temps, cela rend les centres du PCD plus attrayants pour les membres qui songent à s'enfuir.

« Lorsque les combattants quittent al-Shebab et rejoignent notre programme, nous constatons la réaction d'al-Shebab, elle-même preuve que le programme fonctionne », déclare M. Abdalla. « En outre, chaque défection leur nuit parce que les déserteurs savent tant de choses à leur sujet. »

Selon ses renseignements, M. Kaneiss estime que, parmi les 5.600 à 6.000 membres actifs d'al-Shebab, jusqu'à 2.000 sont prêts à désertir, ce qui pose un problème supplémentaire.

« Les terroristes se désengagent à une cadence qui surpasse nos capacités à les aider », déclare M. Kaneiss. « Le programme fonctionne mais n'a pas accès aux ressources nécessaires pour faire face au volume. »

M. Kaneiss déclare qu'il travaille avec le gouvernement somalien pour obtenir des fonds supplémentaires pour le programme auprès des donateurs internationaux, et qu'il espère bientôt obtenir des résultats positifs.

« Le financement est essentiel pour acheter les biens et les ressources indispensables », déclare M. Kaneiss, en ajoutant que les accusations de corruption d'antan tourmentent encore la Somalie, et qu'une procédure rigoureuse doit être suivie pour demander de l'aide. « De cette façon, l'équipement et les vivres sont fournis, plutôt que l'argent comptant. Le processus d'achat de biens, de nourriture, d'équipement et de véhicules doit se faire en toute transparence, pour que toutes les parties concernées, notamment les bailleurs de fonds, le gouvernement somalien, etc., puissent suivre l'évolution et que ce ne soit pas seulement une question d'argent. Ceci permet à toutes les parties prenantes d'être rassurées sur la durabilité et la responsabilité du processus. »



En supposant que le programme continue, qu'est ce qui empêche les diplômés de rejoindre al-Shebab et de retourner à leur poste ? M. Abdalla souligne que, depuis qu'il a été nommé directeur il y a deux ans, il n'a pas connu un seul participant au programme qui ait rejoint al-Shebab. « Lorsqu'ils reçoivent leur diplôme, ils sont transférés au bureau de la NISA dans le district où ils vivront. Les déserteurs travaillent ensuite directement avec la NISA pour aider celle-ci à attirer d'autres déserteurs vers notre programme. »

En outre, ajoute M. Abdalla, si un déserteur retournait vers al-Shebab, on ne lui ferait pas confiance.

### LUTTER CONTRE LE SCEPTICISME AVEC DES RÉSULTATS

Malgré le succès du PCD, M. Jones précise que le programme a ses détracteurs, en ajoutant qu'il ne peut pas imaginer de programme d'amnistie sans controverse et que les Somaliens qui ont souffert le plus à cause des attaques d'al-Shebab « ne seront pas contents ». Mais il déclare que le programme doit continuer à être soutenu.

« Les chefs insurgés qui ont participé à des abus graves



des droits humains doivent être traités séparément », déclare-t-il. « Mais ce que la société ne doit pas faire, c'est punir chacun des participants d'un groupe d'insurgés donné. C'est comme cela que vous allez de l'avant et que vous évitez les représailles continues qui prolongent les conflits et empêchent leur résolution. »

Le 9 août 2016, 30 anciens membres d'al-Shebab participent à une cérémonie de remise des diplômes au centre de réhabilitation de Baidoa. Parmi eux se trouve un jeune homme appelé Abdi qui avait rejoint al-Shebab en 2006 car il s'était laissé dire qu'il aiderait ainsi à expulser les envahisseurs militaires éthiopiens de son pays. Après avoir été témoin des massacres absurdes et de l'hypocrisie du groupe pendant plusieurs années, il a décidé qu'il était prêt à passer à autre chose.

« Je me souviens que, dans mon groupe, il y avait 60 combattants. Aujourd'hui, moins de 10 sont en vie », déclare-t-il. « Nos chefs nous ont menti au sujet de la religion et de la guerre, et ils ont commis trop de crimes pour que Dieu puisse les pardonner. »

Grâce au programme, il dit avoir acquis des aptitudes

de base telles que la lecture et l'écriture, mais aussi l'empathie et la capacité de respecter les différences des autres. Ils « ont changé tous les mensonges qu'al-Shebab avait introduits dans notre tête », déclare-t-il en parlant des instructeurs du programme.

Ahmed est aussi diplômé du PCD et déclare qu'il pense que la réhabilitation des extrémistes sera cruciale pour l'avenir de son pays. « Je conseillerais vivement à ceux qui font toujours partie d'al-Shebab de déposer leurs armes et de ne plus lutter dans des combats insensés », déclare Ahmed. Il ajoute que le temps est venu pour les anciens combattants de participer au PCD et de commencer à reconstruire leur pays avec les autres « Somaliens épris de paix ». □

Note de l'éditeur : Berenika Stefanska, l'un des auteurs de cet article, était journaliste indépendante basée à Nairobi. Elle est décédée dans un accident d'avion près du lac Naivasha au Kenya le 8 septembre 2016 à l'âge de 33 ans. Mme Stefanska était née en Pologne et avait fait ses études à l'Université de Cambridge. Depuis cinq ans, elle faisait des reportages sur les événements d'Afrique de l'Est pour nombre d'organisations médiatiques. Elle a également produit des projets de film pour l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Mme Stefanska était une aventurière dans l'âme qui aimait explorer l'Afrique rurale ; elle avait une affection particulière pour le peuple et la culture de la Somalie et projetait d'écrire un livre en polonais sur le pays.



Des soldats maliens montent la garde à l'aéroport de Bamako pendant la visite du président du Sénégal vers la fin 2015.

# Le Mali s'organise pour bloquer les cellules terroristes

Le pays collabore avec ses voisins ainsi que des organisations internationales pour museler les extrémistes et mettre fin au recrutement

LT. MOHAMED KEÏTA, COMMANDEMENT DES ÉCOLES DE LA GENDARMERIE NATIONALE

PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES



*Le lieutenant malien Mohamed Keïta détient une licence en sciences sociales de l'Université René Descartes en France, et une maîtrise en études stratégiques et en politiques de défense de l'École des hautes études internationales, également en France. Il est gendarme dans les Forces armées du Mali depuis 2013 et a été nommé instructeur permanent et directeur d'études au Commandement des écoles de la Gendarmerie nationale à Bamako en 2014.*

La réduction de la violence extrémiste au Mali semble incertaine, d'un point de vue technique et tactique, compte tenu de la complexité de la politique régionale. Celle-ci est caractérisée par un nombre croissant d'acteurs et de parties prenantes dont les intérêts sont le plus souvent conflictuels plutôt que complémentaires.

Depuis 2012, le nombre de groupes armés au Mali est en augmentation et la diffusion de la violence intercommunautaire menace l'Accord global d'Alger pour la paix et la réconciliation (Accord d'Alger). Les cellules terroristes prolifèrent dans l'ensemble du territoire alors que l'épicentre de la menace se déplace du nord du Mali pour atteindre le centre et le sud, donnant lieu à des attaques ponctuelles dans les régions de Mopti, Koulikoro et Sikasso.

Ces attaques visent des postes de sécurité et des installations administratives locales. Bamako, la capitale, n'a pas été épargnée. Les terroristes se déplacent au sein de la région du Sahel alors que les frontières nationales du Mali restent poreuses malgré une présence internationale depuis 2013, assurée notamment par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Celle-ci est complétée par les forces armées françaises engagées dans l'opération Barkhane ainsi

que par des forces de l'Union européenne, de l'Union africaine et des États-Unis.

Dans un environnement aussi volatil, la connaissance de l'ennemi reste une condition nécessaire mais insuffisante ; à cela s'ajoute l'importance cruciale de la capacité à coopérer avec ses alliés et à assurer la coordination des programmes. Pour le gouvernement malien, la meilleure façon de coordonner l'ensemble des initiatives régionales et internationales pour le Sahel consiste à élaborer une stratégie nationale globale pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Le principal défi sécuritaire pour le gouvernement malien consiste à établir et consolider la paix avec les anciens mouvements séparatistes de l'Azawad, au nord du pays, par le biais de l'Accord d'Alger, étape nécessaire afin de préserver l'intégrité territoriale du pays, de protéger ses valeurs constitutionnelles fondamentales et de restaurer la pleine autorité de l'état. Le terrorisme et l'extrémisme violent constituent le deuxième défi majeur pour le gouvernement.

Pour comprendre la portée du terrorisme et de l'extrémisme violent au Mali, il est important d'explorer leur nature et leur ampleur.

Le terrorisme au Mali est basé sur une interprétation violente du Coran et sur l'appel au djihad contre les « infidèles » et leurs alliés. En effet, l'objectif des terroristes au Sahel et au

Mali consiste à lutter contre les valeurs occidentales et les gouvernements africains « fantoches » afin de créer, au final, un état islamiste, ou califat, qui serait régi par la charia.

Au Mali, le terrorisme se retrouve au niveau local et transnational. Les trois principaux groupes terroristes transnationaux du Mali sont al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et al-Mourabitoune, fondé par Mokhtar Belmokhtar. En 2016, ce dernier groupe s'est montré le plus actif des trois, ayant revendiqué les attaques de Mopti, Ménaka et Gao contre la MINUSMA, les forces armées du Mali et l'opération française Barkhane. Ce groupe est également responsable de l'attaque de l'hôtel Radisson Blu à Bamako en novembre 2015 et de l'hôtel Nord Sud, siège de la Mission de formation de l'Union européenne au Mali, en mars 2016.

Ansar Dine, dont les combattants sont principalement des Touaregs, est un parfait exemple de terrorisme local au Mali. Commandé par Iyad Ag Ghali, Ansar Dine avance des objectifs politiques et idéologiques focalisés plus spécifiquement sur le Mali que sur les questions mondiales. La stratégie d'Ansar Dine consiste à compromettre le processus de paix existant, celui-ci allant à l'encontre des intérêts du groupe, et à propager son idéologie extrémiste au reste du pays. Pour ce faire, Iyad Ag Ghali a créé deux cellules affiliées en 2015 : la katiba Ansar Dine Macina et la katiba Khaled Ibn Walid (Ansar Dine Sud).

La katiba Ansar Dine Macina est commandée par Amadou Koufa, ancien prêcheur radical de la région de Mopti. Ce groupe, actif dans le centre du pays, est en majorité formé d'anciens combattants du MUJAO et de leurs sympathisants. L'autre cellule était commandée par Souleymane Keïta, ancien membre de la police islamiste de Tombouctou créée lors du siège de 2012 par AQMI et par Ansar Dine. En juin 2015, le groupe a revendiqué les attaques des installations militaires et administratives maliennes à Fakola et Misséni, deux villages de la région de Sikasso près de la frontière avec la Côte d'Ivoire. Souleymane Keïta a été arrêté en mars 2016.

Les organismes terroristes transnationaux et locaux se sont réorganisés suite à la défaite infligée par les forces françaises et africaines en janvier 2013. Ils sont devenus encore plus dangereux depuis janvier 2015, ayant commis un nombre croissant d'actes subversifs contre les forces de défense et de sécurité maliennes et contre les partenaires internationaux déployés pour soutenir les efforts de stabilisation du Mali. Selon les Nations unies, ces attaques sont complexes et comportent l'usage combiné d'engins explosifs improvisés (EEI), de tirs de mortier et d'embuscades.

## UNE APPROCHE GOUVERNEMENTALE FACE À L'EXTRÉMISME

L'approche du gouvernement malien en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent est basée sur la prévention et le maintien de l'ordre collaboratif. Une stratégie préventive sur cinq ans appelée Programme d'actions du gouvernement 2013-2018 est actuellement mise en œuvre par le gouvernement malien. Elle vise à

s'attaquer aux causes profondes de la crise de 2012, dont l'insécurité au nord du Mali, la désintégration des institutions publiques, la corruption endémique, la dégradation des conditions de vie et la perte des valeurs morales de la société. Le programme est axé sur six concepts stratégiques :

- Établir des institutions fortes et crédibles.
- Restaurer la sécurité dans l'ensemble du territoire.
- Mettre en œuvre une politique de réconciliation nationale.
- Rebâtir le système éducatif du Mali, y compris la révision des programmes scolaires et la construction d'une infrastructure moderne.
- Créer une économie plus forte.
- Mettre en œuvre une politique active de développement social.

Afin de lutter efficacement contre le radicalisme et l'extrémisme violent, un ministère des Affaires religieuses et du Culte a vu le jour en 2012. Il est chargé de la formation des imams et de l'encadrement des sermons. La signature en 2013 de l'Accord pour la coopération islamique avec le ministère marocain des Habous et des Affaires islamiques marque un avancement majeur. L'objet de cette « diplomatie islamique » est de promouvoir une approche éclairée de la pratique de l'islam basée sur la tolérance. Ces accords prévoient la formation de 500 imams maliens au Maroc. À la fin de 2016, 200 imams avaient déjà achevé cette formation de deux ans fondée sur une pratique modérée de l'islam.

Ce nouveau ministère travaille également en collaboration avec le Haut conseil islamique et l'Association malienne des imams pour lancer une campagne d'anti-radicalisation appelée « Mali Kuma Kan » ou « La Voix du Mali ». Celle-ci vise à lutter contre le recrutement des terroristes, notamment parmi les jeunes. Des vidéos d'une minute en dialectes locaux sont diffusées à la télévision, sur YouTube et sur Facebook. Elles commencent par des images choquantes montrant des extrémistes qui terrorisent les civils. Par la suite, on y voit des chefs religieux du Mali qui expliquent comment ces actes terroristes enfreignent le Coran. Les vidéos se terminent par un message clé, par exemple « Selon l'islam, celui qui tue un homme tue l'humanité tout entière ».

## LA SÉCURITÉ AU NIVEAU LOCAL ET RÉGIONAL

L'approche du Mali est principalement basée sur un maintien de l'ordre collaboratif. Celui-ci se définit par la coopération et la mise en place d'efforts en commun entre les diverses forces de l'ordre et implique notamment les services de police et de gendarmerie et les autres unités/partenaires/institutions alliés, tels que la Garde nationale ou les forces armées. Cette collaboration a lieu tant au niveau national que régional. Un point clé de ces efforts consiste à développer les liens communautaires afin de lutter contre la criminalité et de renforcer la confiance. Dans le meilleur des cas, le maintien de l'ordre au niveau communautaire entraîne pour chaque commune

concernée une amélioration des services de police, ceux-ci étant fondés sur la réactivité, la consultation, la mobilisation efficace et la résolution des problèmes.

Afin de pallier l'absence d'une gestion claire et d'une coordination efficace entre les unités spécialisées d'intervention de sécurité lors des périodes de crise, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile (MSPC) a adopté en décembre 2015 un protocole pour l'emploi des unités spécialisées d'intervention, celles-ci étant composées d'éléments de la police, de la gendarmerie, de la Garde nationale et de la protection civile. Grâce à ce protocole, lorsqu'une crise se déclenche, l'encadrement est déterminé

en fonction de la situation et la répartition des responsabilités entre ces unités se fait plus clairement. La création du Centre opérationnel du MSPC, élément clé du protocole de gestion de crise, constitue une autre mesure novatrice. Le centre est chargé de désigner une unité de réponse adéquate afin de l'envoyer dans la zone sensible.

Le protocole contient aussi un plan de sécurisation de Bamako pour atténuer les conséquences des éventuelles attaques terroristes. Des mesures de protection ont été prises, y compris l'identification des infrastructures critiques, la désignation des unités chargées de la protection de certaines installations et la pose de caméras de surveillance dans les zones vulnérables.

Le Mali a participé à des initiatives régionales visant à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent au Sahel. En mars 2013, l'Union africaine a lancé une stratégie concernant la région du Sahel appelée Processus de Nouakchott, afin de renforcer la coopération sur la sécurité régionale grâce au partage des renseignements et à la surveillance conjointe. Onze états participent à ce processus. La Mission de l'UA pour le Mali et le Sahel, une initiative politique menée par l'ancien président du Burundi, Pierre Buyoya, mobilise les états pour la mise en œuvre du Processus de Nouakchott et soutient la coordination des efforts.

Parmi les nouvelles initiatives régionales, on retrouve également le G5 Sahel, organisme qui regroupe le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger. Fondé en février 2014 pour réduire la pauvreté et la criminalité, cet organisme permet à ses membres de mieux coordonner leurs politiques de développement et de sécurité. Il favorise la coopération entre les pays en ce qui concerne le partage des renseignements, ainsi que des efforts conjoints pour la patrouille des frontières et pour la formation militaire. Les pays du G5 Sahel ont adopté un cadre stratégique de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent au Sahel comportant un certain nombre de



Un soldat de la mission des Nations unies au Mali monte la garde auprès d'un véhicule de l'ONU après qu'il ait roulé sur un engin explosif au nord du Mali.

mesures, y compris le développement des aptitudes des chefs religieux à combattre la radicalisation, et la promotion du rôle des femmes et de la société civile dans la lutte contre l'extrémisme violent et la prévention de celui-ci.

Une étape importante a été atteinte le 9 mai 2013 lorsque l'Assemblée nationale a voté pour instituer un Pôle judiciaire spécialisé contre le terrorisme et la criminalité transnationale au sein du Tribunal de la Commune VI de Bamako. Cette structure est opérationnelle et inclut un parquet, un cabinet d'instruction et des brigades d'investigation spécialisées. Les brigades sont composées de gendarmes et d'officiers de police dédiés à la lutte contre le terrorisme. L'architecture judiciaire confirme le rôle des forces de maintien de l'ordre dans la lutte contre le terrorisme et contribue à la centralisation et la coordination des poursuites judiciaires.

Afin de lutter efficacement contre le terrorisme et l'extrémisme violent, le gouvernement du Mali devrait remplir trois conditions :

- L'ensemble des règlements politiques, sécuritaires et sociaux envisagés sous l'Accord global pour la paix et la réconciliation devraient être mis en place rapidement afin d'assurer que les anciens mouvements sécessionnistes restent fermement engagés dans la préservation de l'intégrité du territoire malien. Ceci permettra de créer un front national contre le terrorisme, l'extrémisme violent et toutes les autres formes de criminalité, notamment dans le nord.
- La Stratégie nationale de lutte contre le terrorisme doit être souple et facilement adaptable en fonction des changements mondiaux et nationaux, notamment en ce qui concerne ses objectifs, ses concepts stratégiques et les instruments nationaux du pouvoir.
- Toutes les parties prenantes luttant contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans la région sahélo-saharienne doivent collaborer et coordonner leurs actions au niveau régional, national et international. □

---

COMMENT RACONTER UNE

# HISTOIRE

## PLUS CONVAINCANTE

---

### LES FORCES DE L'UNION AFRICAINE DOIVENT UTILISER DES RÉCITS DE RIPOSTE POUR OPPOSER LES MESSAGES DE RECRUTEMENT D'AL-SHEBAB

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL DEO AKIIKI, MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DE L'OUGANDA

*Le lieutenant-colonel Deo Akiiki est le chef des communications stratégiques au ministère de la Défense de l'Ouganda. Il a mené des opérations militaires d'information afin d'opposer la propagande d'al-Shebab. C'est un expert qui conçoit des stratégies pour contrecarrer les récits extrémistes dans la presse écrite et les médias électroniques. Il détient une maîtrise en droits humains et gouvernance locale de l'Université Uganda Martyrs et il est diplômé du Programme d'études de la sécurité appliquée du centre Marshall. Cet article a subi des modifications pour l'adapter à ce format.*

**E**n tant qu'officier militaire ayant passé la majorité de ma carrière dans la gestion des communications et de l'information, et ayant servi dans des opérations en Ouganda et en Somalie — où l'Union africaine (UA) lutte depuis près de 10 ans pour démanteler al-Shebab —, j'ai vu des efforts considérables déployés pour lutter contre le terrorisme. Il est grand temps que les opérations d'information — et en fait les récits de riposte — soient prioritaires en tant qu'arme performante pour faire face au terrorisme.

La région de l'Afrique de l'Est est un point sensible pour les activités terroristes. Parmi les groupes terroristes de la région, on compte al-Qaïda, al-Shebab, le Front démocratique allié, l'Armée de résistance du Seigneur, al-Ittihad al-Islami et al-Muhajiroon. Tous ces groupes ont recours à la propagande par le récit comme arme préférée. Ces récits ciblent les habitants de l'Afrique de l'Est, la diaspora de l'Afrique de l'Est, les forces appartenant aux terroristes et les combattants terroristes désengagés.

La force des terroristes provient de la façon dont ils communiquent, du moment où ils communiquent et de ce

qu'ils communiquent à leurs audiences cibles. Il existe de nombreux exemples de terroristes qui ont recruté et assuré le mentorat de leurs combattants grâce au pouvoir des opérations d'information. À Brava en Somalie, un terroriste né aux États-Unis a confessé qu'il avait été recruté en ligne. En outre, au cours des 10 dernières années, des membres capturés d'al-Shebab ont confessé que, ayant cru aux récits d'al-Shebab, ils avaient détourné leur attention des informations différentes ou contradictoires.

Les commandants militaires doivent accepter le fait que les terroristes jouent à ce jeu avec succès depuis longtemps. Il est temps de reconsidérer sérieusement la guerre de l'information. Le conflit somalien est fondé sur des aspirations contradictoires ; c'est un combat qui se déroule autant dans l'esprit des Somaliens que sur les champs de bataille. La plupart des actes terroristes sont commis en fonction de cette base idéologique qu'al-Shebab a fomentée, et qui fait apparaître les actes extrémistes comme étant justes.

Pour contrecarrer un tel phénomène, la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) doit non seulement attaquer et dégrader le leadership et les capacités d'al-Shebab, mais aussi délégitimer et contrecarrer l'attrait



Un officier de police ougandais monte la garde devant un immeuble de Kampala où cinq personnes soupçonnées d'activités terroristes ont été arrêtées en 2015.

AFP/GETTY IMAGES

de son idéologie. Cela nécessite de faire face aux conditions sous-jacentes que les terroristes exploitent pour propager leur idéologie extrémiste.

Pour que l'AMISOM et les forces armées nationales somaliennes continuent à façonner les opérations d'imposition de la paix en cours en Somalie,

la perception du public doit aussi être remodelée. Des campagnes fondées sur des récits de riposte, conçues pour transmettre des messages aux audiences ciblées et pour promouvoir des thèmes qui se traduiront par des attitudes et des comportements souhaitables, feront fortement avancer la lutte contre le terrorisme.

## LES RÉCITS DES TERRORISTES

Les récits des terroristes peuvent sembler peu plausibles mais sont néanmoins bien reçus, puisque ceux-ci sont personnalisés pour cibler des personnes qui n'ont que peu d'accès à des informations différentes. Examinons quelques-uns des mensonges qui sont propagés ainsi.

- **La nécessité de renverser la tendance à la marginalisation des Musulmans** : les groupes terroristes ont œuvré avec acharnement à asseoir l'idée au sein de la communauté musulmane qu'elle est marginalisée par le gouvernement central. Chaque action du gouvernement doit tenir compte de l'impact sur la communauté musulmane, sinon elle est sans valeur.
- **Le besoin d'établir un état islamique** : ils continuent à promettre à leurs adhérents une victoire certaine accompagnée des récompenses divines qui s'en suivront. Selon eux, cela ne pourra se produire qu'en présence d'un état islamique régional qui soit pur.
- **Le besoin de vaincre l'influence « occidentale satanique »** : les terroristes accusent les puissances occidentales d'exploitation et de manipulation, aussi les groupes militants doivent-ils lutter pour la souveraineté de leurs états.

## LES CIBLES TERRORISTES EN SOMALIE

Au fil des ans, les terroristes d'al-Shebab ont ciblé certaines audiences en Somalie par leurs messages, en utilisant l'Internet comme arme pour diffuser leurs activités en temps réel et afficher des informations trompeuses.

Leurs efforts conduisent surtout à des actes contre les soi-disant infidèles, dans ce cas les troupes de l'UA provenant de pays non musulmans.

Le langage utilisé est censé évoquer une lutte religieuse.

**Les récits qui se concentrent sur le recrutement des combattants locaux ou étrangers, notamment à l'aide de plates-formes en ligne, ont constitué la norme et la méthode la plus facile d'attirer les combattants potentiels. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes utilisent les médias sociaux. En conséquence, ils sont fortement ciblés par les terroristes.**

Ils détournent l'attention de l'audience des actions odieuses en se concentrant sur un sujet attrayant. Aller à l'encontre de récits de ce genre demande des actions non cinématiques. Pour diluer les messages des terroristes, les récits de riposte doivent être bien conçus et circuler autant, sinon plus, que ceux des terroristes.

utilisent les médias sociaux. En conséquence, ils constituent une cible privilégiée des terroristes.

Afin de contrôler et de galvaniser l'esprit des troupes, les terroristes, et en particulier al-Shebab en Somalie, n'ont pas épargné leurs propres forces, les soumettant à la machinerie de propagande. Le groupe promet des récompenses divines telles que celles décrites dans les textes sacrés et encouragent leur troupes à lutter pour restaurer l'islam. Les recrues sont encouragées à combattre et à vaincre l'influence occidentale. Des histoires à succès fausses sont présentées pour dynamiser le moral des troupes. Grâce à cela, les combattants continuent à lutter dans une grande mesure pour ce qui reste, dans leur esprit, une cause « juste ».

Ceux qui se sont désengagés des activités terroristes, qui ont été capturés ou qui se sont rendus sont appelés traîtres. Ceux-ci sont menacés d'une mort douloureuse, ainsi que les membres de leur famille. Ces menaces ont découragé les anciens terroristes, les forçant à se cacher continuellement et à craindre pour leur vie, plutôt que de réintégrer la société ou de participer à la lutte contre le terrorisme.

L'AMISOM et les troupes gouvernementales et autres forces participantes, non seulement en Somalie mais dans le monde entier, ont été ciblées par la propagande des terroristes. Les gardiens de la paix et les gouvernements afri-

cains sont représentés comme des instruments des pays occidentaux plutôt que des libérateurs qui assument leurs responsabilités panafricaines. Ceux-ci sont considérés comme des forces d'occupation, et les troupes sont encouragées à considérer leurs chefs et leur gouvernement comme des égoïstes qui luttent pour une cause injuste. Dans une telle situation, si les troupes ne sont pas bien motivées et informées, cela peut affecter leur état d'esprit et favoriser leurs adversaires.

Les captures et les défections truquées sont également utilisées pour faire apparaître les terroristes comme victorieux. Même lorsque de tels incidents se produisent réellement, leur importance est exagérée et largement disséminée



Le général Hale Kayihura, inspecteur général de la police de l'Ouganda, parle aux médias devant la scène de l'assassinat de Joan Kagezi, chef de la division de la lutte contre le terrorisme et des crimes de guerre du directeur du ministère public à Kampala en 2015. REUTEURS

Dans une large mesure, al-Shebab a réussi à présenter l'AMISOM comme une force d'occupation. Aucun pays ni aucune personne ne serait à l'aise face à l'occupation du territoire par des étrangers. Les pays occupés ont sacrifié tout ce qu'ils pouvaient pour débarrasser leur territoire des forces étrangères. Ce concept a été facilement accepté par les audiences d'al-Shebab et a en effet diminué la légitimité des forces de l'AMISOM dans les esprits des Somaliens et de la diaspora.

Les récits axés sur le recrutement des combattants locaux ou étrangers, notamment à l'aide de plates-formes en ligne, constituent la norme et la méthode la plus facile pour attirer les combattants potentiels. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes



Des étudiants de l'Université Makerere organisent une veillée à Kampala, dans l'Ouganda, en avril 2015 pour les 150 personnes tuées par al-Shabab au Collège universitaire Garissa au Kenya. AFP/IMAGES GETTY

pour dégrader le moral, décourager les troupes et leurs commandants, ou même éroder la volonté des pays participants afin d'aboutir à un retrait de leurs contingents. Il n'est pas étonnant qu'à chaque intervention des soldats de l'AMISOM occasionnant un nombre important de morts en Somalie lors d'un combat contre al-Shabab, le premier récit provenant des médias et des autres plates-formes est un appel au retrait des forces de la coalition. Ce raisonnement reflète la propagande d'al-Shabab et non pas la logique des pays qui ont contribué leurs troupes.

## OPPOSER LES RÉCITS

En tant qu'acteurs mondiaux contre le terrorisme, nous devons utiliser pleinement les médias et nous engager dans tous les débats, encourager l'implication des communautés et découvrir de nouvelles façons d'opposer les récits terroristes. Des intervenants sélectionnés avec soin doivent servir à briser le monopole de l'information exercé par les terroristes et destiné à leurs audiences cibles.

Les approches suggérées détaillées ci-après peuvent être intégrées aux concepts des opérations de l'AMISOM, pour contrecarrer les opérations psychologiques d'al-Shabab. Elles peuvent être utilisées séparément ou combinées en fonction d'une analyse minutieuse et d'informations factuelles concernant al-Shabab et ceux qui vivent dans les zones contrôlées par le groupe. Par exemple, il est important de savoir comment la population perçoit généralement al-Shabab, le gouvernement somalien et la coopération entre le gouvernement et l'AMISOM, pour concevoir un message convaincant.

- Des réfutations fondées en réponse à chaque point

des récits terroristes doivent être affichées en ligne et par d'autres moyens pour discréditer complètement le message et, implicitement, les autres messages émanant de la source. Les messages doivent être conçus de façon à détourner l'attention de l'audience des points soulevés par les terroristes.

- Isoler les citoyens des influences extérieures à l'aide d'un conditionnement préalable contre l'endoctrinement. De cette façon, ils rejeteront automatiquement les messages des terroristes.
- Les efforts pour interpeler les combattants terroristes étrangers doivent se concentrer sur des arguments juridiques, religieux, sociaux, diplomatiques et autres. En fonction des capacités et des ressources disponibles, les récits des terroristes peuvent être facilement contrecarrés pour réorienter l'opinion des gens et neutraliser la propagande.

Finalement, la lutte contre le terrorisme est une « guerre » caractérisée par les idées, les perceptions et l'esprit. Il est communément accepté que les récits des terroristes ont été une arme décisive en leur faveur. Ces récits constituent les histoires concurrentes que nous avons essayé de contrecarrer chez nous dans l'Ouganda, en tant que petit pays, et dans presque toute la région, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

La coopération mondiale pour opposer ces récits est susceptible de dégrader le pouvoir des terroristes à justifier les tactiques violentes aveugles, à propager les idéologies radicales et à attirer de nouvelles recrues et de nouveaux sympathisants. Nous ne devons jamais céder de territoire sur ce champ de bataille idéologique. □



AFP/GETTY IMAGES

## UN SPECTACLE ÉQUESTRE AU MAROC ASSOCIE ART ET TRADITION

AGENCE FRANCE-PRESSE

La tbourida, art équestre traditionnel inspiré par les assauts militaires de cavalerie de l'histoire du Maroc, fascinait le peintre Eugène Delacroix il y a deux siècles et suscite encore aujourd'hui l'enthousiasme des foules.

Lors du spectacle du Salon du cheval à El Jadida, dans l'ouest du Maroc, plusieurs milliers ont été captivés par ces groupes de cavaliers en costume traditionnel chargeant sur une ligne, puis faisant halte pour un tir synchronisé de leur mousquet, le tout ponctué par une explosion assourdissante et une odeur âcre de poudre à canon.

Les 15 meilleures troupes de cavaliers dans tout ce pays d'Afrique du Nord se faisaient concurrence lors du premier Grand Prix de tbourida du roi Mohammed VI sur les terrains d'exposition sablonneux de la ville portuaire d'El Jadida. « Tbourida » provient du terme utilisé en dialecte local pour signifier la poudre à canon.

Cet événement présentait « l'art équestre traditionnel du Maroc datant du 13<sup>ème</sup> siècle », déclare Hamid Benazzou, chef d'une association pour les chevaux marocains, à l'Agence France-Presse.

Mustapha Mallagui, 42 ans, fonctionnaire et agriculteur à temps partiel, chevauche avec les sorba (troupes) de

Fès-Meknès dans la région centrale du Maroc. Il déclare que « la tbourida et ses chevaux sont comme une œuvre d'art ».

« Historiquement, les tribus [arabes et berbères] célébraient leurs victoires avec la tbourida pour montrer leur savoir-faire équestre, leur maniement du fusil, la beauté de leur harnais. C'était une sorte de défilé militaire », déclare M. Mallagui, debout sous l'une des immenses tentes à tapis rouge dressées pour les concurrents.

Aujourd'hui, les guerres tribales ont pris fin mais les rituels font toujours partie des festivités traditionnelles dans la campagne. Les villes et les villages ont chacun leur propre sorba, et les meilleures troupes de chaque région sont sélectionnées lors d'un concours national.

La tradition de la tbourida est profondément enracinée dans la région centrale du Maroc et les déserts du sud, où les cavaliers dans leur gandoura [caftan] bleue majestueuse, tirent non dans l'air mais dans la terre parce que, comme l'explique M. Mallagui, « l'ennemi est caché dans le sable, pas dans les montagnes ».

« Avant, il n'y avait pas de char d'assaut, pas d'avion dans les guerres ... il y avait seulement le cheval », déclare-t-il.

# L'équipe de hockey de Tunisie remporte la Coupe de l'Afrique

AGENCE FRANCE-PRESSE

**C**onnu pour ses plages et son soleil tout au long de l'année, la Tunisie n'est certes pas un choix évident pour la pratique d'un sport d'hiver, notamment le hockey sur glace. Un homme est néanmoins déterminé à changer cela.

En 2014, Ihab Ayed quitte son emploi parisien dans le secteur des finances pour réaliser son rêve : créer la première équipe de hockey sur glace dans ce

pays d'Afrique du Nord. Ce rêve de M. Ayed de voir un jour une équipe tunisienne qui jouerait au niveau international prend naissance en lui à l'âge de 5 ans, lorsqu'il frappe un palet sur la glace pour la première fois.

« Cela m'a pris six ans, entre 2006 et 2012, pour réunir 40 joueurs du monde entier », déclare le Franco-Tunisien. « J'ai



AFP/GETTY IMAGES

fouillé les sites web du hockey sur glace. Je saisisais au hasard les noms arabes comme Sami, Mohammad » pour savoir si je pouvais trouver des Tunisiens.

À l'aide des médias sociaux et des conseils de ses amis, il forme une équipe d'amateurs et de professionnels dont chaque membre a au moins un parent tunisien. En 2014, la première équipe de hockey sur glace du pays joue et perd son premier match dans les faubourgs de Paris. Cependant, le 30 juillet 2016, les Aigles de Carthage remportent leur première victoire au Maroc et deviennent par la suite champions de la Coupe d'Afrique de hockey sur glace.

Cette compétition improbable au cours de laquelle ils se mesurent à des équipes d'Égypte, du Maroc et d'Algérie, n'est peut-être pas reconnue à l'échelle mondiale, mais la victoire des Aigles suscite néanmoins l'intérêt des autorités tunisiennes.

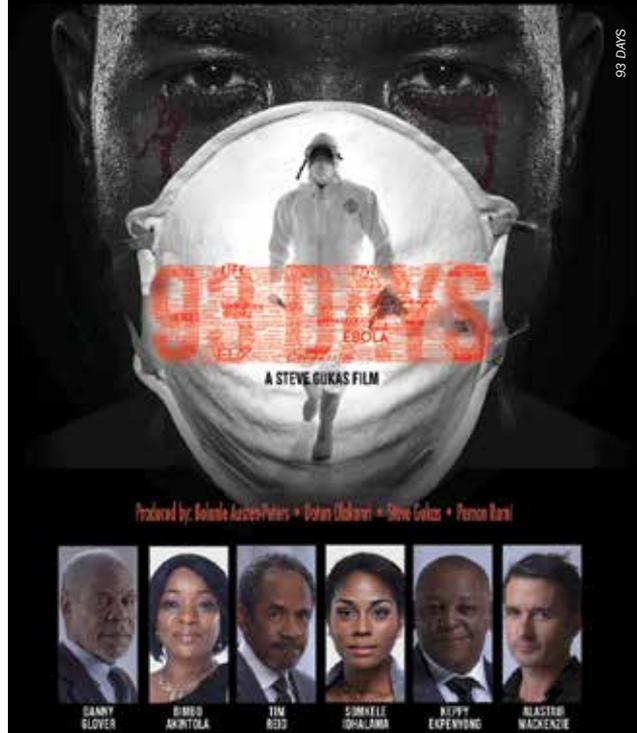
Cela n'a pas été facile.

Tous les membres de l'équipe ont payé leurs propres billets d'avion vers le Maroc, et l'argent des sponsors a financé l'hébergement et l'équipement. De plus, les joueurs de l'équipe, bien que principalement originaires de France, viennent aussi de Belgique, de Finlande, de Suède et du Canada et ne sont même pas en mesure de s'entraîner ensemble.

« Chaque joueur s'entraîne avec son propre club », déclare M. Ayed.

Avant les jeux du Maroc, ajoute-t-il, « nous faisons lundi matin un échauffement rapide pour voir comment était la patinoire, et lundi soir nous disputons le match ».

Selon ses projets, la Tunisie deviendra membre affilié de la Fédération internationale de hockey sur glace avec sa propre patinoire olympique. « Le sport ne peut pas exister en Tunisie si nous n'avons pas de patinoire de dimensions officielles », déclare M. Ayed. « Notre ambition est que la Tunisie établisse une réputation mondiale en hockey sur glace afin d'être en mesure d'envoyer une équipe aux championnats du monde chaque année. »



## Un film nigérian sur l'Ebola exalte un moment d'héroïsme

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les films hollywoodiens sur les épidémies catastrophiques concernent en général une infection virale fictive qui entraîne le chaos et l'anarchie, une situation qui ne peut être renversée que par des héros qui surmontent la panique.

Cela n'est pas le cas dans *93 Days*, un film de Nollywood qui a débuté en septembre 2016. Il dramatise l'histoire de la réponse nigériane à l'épidémie d'Ebola de 2014, qui a tué plus de 11.000 personnes en Afrique de l'Ouest.

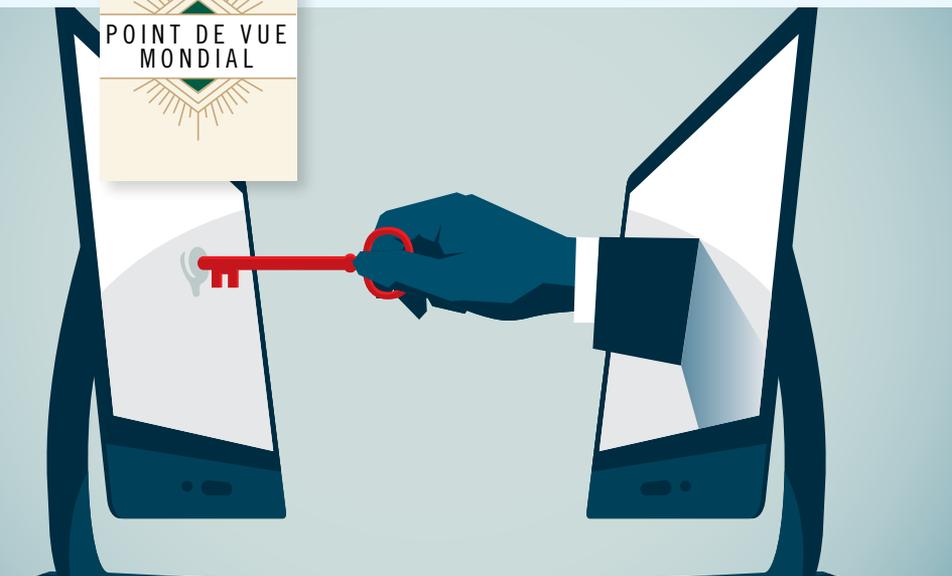
La maladie avait déjà fait des centaines de victimes en Guinée, dans le Liberia et en Sierra Leone lorsque l'Ebola apparaît au Nigeria, alors qu'un officiel du ministère des Finances du Liberia, Patrick Sawyer, arrive à Lagos le 20 juillet 2014, visiblement malade. Lorsqu'on confirme qu'il souffre bien du virus hémorragique, on craint que celui-ci ne se propage dans la mégapole de 20 millions comme un feu de forêt et ensuite à travers

le pays le plus peuplé d'Afrique.

Cela n'est finalement pas le cas et selon beaucoup de personnes, cela relève du miracle. Le Nigeria enregistre seulement 19 cas confirmés d'Ebola et sept décès, notamment celui de M. Sawyer. Le pays lève l'état d'urgence 93 jours seulement après l'arrivée à l'hôpital de M. Sawyer.

« Pour la première fois, les Nigériens se sont unis pour lutter contre un ennemi commun ; tout le monde avait peur », déclare le producteur Bolanle Austen-Peters. « Deux ans plus tard, c'est comme si tout le monde souffrait d'amnésie ; personne ne semble se souvenir de ce qu'on a vécu. »

Dirigé et coproduit par le metteur en scène nigérian Steve Gukas, et écrit par le Sudafricain Paul Rowston, *93 Days* présente le personnel médical du First Consultants Medical Centre, où M. Sawyer a été admis.



ISTOCK

# LE NIGERIA ET INTERPOL S'ASSOCIENT POUR DÉMANTELER UN RÉSEAU DE FRAUDEURS

AGENCE FRANCE-PRESSE

**L**es autorités ont arrêté un Nigérian à l'origine d'un réseau d'escroquerie en ligne qui a permis d'extorquer plus de 60 millions de dollars à des centaines de victimes de par le monde. Ces fraudes ont débuté à Port Harcourt, ville pétrolière du sud, selon l'agence de police internationale Interpol. L'arrestation a été effectuée avec l'appui de la Commission nigériane contre les délits économiques et financiers (EFCC), agence anti-corruption du Nigeria.

« Dans un cas, une des personnes ciblées a été amenée à payer 15,4 millions de dollars », déclare Interpol. « Le réseau a compromis les comptes de courriel de petites et de moyennes entreprises dans le monde entier. »

Le suspect dirigeait un réseau d'au moins 40 personnes qui travaillaient au Nigeria, en Malaisie et en Afrique du Sud, ayant recours à des logiciels malveillants pour exécuter les fraudes. Il avait également

établi nombre de contacts visant au blanchiment d'argent en Chine, en Europe et aux États-Unis, lesquels fournissaient des détails sur les comptes bancaires pour permettre les flux monétaires illicites.

« À la suite de son arrestation à Port Harcourt au sud du Nigeria, un examen judiciaire des appareils saisis par l'EFCC montra qu'il était impliqué dans plusieurs activités criminelles, notamment la compromission de courriels professionnels et les arnaques à la romance », déclare Interpol.

Le suspect ainsi qu'un autre escroc présumé également arrêté dans la même ville, sont mis en examen notamment pour piratage, conspiration et gain d'argent sous de faux prétextes.

Noboru Nakatani, directeur exécutif du Complexe mondial Interpol pour l'innovation, lance l'alerte concernant les escroqueries aux pseudo e-mails d'affaires, qui constituent une menace importante et croissante.

« Il est essentiel d'alerter le public, et notamment les entreprises, concernant ce type de fraude cybernétique », déclare M. Nakatani. « Des protocoles de sécurité de base, tels que l'authentification à deux facteurs et la vérification par d'autres méthodes avant de transférer l'argent sont essentiels, pour réduire le risque de devenir une victime de ces escroqueries. »



AFP/GETTY IMAGES

## LE JAPON PRÉVOIT D'INVESTIR 30 MILLIARDS DE DOLLARS EN AFRIQUE

AGENCE FRANCE-PRESSE

**L**e Japon a annoncé des plans d'investissement de 30 milliards de dollars dans des projets africains d'ici à 2018, dont 10 milliards de dollars seront consacrés au développement des infrastructures. L'annonce a été faite lors de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique qui s'est déroulée à Nairobi au Kenya en août 2016. Trente chefs d'état africains y participaient.

« C'est un investissement qui montre notre foi dans l'avenir de l'Afrique », a déclaré le premier ministre japonais Shinzo Abe.

Pour la première fois, la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique a eu lieu en Afrique. Les cinq conférences précédentes s'étaient toujours déroulées au Japon.

L'objectif de cette conférence, organisée conjointement par les Nations unies, l'Union africaine, la Banque mondiale et le Japon, est de stimuler le commerce et l'aide à l'Afrique, car le Japon espère que la qualité l'emportera sur la quantité dans sa lutte contre la Chine, pays riche en liquidités, pour créer des partenariats sur le continent.

Bien que le Japon ait déjà une présence bien établie en Afrique, son poids financier sur le continent est depuis longtemps éclipsé par celui de la Chine, son grand rival régional.

On anticipait que 70 accords environ seraient signés lors de la conférence. « À de très rares exceptions près, les pays les plus riches aujourd'hui le sont devenus en faisant du commerce avec les autres », a déclaré le président Uhuru Kenyatta.

Le président du Tchad Idriss Déby, qui est aussi président de l'Union africaine, a souligné que les économies d'un grand nombre de nations africaines avaient été particulièrement touchées par la chute des prix des marchandises, par plusieurs conflits et par le changement climatique.

« Le succès de notre lutte pour le développement dépend du maintien de la paix, de la stabilité et, par-dessus tout, de la sécurité », a-t-il déclaré.

M. Déby a demandé aux partenaires de l'Afrique de contribuer à un fonds de lutte contre le terrorisme établi par l'Union africaine, de soutenir la croissance économique, de réduire la pauvreté et de promouvoir un système de santé meilleur.

**Le Premier ministre du Japon Shinzo Abe et le président du Kenya Uhuru Kenyatta s'expriment lors d'une conférence de presse conjointe à la fin de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique à Nairobi.**

# UN RAPPROCHEMENT DE PLUSIEURS NATIONS

POUR PRÉSERVER LES SANCTUAIRES MARINS

REUTERS

Des promeneurs sur la plage profitent du coucher du soleil sur l'océan Indien à Mogadiscio, en Somalie.

**L**es pays africains participent à un effort mondial pour préserver les océans pour les générations futures. Les États-Unis se sont joints à plus de 20 pays pour annoncer la création de 40 nouveaux sanctuaires marins dans le monde afin de protéger l'océan contre les effets du changement climatique et de la pollution. Ces engagements ont été pris dans le cadre de la conférence Our Ocean (Notre océan) qui s'est déroulée à Washington, DC, en septembre 2016. Le Maroc, la République du Congo et les Seychelles figurent parmi les pays qui se sont engagés à créer des zones

protégées.

L'objectif de la création de ces zones protégées est de limiter les effets sur les écosystèmes marins du développement commercial et des activités humaines. Les pays participant à la conférence ont annoncé l'ajout de nouveaux sanctuaires couvrant au total près de 1,9 million de kilomètres carrés de surface océanique.

Les moments forts de la conférence :

- Le Maroc a annoncé la création de trois zones marines protégées à Mogador, Massa et Albora, représentant 775 kilomètres carrés

le long des rives atlantiques et méditerranéennes du Maroc, ainsi qu'un plan de mise en place d'un quatrième sanctuaire d'ici à 2018 à M'diq, sur la mer Méditerranée, où la pêche au chalut sera interdite.

- La République du Congo a annoncé son intention de créer une zone spéciale de conservation marine de 1.970 kilomètres carrés dans la baie de Loango, à Pointe-Noire, pour la protection des tortues de mer et des requins.
- Les Seychelles ont annoncé qu'une zone marine protégée d'une superficie de près de 400.000 kilomètres carrés, soit 30 pour cent de la zone économique exclusive (ZEE) du pays, sera établie d'ici à 2020 dans le cadre d'un plan global d'espace marin pour l'ensemble de la ZEE. Ce plan est financé par un échange de dette d'un maximum de 27 millions de dollars avec leurs créanciers du Club de Paris et du gouvernement d'Afrique du Sud, avec un soutien supplémentaire par le biais de l'association Nature Conservancy et de capitaux privés.

## L'ÉTHIOPIE ET L'EUROPE S'UNISSENT

pour CRÉER des EMPLOIS POUR LES RÉFUGIÉS

BBC NEWS À [BBC.CO.UK/NEWS](http://BBC.CO.UK/NEWS)

**L**a Grande-Bretagne, l'Union européenne et la Banque mondiale ont annoncé un plan pour créer 100.000 emplois en Éthiopie pour faciliter la gestion de la crise des migrants.

Deux parcs industriels seront construits dans le pays, pour un coût de 500 millions de dollars. L'Éthiopie, qui a proposé le plan, s'engagera à octroyer des permis de travail à 30.000 réfugiés.

La Première ministre du Royaume-Uni Theresa May a déclaré



Des ouvriers installent une toiture sur un nouveau bâtiment du marché Mercato à Addis-Abeba, en Éthiopie.

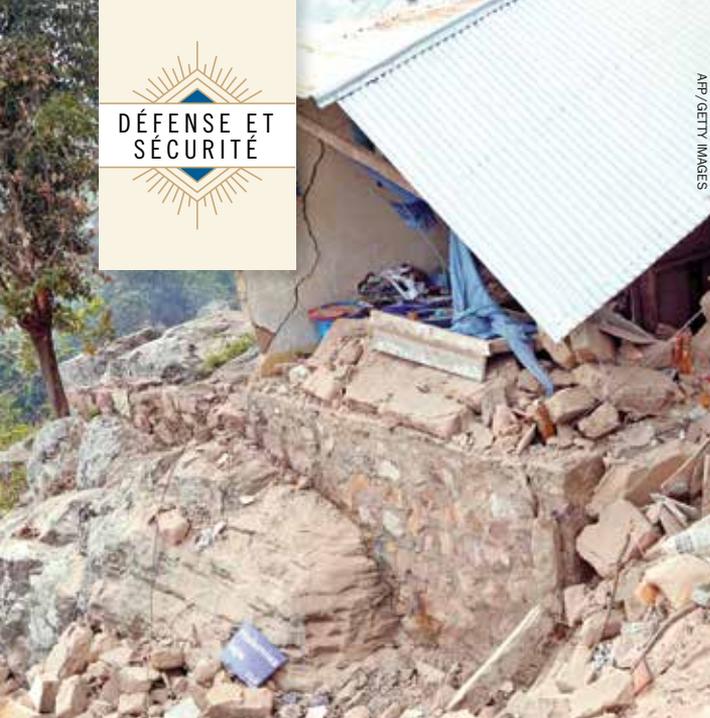
que le projet servirait de modèle pour soutenir les pays plus pauvres qui hébergent un grand nombre de migrants. L'Éthiopie accueille plus de 700.000 demandeurs d'asile provenant surtout de l'Érythrée, de la Somalie et du Soudan du Sud.

L'accord, annoncé lors d'une conférence au sommet des Nations

unies sur les réfugiés à New York, sera financé par des prêts émis par la Banque européenne d'investissement (BEI) et des subventions du Royaume-Uni et de la Banque mondiale.

Une partie des emplois créés seront réservés aux jeunes demandeurs d'emploi éthiopiens, dont le nombre est en augmentation.

Le président de la BEI Werner Hoyer a déclaré que l'Éthiopie constitue une escale pour de nombreuses personnes qui se rendent en Europe, mais que les opportunités de travail pourraient être bénéfiques autant pour l'Éthiopie que pour la population des migrants. « Les initiatives et les projets de ce type offre une alternative aux personnes pour qu'elles puissent rester près de chez elles, tout en améliorant les opportunités de croissance économique », a déclaré M. Hoyer.



## LES FORCES ARMÉES DE TANZANIE participent aux efforts de reconstruction APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE

PERSONNEL D'ADF

Les Forces de défense du peuple de Tanzanie (TPDF) jouent un rôle crucial dans la distribution des aides et la reconstruction des infrastructures suite au tremblement de terre qui a frappé le nord du pays.

En septembre 2016, un tremblement de terre d'une magnitude de 5,7 a fait 17 morts et 360 blessés à Bukoba.

Suite à ce tremblement de terre, le président John Magufuli ordonne aux TPDF de prêter assistance dans la mesure du possible.

« Le comité de gestion de crise a demandé aux membres des TPDF d'intervenir, et ils ont déjà répondu en affectant leur unité d'ingénierie ainsi que des officiers médicaux à ces efforts », déclare le major-général Salim Kijuu (à la retraite) au *Daily News* de Tanzanie.

Vers la fin octobre, le *Daily News* rapporte qu'une équipe d'ingénieurs de terrain des TPDF travaille pour réparer un centre médical dans le district de Misenyi. L'équipe projette de fournir son assistance à d'autres projets dans les districts de Karagwe, Misenyi et Bukoba.

Toutefois, les besoins sont encore importants. M. Kijuu déclare aux journalistes que les travaux requis pour réparer les bâtiments du gouvernement endommagés coûteraient à eux seuls plus de 10 milliards de shillings tanzaniens (4,5 millions de dollars). Les dégâts subis par les infrastructures civiles sont encore plus graves. M. Kijuu signale que 2.072 maisons se sont effondrées tandis que 14.595 logements montrent d'importantes fissures.

Fadhili Manongi, membre de la Commission pour une concurrence loyale, se déclare choqué par la destruction. Son groupe a fait don de 5.743 tôles ondulées en soutien aux efforts de reconstruction.

« La gravité du tremblement de terre est extrême », déclare M. Manongi au *Daily News*. « J'ai constaté cela après mon arrivée dans la municipalité de Bukoba. En fait, beaucoup de personnes qui habitent dans les communes et les villes éloignées comme Dar es Salam et Arusha ne savent rien de la destruction causée par le tremblement de terre. »

## LES ENFANTS RESCAPÉS DE BOKO HARAM VONT « rompre le cycle de la violence »

PERSONNEL D'ADF

Une opération des forces armées nigérianes conduit à la libération de 566 personnes détenues par Boko Haram. Parmi les rescapés, on retrouve les enfants des membres du groupe extrémiste.

On compte en effet 355 bébés parmi les personnes libérées pendant l'opération qui a eu lieu en septembre 2016 dans l'état de Borno au nord-est du pays. Selon un reportage de Bloomberg News, le général de brigade Victor Ezegwu de la 7ème division de l'armée nigérienne a remis les anciens captifs à Kashim Shettima, gouverneur de l'état, pour qu'ils reçoivent des soins médicaux dans un centre de réhabilitation géré en partenariat avec l'UNICEF, l'agence des Nations unies pour les enfants.

Boko Haram terrorise le nord-est du Nigeria depuis 2009, lorsque le groupe décide de mener une insurrection visant à chasser le gouvernement et à imposer une version extrême de la loi islamique.

« Notre objectif principal en prenant en charge les familles des insurgés est d'interrompre le cycle de violence afin d'assurer l'avenir de l'état de Borno », a déclaré M. Shettima au journal *Vanguard*. « Notre but est d'éduquer les enfants des insurgés pour qu'ils apprennent à remettre en question les valeurs et les doctrines que leurs parents prêchaient et appliquaient. »

Il s'agit de la quatrième fois que les forces armées nigérianes remettent des enfants et d'autres personnes au gouvernement de l'état de Borno après les avoir secourus du groupe extrémiste, rapporte le *Vanguard*.

« Même si les pères, membres de Boko Haram, sont tués par nos forces armées, leur objectif est de nous léguer un avenir de violence dans l'état de Borno, un avenir de violence dans le nord-est et un avenir violent pour notre pays », déclare M. Shettima. « Ces enfants seront élevés comme tous les autres enfants ; ils seront élevés pour aimer et non pas pour haïr, comme le souhaitaient leurs parents. »



Le vice-président nigérian Yemi Osinbajo rencontre une jeune fille et son enfant qui ont été secourus des mains de Boko Haram en octobre 2016. AFP/GETTY IMAGES



Un membre des forces de sécurité parle à un employé à bord d'un navire de commerce transportant du minerai de fer dans le port de Nouadhibou, en Mauritanie, où la cocaïne a été saisie.

REUTERS

## LES AUTORITÉS DE MAURITANIE SAISISSENT UNE TONNE DE COCAÏNE

PERSONNEL D'ADF

Un effort conjoint des forces de sécurité de Mauritanie a permis de saisir d'une tonne de cocaïne dans le port de Nouadhibou.

L'Armée de terre, la Garde-côtes, la police militaire et d'autres forces de police ont lancé une opération coordonnée dans ce port situé à plus de 400 kilomètres au nord de la capitale, Nouakchott, en août 2016, après avoir reçu des informations selon lesquelles un bateau transportait la drogue, selon un reportage du *North African Post*.

Le port d'origine du bateau

n'est pas connu, mais les autorités ont lancé une enquête pour identifier les complices.

La Mauritanie est devenue un point de transit important en Afrique de l'Ouest pour les stupéfiants à destination de l'Europe de l'Ouest. En avril 2016, les forces armées de Mauritanie saisissent 475 kilos de stupéfiants des mains de trafiquants après une poursuite et un échange de coups de feu, précise le *Post*.

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD) a lancé le programme

régional 2016-2020 pour l'Afrique de l'Ouest et déclare que celui-ci est axé sur l'arrêt de l'afflux des stupéfiants dans la région.

« Ces problématiques représentent une menace croissante pour le développement, la paix et la stabilité de l'Afrique de l'Ouest, car elles grignotent peu à peu les fondations de l'état de droit, en menaçant les progrès dus à la bonne gouvernance et en compromettant le développement économique et social de cette sous-région », a déclaré Yury Fedotov, directeur exécutif de l'ONUDD.

# L'Afrique du Sud cherche à sauver les manchots

MEDIA CLUB  
SOUTH AFRICA

Alors qu'on dénombrait encore 56.000 couples de manchots africains en Afrique du Sud en 2001, il n'y en avait plus que 19.000 en 2014. Cette baisse radicale a incité BirdLife South Africa à tenter quelque chose d'inédit pour lutter contre l'extinction du manchot.

Sous la direction de Christina Hagen, BirdLife South Africa souhaite établir une nouvelle colonie africaine de manchots qui permettra d'accroître le nombre d'individus de cette espèce.

« Les manchots ont besoin de toute l'aide possible », déclare Mark Anderson, directeur général de BirdLife. « L'établissement de nouvelles colonies sur le continent est une intervention de gestion très importante. »

Il reste deux populations majeures de ces oiseaux : les nombreuses colonies du Cap-Occidental entre le Parc national de la côte ouest et Gansbaai, et les colonies de la baie d'Algoa, au Cap-Oriental. Une distance de 600 kilomètres sépare les deux populations, et cela pose un problème pour les défenseurs de l'espèce.

Mme Hagen explique que les manchots se reproduisent plus facilement sur les îles où il n'existe pas de prédateur terrestre. Étant donné qu'il n'y a pas d'île entre Gansbaai et Port Elizabeth, les colonies restent séparées. C'est pour cela que la nouvelle colonie devra être placée sur le continent.



Des manchots marchent vers l'océan après avoir été relâchés par le personnel de la Fondation sud-africaine pour la conservation des oiseaux marins. Plus de 200 manchots ont été trouvés enduits de pétrole après un déversement de pétrolier.

THE ASSOCIATED PRESS

BirdLife South Africa évaluait toujours des lieux adéquats pour fonder la colonie en août 2016. Le choix de l'emplacement dépend de l'abondance de sardines et d'anchois dans la région : ces poissons sont les deux sources principales de nourriture pour les manchots.

Outre des populations de poissons suffisantes, il existe de nombreux autres facteurs déterminants dans le choix du lieu optimal pour les manchots. Le terrain doit être adapté à la construction des nids, qui se fait en général en creusant dans le guano mou. La zone doit faciliter

la protection des oiseaux contre les prédateurs tels que les caracals, les léopards et les mangoustes. En outre, elle ne devrait pas être trop proche des sources de pollution telles que le pétrole.

En 2010, BirdLife International place le manchot africain sur la liste des espèces menacées, ce qui indique que son nombre a diminué de moitié en trois générations de manchots, soit environ 30 ans. On estime que ce déclin est destiné à continuer. La baisse de population est largement liée aux activités humaines. Tout d'abord, le ramassage des œufs et le raclage du guano pour l'utiliser comme engrais sont à l'origine d'énormes pertes ; puis la surpêche dans les années 60 a entraîné des pertes supplémentaires.



Des laborantins travaillent avec un cricétome africain dans l'installation de Morogoro, en Tanzanie. AFP/GETTY IMAGES

## Les rats renifleurs d'explosif détectent la tuberculose

AGENCE FRANCE-PRESSE

Ils ont prouvé leur valeur dans la détection des mines terrestres. Maintenant les cricétomes d'Afrique démontrent un autre talent surprenant : celui de sauver des vies en aidant à déceler la tuberculose.

Tout est dans le nez, déclare l'organisation non gouvernementale belge APOPO. Ses fondateurs ont vu en 1997 le potentiel de ces rongeurs abondants qui possèdent un odorat aussi développé que celui des chiens mais qui sont considérés comme nuisibles.

« L'obstacle majeur est la perception négative que les gens ont du rat », déclare le directeur d'APOPO Christophe Cox, dont l'ONG est basée à Morogoro dans les régions montagneuses de l'est de la Tanzanie depuis 2000.

Cela change depuis que 83.000 mines terrestres ont été neutralisées en Afrique et en Asie grâce aux rongeurs, contribuant à sauver d'innombrables vies.

# LE CAMEROUN CHERCHE À ÉQUILIBRER L'ÉDUCATION ET LA TRADITION

REPORTAGE ET PHOTO PAR NGALA KILLIAN CHIMTOM/INTER PRESS SERVICE

Le Cameroun tend la main aux enfants de la tribu baka en tentant de les convaincre de poursuivre leurs études sans oublier leurs traditions tribales.

Presque tous les enfants bakas qui s'inscrivent à l'école primaire abandonnent leurs études avant d'atteindre le niveau secondaire. Un certain nombre de facteurs contribuent à l'éducation inadéquate des Baka, y compris la pauvreté, la discrimination et une politique de l'éducation mal adaptée.

Parmi les 30 enfants bakas qui avaient été initialement inscrits dans une école en 2014, un seul y reste aujourd'hui. Les autres ont tous renoncé pour rejoindre leurs parents dans leur rôle baka traditionnel de chasseur-cueilleur.

David Angoula, père baka dont les deux fils ont quitté l'école pour poursuivre ce rôle traditionnel, note que les pygmées bakas apprennent d'importantes leçons dans la forêt, dans le cadre d'une tradition transmise par leurs ancêtres. « Nous allons dans la forêt pour chercher de la nourriture », déclare M. Angoula. « Nos parents nous ont laissé une école dans la forêt, et c'est cette école que les parents doivent montrer à leurs enfants pour qu'ils n'oublient pas la culture de leurs ancêtres. Ce qui est important pour les Baka est le présent. Le passé et le futur n'ont pas d'importance. »

Il y a près de 30.000 chasseurs-cueilleurs bakas qui vivent dans les forêts denses du sud-est du pays. Ils vivent de fruits sauvages, de miel, de tubercules et de gibier.

« La forêt est notre foyer », explique Dominique Ngola, âgée de 58 ans, de la communauté de Salapoumbé dans la région est du Cameroun. « Elle nous fournit tout ce dont nous avons besoin : l'air sain que nous respirons, la nourriture que nous mangeons et les plantes médicinales qui assurent notre santé. C'est notre pharmacie. »

Mais les Baka savent que, pour survivre dans un monde rapidement changeant, ils doivent se familiariser avec l'éducation moderne. Le fait de maintenir des enfants à l'école représente un énorme défi pour des personnes qui pourvoient seules à leur nourriture et à leurs remèdes.

« Nous avons reçu de nombreuses propositions provenant

de plusieurs acteurs différents : ministères de l'état, organismes, les Baka eux-mêmes, et parmi ces recommandations, la toute première est d'utiliser la langue baka à l'école », déclare la conseillère en éducation Sarah Tucker. Pour le moment, la plupart des cours sont en français.

« Il existe une abondance d'articles et d'informations qui confirment que la meilleure façon d'apprendre consiste d'abord à enseigner dans la langue locale des élèves », déclare-t-elle. « Ensuite, il faut adapter le calendrier scolaire au calendrier traditionnel baka, ce qui veut dire, par exemple, qu'il ne faudrait pas faire de cours en janvier ou en décembre, période pendant laquelle les élèves vont avec leurs parents passer plusieurs semaines dans la forêt. »

Elle précise que l'enseignement destiné aux enfants bakas doit inclure davantage de jeux, d'activités et de leçons pratiques, « parce que c'est ce que les élèves bakas préfèrent. »



Enfants bakas dans une cour de récréation

Quelques froncements de sourcils ont accueilli la nouvelle lorsque le groupe, dont l'acronyme néerlandais signifie « Développement d'un produit de détection anti-mines terrestres », s'était diversifié en 2007 pour utiliser les rats dans la détection de la tuberculose, dans le cadre de contrats avec les autorités locales.

« La première fois que j'ai entendu parler de cette technique, j'étais un peu choqué, mais elle s'est révélée très efficace, plus efficace en fait que la microscopie que nous utilisons », déclare Daniel Magesa, médecin de la clinique Pasada Upendano de Dar es Salam, la capitale.

La clinique envoie environ 200 échantillons d'expectorations humaines chaque mois au labo d'APOPO à Morogoro. Les rats sont mis en présence des échantillons, dont certains contiennent des traces de tuberculose. Les rats indiquent qu'ils détectent la maladie en faisant une pause plus longue sur l'échantillon. L'échantillon est ensuite marqué pour subir des tests additionnels et une confirmation.

Plus d'un million de personnes meurent chaque année de la tuberculose, la plupart en Afrique. Les porteurs non traités

peuvent infecter des douzaines d'autres, ce qui rend essentielle la détection rapide.

« Le problème est lié à la concentration de tuberculose dans les échantillons que nous avons », déclare M. Magesa. « Parfois, ce n'est pas suffisamment concentré pour déceler la maladie avec le type de microscope que nous utilisons, même si ce dernier est très moderne. »

Aujourd'hui, plus de 29 hôpitaux de Dar es Salam et de Morogoro envoient leurs échantillons au laboratoire de Morogoro. Douze autres cliniques se trouvant à Maputo, la capitale du Mozambique, envoient également leurs échantillons au centre APOPO qui a ouvert ses portes dans ce pays en 2013.

L'ONG déclare qu'elle a détecté 10.000 cas de tuberculose qui n'avaient pas été découverts jusqu'à ce qu'ils soient identifiés par des travailleuses comme Oprah ou Violet, dont les moustaches se hérissent lorsqu'elles se déplacent le long d'une rangée d'éprouvettes.

« Le grand avantage, c'est la rapidité des rats », déclare M. Cox. « Ils peuvent analyser 100 échantillons en 20 minutes environ, quelque chose qui prendrait quatre jours à un laborantin. »

# LES SEYCHELLES VONT INTERCEPTER *des dispositifs de pêche*

SEYCHELLES NEWS AGENCY

Les Seychelles prennent actuellement des mesures pour limiter les effets nuisibles des dispositifs de concentration de poissons (DCP) sur les récifs et les autres environnements de cet état insulaire grâce à un nouveau projet qui vise à intercepter les DCP avant que ceux-ci ne s'échouent sur les plages.

Les DCP sont des plates-formes flottantes utilisées dans l'industrie du thon pour attirer les poissons. Il s'agit le plus souvent d'un radeau en bambou de 4 mètres carrés recouvert d'une toile d'ombrage avec des filets ou des lignes de pêche suspendus aux coins de la plate-forme et atteignant une profondeur de 20 à 50 mètres.

L'objectif secondaire du projet consiste à collecter les données attestant de la gravité du problème dans la région des îles Seychelles et à obtenir une contribution de l'industrie de la pêche aux frais de nettoyage des DCP. La Société de conservation des îles affirme qu'un logiciel, qui doit être installé sur un ordinateur du siège social de l'organisation, lancera une alerte lorsqu'un DCP risque d'être pris dans un récif ou de s'échouer sur une plage. Les dispositifs de pêche sont munis de GPS.

L'archipel des Seychelles dans l'océan Indien compte 115 îles. Le pays dépend de la pêche et du tourisme pour soutenir son économie.

Le Programme de surveillance des DCP est qualifié de premier de ce type. Le directeur général de l'Island Development Co., société parapublique chargée de la gestion de 14 îles des Seychelles, déclare que celle-ci a l'intention d'intercepter les DCP qui se rapprochent des autres îles périphériques.

Ce projet pilote dépendra des conditions océaniques, de la présence d'installations sur les îles permettant à la société d'atteindre les DCP avant qu'ils ne parviennent aux récifs, et de la disponibilité de moyens pour les ramener à terre jusqu'à ce que les bateaux de pêche ou les navires plus grands puissent les récupérer.

REUTERS

# LES AGRICULTEURS DE MADAGASCAR APPRENNENT À VAINCRE LA SÉCHERESSE



MIRIAM GATHIGAH/INTER PRESS SERVICE

**M**irantsoa Faniry Rakotomalala se distingue de la plupart des agriculteurs du grand sud de Madagascar, durement frappés par la perte d'environ 80 pour cent de leurs récoltes à cause de la sécheresse qui a sévit pendant la période des moissons de mai à juin 2016. Il s'agirait du plus grave épisode de sécheresse depuis 35 ans. Bien que Mme Rakotomalala vive dans un village de l'une des trois zones les plus affectées, elle s'était préparée, avec son père, à faire face à la sécheresse.

« La plupart des fermes sont desséchées mais la nôtre est restée verte et vivante car nous avons creusé des trous de forage qui nous fournissent l'eau d'irrigation », déclare-t-elle. Depuis août, certaines des récoltes, telles que la patate douce, sont déjà sur le marché.

Mme Rakotomalala a été contactée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture car elle est l'une des personnes les plus vulnérables dans les districts très affectés où au moins 80 pour cent des villageois sont agriculteurs. Ceux-ci ont bénéficié de formations les encourageant à diversifier leurs récoltes car la plupart des agriculteurs locaux ont tendance à préférer la culture du maïs.

« Nous sommes 16 dans mon groupe, tous de la même famille parce que nous mettons tous nos terres en commun, déclare-t-elle. « C'est un grand terrain, avec plus de 0,8 hectare », ajoute-t-elle.

Leur système d'irrigation goutte à goutte utilise des contenants d'eau de 5 à 10 litres, et fonctionne bien : les carottes, les oignons et les bleuets sont vigoureux.

Les experts tels que Philippison Lee, agronome travaillant dans les régions d'Androy et d'Anôsy, déclarent que la partie sud du pays fait face à trois défis principaux : « la sécheresse, l'insécurité alors que les raids sur le bétail sont de plus en plus fréquents, et les locustes ».

Les Nations unies estiment que le quart de la population, soit 5 millions de personnes, vivent dans des zones à risque de sinistre élevé, exposées aux dangers naturels et aux événements tels que la sécheresse, les inondations et les invasions de locustes. M. Lee étudie les nombreuses méthodes de cultivation, de modification génétique, et d'utilisation des plantes même face à des phénomènes climatiques graves et dévastateurs.

Le but est de convaincre les fermiers d'adopter une agriculture climato-intelligente en diversifiant leurs récoltes, en plantant plus de récoltes résistant à la sécheresse telles que le manioc et la patate douce et en recherchant d'autres sources de revenus comme la pêche.

## UN PROGRAMME ENSEIGNE AUX AGRICULTEURS COMMENT UTILISER LES ENGRAIS ET DE TECHNOLOGIE

PHOTO ET HISTOIRE PAR BUSANI BAFANA/INTER PRESS SERVICE

Les boîtes aux couleurs vives, les sacs d'engrais et les paquets contenant tous types de graines attirent l'œil lorsqu'on entre dans le magasin de vente agricole de Nancy Khorommbi, au coin d'une station-service au bord de la route, en Afrique du Sud.

Ses graines et ses engrais ne se sont néanmoins pas vendus comme des petits pains depuis que Mme Khorommbi a ouvert son magasin en 2010. Ses clients sont de petits agriculteurs de la ville de Sibasa au Limpopo, l'une des provinces d'Afrique du Sud très affectées par la sécheresse en 2016.

La lenteur du commerce est en partie liée au fait que les petits agriculteurs manquent de formation sur l'utilisation d'engrais nourrissants pour améliorer leur productivité.

« Certains agriculteurs qui entrent au magasin n'ont jamais entendu parler d'engrais ; et ceux qui en ont entendu parler ne savent pas comment les utiliser efficacement », déclare Mme Khorommbi.

Mme Khorommbi explique que les nouveaux commerçants agricoles représentent un maillon crucial dans la chaîne de production alimentaire. Les commerçants agricoles qui travaillent au niveau des villages comprennent mieux les petits agriculteurs et sont plus accessibles pour leur fournir des informations sur l'amélioration des rendements que le service d'extension du gouvernement, lequel manque de ressources.



Au vu de ce manque de connaissances concernant les engrais, le Partenariat africain pour les engrais et l'agro-industrie a lancé en 2015 un projet de soutien à l'agro-industrie dans la province du Limpopo. Il a permis de former plus de 100 commerçants agricoles dans la province. Le projet encourage le développement du modèle des pôles agricoles, où les commerçants agricoles à plus grande échelle servent les petits revendeurs et les agents des zones rurales. À leur tour, ces commerçants offrent de meilleurs services aux petits agriculteurs en rendant les fournitures et les informations nécessaires accessibles à un coût raisonnable.

Les petits agriculteurs détiennent la clé pour nourrir l'Afrique, y compris l'Afrique du Sud, mais leur rendement est entravé par les difficultés d'accès à l'information et par le manque de débouchés efficaces pour leurs produits.

En 2006, les chefs d'état et de gouvernement africains ont signé la Déclaration d'Abuja lors du Sommet sur les engrais au Nigeria, dans laquelle ils s'engageaient à augmenter l'utilisation des engrais en Afrique de 8 kilogrammes/hectare, la valeur moyenne à l'époque, à 50 kilogrammes/hectare en 2015. Dix ans plus tard, on constate que seuls quelques pays ont atteint cet objectif.

Les recherches ont démontré que pour chaque kilo de nutriments apporté au terrain, les petits agriculteurs peuvent obtenir jusqu'à 30 kilos d'augmentation de leur rendement. Ces recherches ont également montré que les petits agriculteurs sud-africains n'utilisent généralement pas la quantité optimale d'engrais en raison du coût que cela représente, du manque d'accès ou de la faible sensibilisation aux avantages offerts par les nutriments du sol.

# LA REINE.

## NZINGA *du* NDONGO

Cette souveraine de la région connue aujourd'hui comme l'Angola a repoussé les conquérants potentiels pendant des décennies

### PERSONNEL D'ADF

Dans le Sud-Ouest africain, nul ne fut un défenseur plus acharné que la reine Nzinga du Ndongo lorsqu'elle régnait sur la région qui constitue aujourd'hui l'Angola. Elle lutta pour protéger son peuple des marchands d'esclaves pendant la majeure partie de sa longue vie.

Il faut dire qu'elle maîtrisait parfaitement le sujet. L'expert américain John Henrik Clarke la décrit comme « le plus grand stratège militaire qui ait jamais confronté les forces armées du Portugal ».

Ana Nzinga naquit vers 1580 à Kidonga, capitale du royaume. Son père était roi et il fut succédé au trône par son fils, Ngola Mbande. « Ngola » veut dire « roi », mais les Portugais comprirent par erreur qu'il s'agissait du nom du pays : d'où le nom d'Angola.

À l'époque, les Anglais et les Français décidèrent de s'immiscer dans la traite d'esclaves du Portugal sur l'Atlantique. Les Portugais répondirent en se rendant dans d'autres régions d'Afrique. C'est ainsi qu'en 1617, ils décidèrent de construire un fort et d'établir une colonie sur la côte du sud-ouest, là où se trouve aujourd'hui la ville de Luanda. Cinq années plus tard, ils invitèrent Mbande à entamer des négociations pour la paix, mais celui-ci décida d'envoyer sa sœur à sa place.

Les rencontres se déroulèrent dans un contexte exceptionnellement difficile. Les Portugais contrôlaient déjà le Congo voisin, et Nzinga dut négocier un moyen pour que le royaume de son frère puisse continuer à traiter avec le Portugal sans pour autant être mis sous sa coupe. Pour la première réunion, ses hôtes fournirent une chaise destinée uniquement au gouverneur portugais. On s'attendait à ce qu'elle s'assoie sur un tapis placé au sol, dans une position subordonnée. Or Nzinga ne voulut rien savoir et ordonna à un membre de son entourage de se mettre à quatre pattes pour qu'elle puisse s'asseoir sur son dos en guise de chaise.

En 1626, son frère mourut. Selon une version de l'histoire, il s'agissait d'un suicide car il ne pouvait pas faire face aux demandes du Portugal concernant la traite des esclaves. Nzinga hérita alors du trône et prit des mesures agressives, en créant des alliances avec les états rivaux. En 1627, elle attaqua les Portugais, lançant une guerre qui dura 30 ans.

Nzinga fut un chef militaire ingénieux au sein d'une guerre étendue et intermittente. Elle offrit un sanctuaire aux esclaves en fuite et aux soldats déserteurs. Elle créa un système sous lequel les jeunes

hommes renonçaient à leurs familles pour être élevés dans des fraternités de soldats.

En 1641, la reine Nzinga s'allia aux Néerlandais, qui avaient pourtant été des rivaux de son royaume par le passé. Ensemble, ils écrasèrent les Portugais en 1647. Le Portugal battit les Néerlandais un an plus tard, ce qui força ces derniers à abandonner certaines portions de l'Afrique. Cela n'arrêta pas la reine, qui continua de mener le combat contre le Portugal, conduisant souvent elle-même ses troupes à la bataille, et ce même lorsqu'elle avait plus de 60 ans.

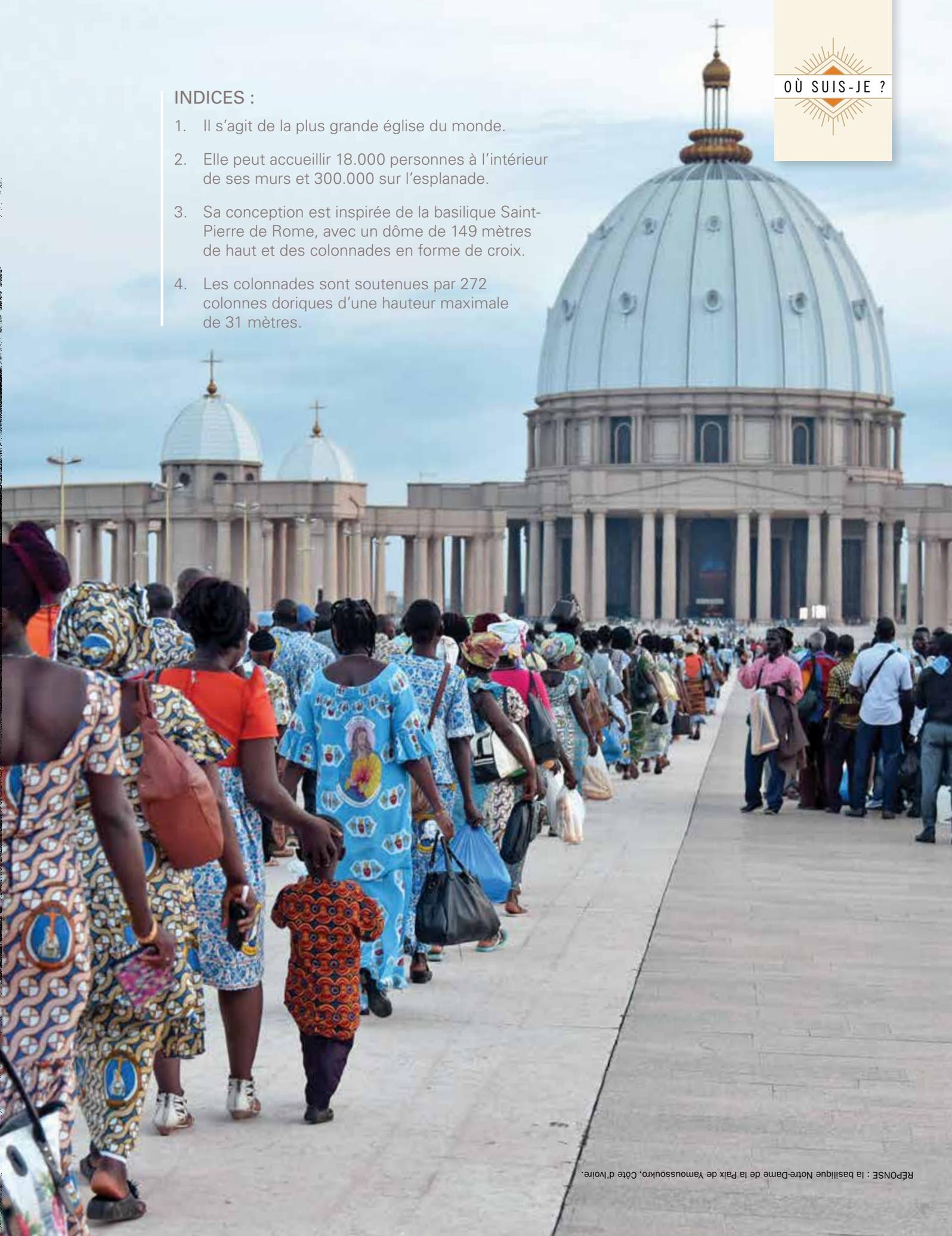
La reine Nzinga mit en œuvre des tactiques de guérilla contre son ennemi. Le Portugal et ses alliés répondirent à ces attaques en essayant de trouver et de détrôner la reine. Néanmoins, elle resta éternellement insaisissable et finit par décéder de mort naturelle en 1663, plusieurs années après la fin des combats, alors qu'elle était octogénaire.

Aujourd'hui, on se souvient d'elle comme une diplomate brillante, une experte en tactiques militaires et un persécuteur perpétuel de ses conquérants potentiels. Les historiens déclarent que l'indépendance de l'Angola en 1975 trouve son origine dans les tactiques de guérilla déployées par Nzinga. En 2002, l'Angola consacre une statue de Nzinga à Luanda pour célébrer les 27 ans d'indépendance du pays.



## INDICES :

1. Il s'agit de la plus grande église du monde.
2. Elle peut accueillir 18.000 personnes à l'intérieur de ses murs et 300.000 sur l'esplanade.
3. Sa conception est inspirée de la basilique Saint-Pierre de Rome, avec un dôme de 149 mètres de haut et des colonnades en forme de croix.
4. Les colonnades sont soutenues par 272 colonnes doriques d'une hauteur maximale de 31 mètres.



# partagez votre expertise

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

.....( directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF* ).....

## EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

**DROITS D'AUTEUR** Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

## SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : [ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com](mailto:ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com). Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command  
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff  
Unit 29951  
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command  
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff  
KELLEY KASERNE  
GEB 3315, ZIMMER 53  
PLIENINGER STRASSE 289  
70567 STUTTGART GERMANY

OU

## RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site [adf-magazine.com](http://adf-magazine.com)

